

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

Juin 2010

Directeur de la publication : Guillaume Boudy
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie
Secrétariat de rédaction : Mission de la politique documentaire
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Claude Gardeur

Imprimerie du ministère de la Culture
et de la Communication

Ministère de la Culture et de la Communication
Secrétariat général
Service des affaires financières et générales
Sous-direction des affaires immobilières et générales
Mission de la politique documentaire
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Administration générale

- Page 7 Arrêté du 1^{er} juin 2010 portant nomination des membres du comité technique paritaire de la région Bretagne.
- Page 8 Arrêté du 1^{er} juin 2010 portant nomination des membres du comité d'hygiène et de sécurité de la région Bretagne.
- Page 9 Décision du 7 juin 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes.
- Page 10 Décision du 7 juin 2010 portant nomination des membres au comité d'hygiène et de sécurité régional auprès du comité technique paritaire de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes.
- Page 11 Arrêté du 22 juin 2010 portant modification de l'arrêté du 11 juin 2008 portant nomination à la commission de sélection chargée de donner un avis sur les candidatures au grade d'inspecteur général des affaires culturelles.
- Page 11 Arrêté du 23 juin 2010 portant affectation (administrateurs civils) (M^{me} Marine Roy).

Archéologie

- Page 12 Décision n° 2010-DG/10/030 du 1^{er} juin 2010 portant délégation de signature au directeur interrégional Nord-Picardie de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses adjoints.
- Page 13 Décision n° 2010-DG/10/031 du 1^{er} juin 2010 portant délégation de signature à la directrice des ressources humaines de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses collaborateurs.

Archives

- Page 14 Circulaire n° 2010/014 du 26 mai 2010 relative à la gestion des archives des services déconcentrés et des établissements relevant de la protection judiciaire de la jeunesse.
- Page 46 Note d'information n° 2010/016 du 10 juin 2010 (DGP/SIAF/2010/012) relative au sort des dossiers d'appareillage concernant les assurés sociaux, produits par les directions interrégionales et interdépartementales des anciens combattants.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 46 Décision n° 2010-39 du 7 juin 2010 portant désignation des représentants du personnel au comité technique paritaire de la Bibliothèque publique d'information.
- Page 47 Décision n° 2010-50 du 9 juin 2010 portant désignation des représentants de l'administration au comité technique paritaire de la Bibliothèque publique d'information.

- Page 48 Décision n° 0137-N du 17 juin 2010 portant modification n° 3 à la délégation de signature du 22 mars 2010.
- Page 49 Décision n° 0139-N du 17 juin 2010 portant modification n° 4 à la délégation de signature du 22 mars 2010.

Centre des monuments nationaux

- Page 49 Décision n° IL/DS-adm-2010-3 du 23 juin 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Cinématographie

- Page 50 Décision du 30 avril 2010 portant habilitation d'un agent du Centre national du cinéma et de l'image animée conformément aux articles L. 115-16 à L. 115-27 du Code du cinéma et de l'image animée.
- Page 50 Décision du 1^{er} juin 2010 portant nomination du président de la commission prévue à l'article 11 du décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique.
- Page 51 Décision du 1^{er} juin 2010 portant nomination du président de la commission prévue au paragraphe 1 (1^o) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles.
- Page 51 Arrêté du 2 juin 2010 portant nomination des membres à la commission « Images de la diversité ».
- Page 51 Décision du 8 juin 2010 portant nomination d'un membre suppléant à la commission prévue à l'article 54 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.
- Page 52 Arrêté du 16 juin 2010 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Éducation artistique - Enseignement - Recherche

- Page 52 Décision du 31 mai 2010 portant délégation de signature à l'École du Louvre.
- Page 53 Arrêté du 15 juin 2010 portant reconnaissance d'un établissement d'enseignement.
- Page 53 Arrêté du 18 juin 2010 portant nomination des membres de la Commission nationale d'équivalence.

Médias

- Page 54 Circulaire n° 2010/015 du 16 juin 2010 relative aux dépôt administratif et suivi statistique des journaux et périodiques.

Monuments historiques

- Page 55 Convention de mécénat n° 2009-001 R du 11 mars 2009 passée pour le château de Montigny-sur-Aube et ses abords entre La demeure historique et M^{me} Marie-France Ménage-Small, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 59 Avenant du 26 janvier 2010 à la convention de mécénat n° 2009/001 R passée pour le château de Montigny-sur-Aube et ses abords entre La demeure historique et M^{me} Marie-France Ménage-Small, propriétaire.

- Page 61 Convention de mécénat n° 2009-002 R du 24 avril 2009 passée pour la restauration du château d'Haroué entre La demeure historique et M^{me} Minnie de Beauvau-Craon, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 64 Convention de mécénat n° 2009-003 R du 15 mai 2009 passée pour le château de Longpra entre La demeure historique et l'indivision de Francieu, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 69 Convention de mécénat n° 2009-004 R du 8 juin 2009 passée pour le château de Penne entre La demeure historique et la société civile La Forteresse (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 73 Convention de mécénat n° 2009-005 du 30 juin 2009 passée pour le château de Janville entre La demeure historique et la société civile Guinard Janville (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 77 Convention de mécénat n° 2009-006 R du 5 juillet 2009 passée pour le château de Blanquefort-sur-Briolance entre La demeure historique, M. Simon-Pierre Souillot et M^{lle} Sylvie Malépart, propriétaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 80 Convention de mécénat n° 2009-007 R du 15 septembre 2009 passée pour le château d'Andlau entre La demeure historique, M. Guillaume d'Andlau et l'Association des amis du château d'Andlau (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 84 Convention de mécénat n° 2009-008 R du 15 septembre 2009 passée pour La Casamaures entre La demeure historique et M^{me} Christiane Guichard, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 87 Convention de mécénat n° 2009-009 A du 15 septembre 2009 passée pour le moulin de la Bellassière entre La demeure historique, M^{me} Marie-Mercédès Nomdedeu Ghénassia et M. Christophe Ghénassia, propriétaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 90 Convention de mécénat n° 2009-010 R du 18 septembre 2009 passée pour le château de Saint-Sixte entre La demeure historique, M. Philippe Gehl, nu-propriétaire, M^{me} Françoise Gehl, usufruitière et l'association Château Saint-Sixte, preneuse d'un bail emphytéotique (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 94 Convention de mécénat n° 2009-011 R du 4 novembre 2009 passée pour la villa Leihorra entre La demeure historique et la société civile immobilière Leihorra (et ses associés) propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 97 Convention de mécénat n° 2009-012 R du 19 novembre 2009 passée pour le château d'Auteuil entre La demeure historique et la société civile de la Pintièrre-Darondeau (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 101 Convention de mécénat n° 2009-013 R/A du 14 décembre 2009 passée pour le château de Courcy entre La demeure historique et la société civile de Courcy (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 104 Convention de mécénat n° 2009-014 R du 16 décembre 2009 passée pour le château de Bourgon entre La demeure historique et l'indivision Ducatillon (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

- Page 108 Convention de mécénat n° 2009-015 R du 16 décembre 2009 passée pour le château de Caumale entre La demeure historique et M^{me} Geneviève Fabre, nu-propriétaire et M. François Marres, usufruitier (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).
- Page 113 Avenant du 5 janvier 2010 à la convention n° 2008/001 A de mécénat passée entre La demeure historique et M. Frédéric Toussaint, propriétaire, pour l'accessibilité du manoir du Catel.

Musées

- Page 115 Décision DRH/n° 48 du 4 juin 2010 portant nomination des représentants du personnel au comité hygiène et sécurité de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.
- Page 116 Décision DRH/ n° 49 du 4 juin 2010 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Mesures d'information

- Page 117 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

- Page 126 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

- Page 131 Modification de la liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG, parue au *Journal officiel* du 15 mars 2008.
- Page 131 Modification de la liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10A), parue au *Bulletin officiel n° 182* (janvier 2010).
- Page 131 Modification de la liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10D), parue au *Bulletin officiel n° 184* (mars 2010).
- Page 132 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10K).
- Page 137 Liste des élèves ayant obtenu l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre (Lot 10L).
- Page 139 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte diplômé par le gouvernement (Lot 10M).
- Page 140 Annexe de l'arrêté du 22 mars 2010 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O n° 127* du 4 juin 2010) (Rouen).
- Page 147 Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Arrêté du 1^{er} juin 2010 portant nomination des membres du comité technique paritaire de la région Bretagne.

Le directeur régional des affaires culturelles,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84.16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 organisant une consultation

électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au sein du comité technique paritaire de la région Bretagne ;

Vu le procès-verbal établi par le bureau de vote en date du 2 avril 2010 ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 2005 portant nomination de M. Jean-Yves Le Corre en qualité de directeur régional des affaires culturelles de Bretagne ;

Vu les courriers des syndicats CFDT, SUD, UNSA et CGT,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés pour une durée de 3 ans au sein du comité technique paritaire de la région Bretagne, en qualité de :

1. Représentants de l'administration :

Titulaires	Suppléants
M. Jean-Yves Le Corre, directeur régional des affaires culturelles,	M ^{me} Marlène Laval, contrôleur de gestion,
M. Jean-Luc Guinement, directeur régional adjoint,	M. Henry Masson, conservateur régional des monuments historiques,
M. Philippe d'Ancona, attaché principal d'administration,	M. Stéphane Deschamps, conservateur régional de l'archéologie,
M. Stéphane Aubertin, architecte urbaniste de l'État, adjoint au chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine des Côtes-d'Armor.	M ^{me} Marie-Line Quero, ingénieur des services culturels et du patrimoine au service départemental de l'architecture et du patrimoine des Côtes-d'Armor.

2. Représentants du personnel :

Titulaires	Suppléants
Syndicat CFDT : M ^{me} Isabelle Rousselle	M ^{me} Nicole Beaudeau
Syndicat SUD Solidaires : M ^{me} Christine Boujot	M. Émile Bernard
Syndicat UNSA : M. Daniel Scouarnec	M. Carlos Gomez
Syndicat CGT : M ^{me} Chantal Roulier	M ^{me} Aurore Dube

Art. 2. - Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Yves Le Corre

Arrêté du 1^{er} juin 2010 portant nomination des membres du comité d'hygiène et de sécurité de la région Bretagne.

Le directeur régional des affaires culturelles,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques

paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au sein du comité d'hygiène et de sécurité institué auprès du comité technique paritaire de la région Bretagne ;

Vu le procès-verbal établi par le bureau de vote en date du 2 avril 2010 ;

Vu l'arrêté du 7 octobre 2005 portant nomination de M. Jean-Yves Le Corre en qualité de directeur régional des affaires culturelles de Bretagne ;

Vu les courriers des syndicats CFDT, SUD, UNSA et CGT,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés pour une durée de 3 ans au sein du comité d'hygiène et de sécurité de la région Bretagne, en qualité de :

1. Représentants de l'administration :

Titulaires	Suppléants
M. Jean-Yves Le Corre, directeur régional des affaires culturelles,	M. Yves Menez, adjoint du conservateur régional de l'archéologie,
M. Jean-Luc Guinement, directeur régional adjoint,	M. Henry Masson, conservateur régional des monuments historiques,
M. Philippe d'Ancona, attaché principal d'administration.	M ^{me} Dominique Herledan, secrétaire administrative de classe exceptionnelle.

2. Représentants du personnel :

Titulaires	Suppléants
Syndicat CFDT : M. Gilles Lemarie	M. Yves Roumegoux
Syndicat SUD Solidaires : M ^{me} Marie-Dominique Pinel	M. Émile Bernard
Syndicat UNSA : M. Daniel Scouarnec	M. Carlos Gomez
Syndicat CGT : M ^{me} Aurore Dube	

Art. 2. - Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le directeur régional des affaires culturelles,
Jean-Yves Le Corre

Décision du 7 juin 2010 portant nomination des membres au comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes.

Le directeur régional des affaires culturelles,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010, organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des directions régionales des affaires culturelles ;

Vu le procès-verbal en date du 2 avril 2010, établi en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010, les résultats de la consultation électorale du 1^{er} avril 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles de Rhône-Alpes, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Alain Lombard, directeur régional des affaires culturelles,
- Laurent Willeman, secrétaire général,
- Pierre Franceschini, chef du STAP du Rhône,
- Jacqueline Ibarra, chargée du service des ressources humaines,
- Anne Le Bot-Helly, chef du service régional de l'archéologie,
- Marie-France Lefebvre, conseiller éducation artistique.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles de Rhône-Alpes, à compter de la date de la présente décision et pour une durée

de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Christine Bailliet, chargée du service du fonctionnement,
- Michel Bligny, contrôleur de gestion et fonds européens,
- Dominique Boilley, chef du STAP de Haute-Savoie,
- Noëlle Drogat-Landré, conseiller livre et lecture,
- Philippe Ganion, chef du STAP de l'Ardèche,
- Bertrand Munin, conseiller théâtre.

Art. 3. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles de Rhône-Alpes, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- * au titre de la CGT-Culture :
 - Cécile Bertran,
 - Anne-Lise Curcio.
- * au titre de la CFDT-Culture :
 - Michèle Calero,
 - Geneviève Martin.
- * au titre de la FSU :
 - Bailla Aïssou.
- * au titre de l'UNSA :
 - François Dumoulin.

Art. 4. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité technique paritaire régional institué auprès du directeur régional des affaires culturelles de Rhône-Alpes, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- * au titre de la CGT-Culture :
 - Isabelle Baguelin,
 - Sylvie Drean.
- * au titre de la CFDT-Culture :
 - Myriam Fresne,
 - Isabelle Puech.
- * au titre de la FSU :
 - Annie Tosi-Remy.
- * au titre de l'UNSA :
 - Catherine Sanchez.

Art. 5. - Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur régional,
Alain Lombard

Décision du 7 juin 2010 portant nomination des membres au comité d'hygiène et de sécurité régional auprès du comité technique paritaire de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes.

Le directeur régional des affaires culturelles,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010, organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité institués auprès des comités techniques paritaires régionaux des directions régionales des affaires culturelles ;

Vu le procès-verbal en date du 2 avril 2010, établi en application des dispositions de l'article 7 de l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture, modifié par l'arrêté du 6 janvier 2010, les résultats de la consultation électorale du 1^{er} avril 2010 ;

Considérant que conformément à l'article 1^{er} du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 susvisé, est membre du comité d'hygiène et de sécurité auprès du comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes le D^r Béatrice Delaygue, médecin de prévention ;

Considérant que conformément à l'article 37 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 susvisé participe également aux réunions du comité d'hygiène et de sécurité, avec voix consultative, M. Hamid Radi, inspecteur hygiène et sécurité ;

Considérant que conformément à l'article 4-1 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 susvisé, assistent de plein droit aux réunions du comité d'hygiène et de sécurité, les agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et sécurité :

- Anne Agier, ACOMO DRAC,
- Nasséra Bouchaïbi, ACOMO du STAP de l'Isère,
- Laurence Brangier, ACOMO du STAP de la Drôme,
- Isabelle Cistac, ACOMO du STAP de la Savoie,
- Denise Frémion, ACOMO DRAC,
- Évelyne Mailland-Gonod, ACOMO du STAP de Haute-Savoie,
- Jacques Mignon, ACOMO du STAP de la Loire,
- Évelyne Noll, ACOMO du STAP de l'Ain ;

Considérant que peuvent également assister aux réunions du comité les experts désignés en fonction de l'ordre du jour et notamment M^{me} Aline Lespagnol-Rizzi, assistante de service social,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres titulaires représentants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité auprès du comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Alain Lombard, directeur régional des affaires culturelles,
- Laurent Willeman, secrétaire général,
- Jacqueline Ibarra, chargée des ressources humaines,
- Hélène Schmidgen-Benaut, chef du STAP de l'Isère.

Art. 2. - Sont nommés membres suppléants représentants de l'administration au comité d'hygiène et de sécurité auprès du comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

- Christine Bailliet, chargée du service du fonctionnement,
- Marie Bardisa, conservateur régional des monuments historiques,
- Pierre Franceschini, chef du STAP du Rhône,
- Anne Le Bot-Helly, conservateur régional de l'archéologie.

Art. 3. - Sont nommés membres titulaires représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité auprès du comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* au titre de la CGT-Culture :

- Isabelle Baguelin,
- Sylvie Drean.

* au titre de la CFDT-Culture :

- Michèle Calero,
- Geneviève Martin.

* au titre de la FSU :

- Annie Tosi-Remy.

* au titre de l'UNSA :

- Catherine Sanchez.

Art. 4. - Sont nommés membres suppléants représentants du personnel au comité d'hygiène et de sécurité auprès du comité technique paritaire régional de la direction régionale des affaires culturelles de Rhône-Alpes, à compter de la date de la présente décision et pour une durée de trois ans, les personnes ci-après désignées :

* au titre de la CGT-Culture :

- Cécile Bertran,
- Anne-Lise Curcio.

* au titre de la CFDT-Culture :

- Myriam Fresne,
- Isabelle Puech.

* au titre de la FSU :

- Bailla Aïssou.

* au titre de l'UNSA :

- François Dumoulin.

Art. 5. - Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur régional,
Alain Lombard

Arrêté du 22 juin 2010 portant modification de l'arrêté du 11 juin 2008 portant nomination à la commission de sélection chargée de donner un avis sur les candidatures au grade d'inspecteur général des affaires culturelles.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 2003-446 du 19 mai 2003 modifié portant statut des inspecteurs généraux des affaires culturelles, et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du 11 juin 2008 portant nomination à la

commission de sélection chargée de donner un avis sur les candidatures au grade d'inspecteur général des affaires culturelles,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'arrêté du 11 juin 2008 modifié susvisé est modifié comme suit :

« - M. Jean Gautier est désigné en qualité de directeur, adjoint au directeur général des patrimoines, chargé de l'architecture, en remplacement de M. Michel Clément ;

- M. Jean-Pierre Simon est désigné en qualité de directeur, chargé des arts plastiques, à la direction générale de la création artistique en remplacement de M^{me} Martine de Boisdeffre ;

- M. Xavier North est désignée en qualité de délégué général de la langue française et des langues de France en remplacement de M. Benoît Yvert. ».

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service des ressources humaines,
Alain Triolle

Arrêté du 23 juin 2010 portant affectation (administrateurs civils) (M^{me} Marine Roy).

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils ;

Vu l'arrêté du 29 septembre 2009 portant répartition des emplois offerts aux élèves de l'École nationale d'administration achevant leur scolarité en 2010 ;

Vu le décret du 1^{er} juin 2010 portant nomination et titularisation (administrateurs civils),

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Marine Roy (Garibal), administratrice civile, est affectée à compter du 1^{er} avril 2010 au ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre de la Culture et de la Communication :
Le chef du service des ressources humaines,
Alain Triolle

ARCHÉOLOGIE

Décision n° 2010-DG/10/030 du 1^{er} juin 2010 portant délégation de signature au directeur interrégional Nord-Picardie de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses adjoints.

Le directeur général,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Stéphane Genete, directeur de l'interrégion Nord-Picardie, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 200 000 euros HT ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;

- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;

- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 euros HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane Genete, directeur de l'interrégion Nord-Picardie, délégation est donnée à M. Laurent Sauvage, adjoint scientifique et technique auprès du directeur

de l'interrégion Nord-Picardie à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane Genete, directeur de l'interrégion Nord-Picardie et de M. Laurent Sauvage, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Nord-Picardie, délégation est donnée à M. Richard Rougier, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Nord-Picardie, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 4. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Art. 5. - Le directeur de l'interrégion Nord-Picardie de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,
Arnaud Roffignon

Décision n° 2010-DG/10/031 du 1^{er} juin 2010 portant délégation de signature à la directrice des ressources humaines de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) et à ses collaborateurs.

Le directeur général,

Vu le titre II du livre V du Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2 ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier, directrice des ressources humaines, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

I - les contrats de recrutement des agents de l'institut y compris ceux des agents hors filières et catégories ;

- les décisions relatives à la conclusion, la modification et la rupture des contrats de recrutement ;

- les actes relatifs aux ordonnancements imputables sur l'enveloppe du personnel ;

- les décisions relatives aux événements de carrière et à l'affectation des agents ;

- les certificats et attestations relatifs à la situation des agents ;

- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi, ainsi que le règlement des organismes sociaux ;

- tout acte juridique relatif à la formation des agents de l'institut et les conventions correspondantes avec les organismes de formation ;

- les conventions de mise à disposition des agents de l'institut telles que définies à l'article 25 du décret du 2 avril 2002 susvisé, ainsi que les conventions de détachement et de mise à disposition concernant des personnels extérieurs accueillis par l'institut ;

- les décisions d'attribution de secours individuels ;

- les décisions relatives aux prestations sociales ;

- les actes relatifs à la prévention (hygiène et sécurité, et médecin du travail) ;

- les décisions relatives à l'exercice du droit syndical ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur des ressources humaines et aux représentants du personnel ;

- et, généralement toutes autres pièces relatives à la gestion des ressources humaines.

II - Par délégation du directeur général, le directeur des ressources humaines procède à l'ordonnancement des dépenses et recettes imputables sur l'enveloppe « personnel » inscrite au budget voté de l'établissement.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier, directrice des ressources humaines, délégation est donnée à M. Philippe Berthier, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service pilotage et organisation, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés au I de l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier, directrice des ressources humaines, et de M. Philippe Berthier, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service pilotage et organisation, délégation est donnée à M. Benoît Lebeaupin, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service environnement social, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés au I de l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Valérie Pétillon-Boisselier, directrice des ressources humaines, de M. Philippe Berthier, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service pilotage et organisation, et de M. Benoît Lebeaupin, directeur des ressources humaines adjoint - chef du service environnement social, délégation est donnée à M^{me} Aude Girard, chef du service de gestion administrative des personnels, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les certificats et attestations relatifs à la situation des agents ;
- les actes relatifs à la paie des personnels et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi, ainsi que le règlement des organismes sociaux.

Art. 5. - Cette décision prend effet à compter de sa signature.

Art. 6. - La directrice des ressources humaines de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,
Arnaud Roffignon

ARCHIVES

Circulaire n° 2010/014 du 26 mai 2010 relative à la gestion des archives des services déconcentrés et des établissements relevant de la protection judiciaire de la jeunesse.

La Garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Libertés

à

Messieurs les directeurs interrégionaux de la protection judiciaire de la jeunesse,

Mesdames et messieurs les directeurs territoriaux de la protection judiciaire de la jeunesse.

Le ministre de la Culture et de la Communication

à

Mesdames et messieurs les préfets (à l'attention de mesdames et messieurs les directeurs des services départementaux d'archives).

NOR : JUS F10 50 003

P.J. : - tableau de tri des archives des directions interrégionales

- tableau de tri des archives des anciennes directions départementales et des directions territoriales

- tableau de tri des archives des établissements et des services

- annexe 1 historique succinct des missions et de l'organisation des directions départementales et des directions interrégionales de la protection judiciaire de la jeunesse

- annexe 2 critères de tri des dossiers de mineurs

- annexe 3 tableau de concordance entre la circulaire AD 87-7 du 19 novembre 1987 et la présente circulaire

- mémento pratique pour la gestion des archives

Textes officiels :

- Livre II du Code du patrimoine,

- Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,

- Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié relatif à la compétence des services d'archives publiques et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques,

- Décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse,

- Circulaire du Premier ministre du 2 novembre 2001 relative à la gestion des archives dans les services et établissements publics de l'État (NOR : PRMX 0105139C),

- Circulaire SJ 03-013 du 10 septembre 2003 relative aux archives des juridictions,

- Circulaire DAF/DITN/DPACI/RES/2005/001 du 14 janvier 2005. Modalités de délivrance du visa d'élimination des documents papier transférés sur support numérique ou micrographique,

- Circulaire DAF/DPACI/RES/2008/08 du 5 mai 2008. Durée d'utilité administrative des documents comptables détenus par l'ordonnateur,

- Note DPJJ n° 141/07 en date du 16 mars 2007. Mise en œuvre des dispositions de la loi n° 2002-02 du

2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale, dans les services de la DPJJ.

Texte abrogé :

- Circulaire AD 87-7 du 19 novembre 1987 sur les archives des services extérieurs de la protection judiciaire de la jeunesse.

1. Principes retenus pour l'élaboration de la circulaire

1.1. Nécessité d'une refonte de la circulaire du 19 novembre 1987

La refonte de la circulaire AD 87-7 du 19 novembre 1987 relative aux archives des services déconcentrés de l'éducation surveillée se révèle nécessaire, du fait de l'évolution des structures administratives (cf. annexe 1) et de l'informatisation des processus de gestion qui ont rendu obsolètes nombre de types de documents mentionnés.

Les travaux de refonte de la circulaire ont été confiés à un groupe de travail composé de représentants du ministère de la Justice, de l'ancienne direction des Archives de France et des chercheurs spécialisés en histoire de la justice. Les travaux de ce groupe de travail ont été approuvés par la commission des archives de la justice. Le contenu de la présente circulaire permettra également de traiter les archives que produiront les directions interrégionales et des directions territoriales de la protection judiciaire de la jeunesse dans le cadre de leurs attributions définies récemment par le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010.

1.2. Les établissements prenant en charge des mineurs font l'objet d'un traitement spécifique

Au cours de ses travaux, le groupe de travail a pu constater que les directions interrégionales et les directions départementales de la protection judiciaire de la jeunesse présentaient bon nombre de points communs : il s'agit de structures de gestion administrative du fonctionnement des établissements du secteur public, qui ont en outre la charge des relations avec le secteur associatif habilité. Les archives des directions interrégionales et départementales de la protection judiciaire de la jeunesse sont donc traitées de manière à éviter les doublons.

Par contraste, les structures de prise en charge des jeunes placés sous main de justice produisent des types d'archives que l'on ne retrouve normalement pas au niveau des directions interrégionales et départementales. Les types de documents produits par les structures de prise en charge des jeunes sont souvent communs aux établissements relevant du

secteur public et du secteur associatif habilité. Cependant, au sein du secteur associatif habilité, nombre d'associations agissent en vertu d'habilitations reçues de plusieurs autorités administratives : conseils généraux, sécurité sociale, ministère de la Justice.

C'est pourquoi il a paru pertinent de réserver aux archives des établissements produisant des « dossiers de jeunes » une partie spécifique à la protection judiciaire de la jeunesse, mais élaborée en cohérence avec la circulaire du 10 septembre 2003 relative à la gestion des archives produites par les juridictions. Les situations différentes (tailles d'établissements, modes de prise en charge) conduisent à ne donner que des orientations qui seront adaptées localement (cf. annexe 2).

1.3. Organisation de la présente circulaire

À la présente circulaire sont annexés trois tableaux d'archivage portant sur les archives des directions interrégionales et des directions départementales de la protection judiciaire de la jeunesse et des établissements. Ils ont été élaborés en cohérence, chacun d'entre eux restant toutefois utilisable séparément des autres.

Les tableaux d'archivage sont construits en fonction des missions des services déconcentrés. Ils ne reflètent donc pas nécessairement les organigrammes des services qui peuvent être amenés à évoluer. Enfin, chaque type de document possède un numéro d'ordre, qui permet de l'identifier sans ambiguïté (ex. DIR 01).

2. Traitement des archives

2.1. Modifications introduites par rapport à la circulaire de 1987

Les modifications introduites à la circulaire de 1987 (cf. annexe 3) tiennent avant tout à l'évolution des structures et des procédures administratives, ainsi qu'à l'harmonisation des durées d'utilité administrative.

Concernant les DDPJJ, les dossiers d'habilitation, de subventions et de suivi des mineurs sont plus détaillés. Concernant les DIRPJJ, la partie sur les ressources humaines est plus détaillée, une partie relative aux marchés publics est introduite, les dossiers d'habilitation et d'autorisation sont traités.

Les délais d'utilité administrative sont en général raccourcis. Ce qui était conservé au terme de la durée d'utilité administrative dans la circulaire de 1987 est toujours conservé dans la nouvelle circulaire (seules exceptions : la correspondance administrative et les circulaires et instructions ministérielles). De même, ce qui était éliminé dans l'ancienne circulaire est également éliminé dans le nouveau projet.

2.2 Archives électroniques et numérisation d'archives papier

Les règles de tri et de conservation présentées dans les tableaux joints doivent valoir quel que soit le support des archives. Elles valent, en particulier pour les archives électroniques. Cet archivage est d'autant plus nécessaire que ces nouveaux objets d'information que constituent les bases de données seront, pour les chercheurs, des sources dont les potentialités dépassent de beaucoup les anciens outils, tant par le volume de données stockées ou les facilités de traitement que par la structuration de l'information, autour de référentiels que l'informatique a permis de développer.

Comme le rappelle la circulaire du Premier ministre du 2 novembre 2001, « *en matière d'archives électroniques les agents chargés de la gestion des archives intermédiaires doivent notamment s'assurer, dans le respect de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, que la conception des traitements informatiques mis en œuvre permettra de conserver durablement les données dans les délais fixés par les instructions relatives à la durée d'utilité administrative et au sort final des documents. Ils s'assurent que les documents numériques à verser présentent toutes les garanties d'authenticité et sont accompagnés de l'ensemble des métadonnées indispensables à l'exploitation ultérieure des données.* ».

Enfin, il est rappelé que la solution à un problème immobilier ne passe jamais par la numérisation des archives papier. En effet, les documents issus de la numérisation ne constituent que des copies, dont la production ne saurait remplacer celle d'originaux, sauf dans des conditions très particulières. Par ailleurs, il est important de prendre en compte les frais de maintenance de ces copies, qui peuvent se révéler très élevés pour l'administration (cf. circulaire DAF/DITN/DPACI/RES/2005/001 du 14 janvier 2005 sur les modalités de délivrance du visa d'élimination des documents papier transférés sur support numérique ou micrographique).

3. Instructions pour la mise en œuvre des tableaux de gestion des archives

3.1. Lecture des tableaux

Le corps des tableaux de gestion annexés à la présente circulaire se décline en cinq colonnes, outre le numéro d'ordre.

Les deux premières colonnes sont consacrées à la typologie des documents. Elles recensent les différentes catégories de documents produits ou reçus par les services de la protection judiciaire de la jeunesse, dans le cadre de leurs activités.

La troisième colonne indique la durée de conservation par le service (dite aussi durée d'utilité administrative). Cette durée, qui commence - sauf indication contraire ou contentieux en cours - à compter de la clôture du dossier, correspond au temps pendant lequel les documents doivent être conservés dans les services de la protection judiciaire de la jeunesse, soit en vertu des prescriptions réglementaires, soit parce qu'ils restent nécessaires ou utiles à la bonne marche des services et à leur information. La durée d'utilité administrative est définie « par accord entre l'administration concernée et la direction générale des patrimoines » (article 15 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié). La durée d'utilité administrative est à compter en années révolues à partir de la date de clôture (ex. un dossier clos en 2005 et ayant une durée d'utilité administrative de 5 ans avant destruction, sera éliminable en 2011).

La colonne suivante indique le sort final réservé aux documents au terme de la durée d'utilité administrative. Elle envisage trois possibilités, indiquées par trois lettres différentes :

- « C » pour conservation intégrale et définitive des dossiers dont l'intérêt historique le justifie, dans le service départemental d'archives territorialement compétent. Au moment du versement dans ce service, la liste des documents arrivés au terme de leur durée d'utilité administrative et voués à la conservation intégrale et définitive doit être reprise dans un bordereau de versement, conformément à l'article 18 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié ;
- « T » pour tri : les documents doivent être triés par les services de la protection judiciaire de la jeunesse avant versement afin de distinguer ceux qui, en vertu de leur intérêt historique, seront conservés définitivement dans le service départemental d'archives territorialement compétent de ceux qui, après visa d'un bordereau d'élimination, peuvent être éliminés ; les modalités de ce tri sont précisées dans la colonne « Observations ». Il est recommandé de signaler matériellement dès l'origine les documents susceptibles d'être retenus pour cette sélection ;
- « D » pour destruction des dossiers. La liste des documents arrivés au terme de leur durée d'utilité administrative et voués alors à la destruction est reprise dans un bordereau d'élimination qui doit être visé par le directeur du service départemental d'archives territorialement compétent préalablement à toute destruction, conformément à l'article 16 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié ; la destruction des documents doit être certifiée et opérée par incinération ou broyage, à l'exclusion du compactage et du recyclage (sauf en cas de broyage) en raison de la confidentialité des informations.

La dernière colonne apporte toutes les observations nécessaires à la compréhension et à la mise en œuvre des éléments portés dans les trois autres colonnes (textes réglementaires, modalités de tri...).

Il importe de préciser que les durées d'utilité administrative et les sorts finaux sont des *minima* à respecter : aucun document ne peut être versé, trié ou éliminé avant le terme de la durée d'utilité administrative ; celle-ci peut en revanche être prolongée si les services de la protection judiciaire de la jeunesse le souhaitent, en liaison avec le service départemental d'archives territorialement compétent.

De même, par accord mutuel, des documents dont le tableau prévoit l'élimination peuvent être conservés si cela est jugé utile ; en revanche, aucun document dont la conservation définitive est prévue par le tableau ne doit être éliminé.

Enfin, les tableaux ne prétendent pas présenter une liste exhaustive des typologies documentaires présentes dans les services de la protection judiciaire de la jeunesse. En cas de doute, le sort final des documents sera décidé en concertation avec le service public d'archives territorialement compétent.

3.2. Modalités pratiques

Un mémento pratique accompagne la présente circulaire. Il rappelle les procédures et les méthodes de versement et d'élimination d'archives, et donne des conseils pour l'organisation et l'aménagement des locaux d'archivage.

Il est recommandé aux services d'effectuer des éliminations annuellement, en présentant chaque année au directeur du service départemental d'archives territorialement compétent un bordereau d'élimination listant toutes les catégories de documents éliminables dont la durée de conservation est échue. De même, les versements de dossiers aux archives départementales devront être organisés régulièrement, tous les trois ans en moyenne.

Afin d'assurer une bonne gestion des archives courantes au quotidien - responsabilité qui revient au producteur des documents - ainsi qu'une collecte efficace des archives historiques, il est indispensable qu'au sein de chaque service déconcentré soit désigné, parmi l'équipe de direction, un responsable des

archives qui sera le correspondant du service départemental d'archives concerné.

Par ailleurs, les services peuvent déposer leurs archives courantes et intermédiaires auprès de personnes agréées à cet effet par l'administration des archives, selon le II de l'article L. 212-4 du Code du patrimoine. Le décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié fixe les modalités de la déclaration préalable du dépôt (articles 20-1 et 20-2), donne des précisions sur les contrats de dépôt (articles 20-3 et 20-4) ainsi que les conditions d'octroi et de retrait de l'agrément des dépositaires (articles 20-5 à 20-13). La déclaration de tout dépôt d'archives courantes et intermédiaires auprès de personnes agréées doit être adressée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au directeur du service départemental d'archives territorialement compétent, conformément à l'article 20-1 de ce décret. La déclaration doit comporter les informations suivantes : le contexte, les objectifs, le calendrier et la durée prévisionnelle de l'opération ; la liste et les dates extrêmes des archives déposées ; le volume, le métrage linéaire ou le nombre des documents déposés (article 20-2). Le projet de contrat doit être transmis au directeur du service départemental d'archives compétent qui dispose d'un mois pour formuler ses observations. Le contrat de dépôt ne pourra être signé qu'à l'expiration de ce délai, un exemplaire du contrat signé devant être adressé au directeur du service départemental d'archives (article 20-3).

Plus largement, il convient d'associer le directeur du service départemental d'archives compétent, ainsi que l'administration centrale (direction de la protection judiciaire de la jeunesse, département des archives, de la documentation et du patrimoine du secrétariat général) à tout projet relatif aux archives (numérisation, audit, traitement d'arriérés).

Nous vous remercions de communiquer à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse et à la direction des Archives de France les éventuelles difficultés rencontrées dans l'application de cette circulaire.

Pour la Garde des Sceaux, ministre de la Justice
et par délégation :

Le directeur de la protection judiciaire de la jeunesse,
Philippe-Pierre Cabourdin

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :

Le directeur des patrimoines,
Philippe Bélaval

Directions interrégionales**Sommaire****DIR 01-66 Administration**

DIR 01-07 Administration générale

DIR 08-11 Évaluation de l'activité

DIR 12-18 Affaires financières

*Budget**Comptabilité*

DIR 19-37 Ressources humaines

*Recrutement**Gestion individuelle des personnels**Rémunération**Formation continue**Action sociale**Santé**Relations avec les représentants du personnel et les organisations syndicales*

DIR 38-45 Marchés publics

DIR 46-57 Gestion mobilière et immobilière

*Gestion mobilière**Gestion immobilière*

DIR 58 Contentieux

DIR 59-62 Communication

DIR 63-66 Gestion des archives

DIR 67-75 Secteur associatif habilité

DIR 67-68 Relations avec le secteur associatif habilité

DIR 69-72 Autorisations et habilitations

*Autorisations**Habilitations Justice*

DIR 73-74 Tarification et financement

DIR 75 Contrôle administratif, pédagogique et financier

DIR 76-80 Insertion des mineurs et des jeunes majeurs

DIR 76-77 Comités et relations avec les partenaires publics

DIR 78-80 Subvention des actions d'insertion

*Subventions accordées par l'État**Fonds social européen*

N°	Type de document	Typologies documentaires	DUA	Sort final	Observations
Administration					
Administration générale					
DIR 01	Instructions, notes et circulaires de l'administration centrale		Validité	D	
DIR 02	Notes de service de la direction interrégionale, règlement intérieur, organigramme		Validité	C	
DIR 03	Dossier de principe	Notes sur la réglementation, études et rapports internes	5 ans	C	
DIR 04	Courrier	Chrono courrier départ, édition journalière du récapitulatif des courriers enregistrés au départ, édition journalière du récapitulatif des courriers enregistrés à l'arrivée.	3 ans	D	
DIR 05	Réunion interne	Notes, comptes rendus.	5 ans	T	Éliminer s'il y a lieu les convocations.
DIR 06	Comité de direction consultatif régional (CCR)	Ordre du jour, procès-verbaux.	5 ans	C	
DIR 07	Réunions avec les délégations régionales, départementales, préfectures, administrations régionales (DRASS, DRTEFP)	Notes, comptes rendus.	5 ans	C	
Évaluation de l'activité					
DIR 08	Plan d'action de l'année, indicateurs et tableaux de bord, rapports annuels d'activité de la DIR, projets de service		5 ans	C	
DIR 09	Statistiques mensuelles et trimestrielles régionales, départementales et par structures ; synthèses annuelles avec commentaires		10 ans	T	Conserver les statistiques régionales et de synthèse ; les autres seront versées par les directions départementales.
DIR 10	Structures publiques de la DPJJ - rapports annuels sur l'activité et sur le fonctionnement pédagogique des établissements du ressort de la DIR		5 ans	C	Pour les structures associatives, voir la partie sur le secteur associatif habilité.
DIR 11	Rapports d'activité reçus pour information de services d'autres régions		2 ans	D	Ex. rapports mensuels et annuels des autres DIR, des DD, des structures et synthèse nationale des rapports annuels élaborée par l'administration centrale.
Affaires financières					
<i>Budget</i>					
DIR 12	Préparation du budget	Contrat d'objectifs et de moyens, programmation du BOP, plan d'action de l'année, correspondance.	10 ans	C	
DIR 13	Budget prévisionnel		10 ans	C	
DIR 14	État de consommation des crédits	Rapports d'exécution trimestriels et semestriels, bilans PJJ et correspondance avec la trésorerie générale et les DD.	2 ans	D	Il ne s'agit pas de pièces comptables.
DIR 15	Avis et rapports de la Cour des comptes		15 ans	C	
<i>Comptabilité</i>					
DIR 16	Pièces comptables	Fiches d'engagement récapitulant les sommes allouées, situation des autorisations de paiement, états récapitulatifs. Bordereaux de mandat, bordereaux d'annulation des dépenses. Mandats. Factures, bons de commande, bons de livraison, états des frais de déplacement. Bordereaux journaux, titres de recettes, ordre de reversement.	10 ans après clôture de l'exercice	D	Article L. 131-2 du Code des juridictions financières.

Régie d'avances et de recettes					
DIR 17	Dossier de création		10 ans après clôture de l'exercice	D	Conservation à l'administration centrale
DIR 18	Fonctionnement de la régie	Livres journaux, situations journalières, balance des comptes, pièces justificatives de recouvrement.	10 ans après clôture de l'exercice	D	
Ressources humaines					
<i>Recrutement</i>					
DIR 19	Concours	Dossiers des candidats rejetés, absents, admis et non admis. Copies des relevés de notes et états de notes. Copies des procès-verbaux et des listes d'émargement.	5 ans	D	Les dossiers des candidats admis sont transmis à l'administration centrale. L'organisation des concours est une compétence de l'administration centrale.
<i>Gestion individuelle des personnels</i>					
Dossier individuel de carrière					
DIR 20	Dossiers des personnels en fonction, partis en retraite, mis en disponibilité ou décédés		2 ans après le départ de l'agent	D	Les pièces composant les dossiers administratifs des personnels sont des copies. Les dossiers sont conservés par l'administration centrale, qui verse un échantillon aux Archives nationales à l'expiration de la DUA. Lorsqu'un agent souhaite obtenir une reconstitution de carrière, il doit s'adresser à l'administration centrale.
DIR 21	Dossiers des personnels mutés		-	-	Les dossiers des personnels mutés suivent les agents dans leur nouvelle affectation.
DIR 22	Dossier des personnels vacataires et contractuels rémunérés par la DIR		90 ans à compter de la date de naissance	T	Éliminer les dossiers de vacataires. Conserver les dossiers de contractuels. Il est possible d'épurer ces dossiers des pièces dont l'utilité administrative est plus courte. Se reporter à la circulaire FP/3 n° 1821 du 20 octobre 1993.
<i>Rémunération</i>					
DIR 23	Historique annuel des rémunérations versées		50 ans	D	
DIR 24	Bulletin de paie mensuel		5 ans	D	Microfiches. Justification de la DUA : Code du travail, articles L. 3243-4 (« L'employeur conserve un double des bulletins de paie pendant cinq ans. »), L. 3245-1 (« L'action en paiement du salaire se prescrit par cinq ans conformément à l'article 2224 du Code civil »), et Code civil, article 2224 (« Les actions personnelles ou mobilières se prescrivent par cinq ans à compter du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits lui permettant de l'exercer »).

DIR 25	Suivi individuel des rémunérations	Dossiers individuels financiers : RIB, correspondance, pièces justificatives, fiche de renseignement, arrêtés.	10 ans à compter du départ en retraite de l'agent	D	
<i>Formation continue</i>					
DIR 26	Plan de formation		5 ans	C	
DIR 27	Enquête sur les besoins du personnel		5 ans	T	Conserver la synthèse, éliminer les réponses individuelles.
DIR 28	Dossier par stage de formation	Avis, notes de service et programme de stage, fiches d'inscription, correspondance, convocations, listes d'émargements, attestations, évaluation faite par les stagiaires, synthèse des évaluations et bilan du stage.	5 ans	T	Les originaux des dossiers de stage se trouvent normalement dans les pôles territoriaux de l'ENPJJ, qui versent leurs archives aux Archives nationales. Conserver les dossiers de stages qui ne seraient pas organisés par les pôles territoriaux de formation.
DIR 29	Bilan annuel		5 ans	C	
<i>Action sociale</i>					
DIR 30	Bilans, notes et rapports		5 ans	C	
DIR 31	Allocations et subventions de toute nature	Demandes, pièces justificatives, décision, bordereaux de mandatement.	10 ans	D	
DIR 32	Animation du réseau des assistants sociaux	Comptes rendus de réunions avec les assistants sociaux.	5 ans	C	
<i>Santé</i>					
DIR 33	Rapports, comptes rendus de réunions avec des professionnels de santé		5 ans	C	
DIR 34	Animation du réseau des infirmières	Comptes rendus de réunions, travaux de groupe.	5 ans	C	
<i>Relations avec les représentants du personnel et les organisations syndicales</i>					
Instances paritaires					
Il s'agit de la commission technique paritaire régionale (CTPR) et du comité d'hygiène et de sécurité (CHS). Les documents relatifs aux instances nationales sont envoyés pour information aux DI et n'ont pas lieu d'être versés aux archives départementales, puisque leur conservation est organisée à l'administration centrale.					
DIR 35	Élection des instances paritaires	Circulaires, listes électorales, procès-verbaux d'élection et arrêtés de nominations, candidatures.	1 mandat	T	Renouvellement tous les trois ans. Conserver les procès-verbaux d'élection et les candidatures.
DIR 36	Fonctionnement des instances paritaires	Ordres du jour, règlement, procès-verbaux des séances. Documents distribués en séances, mémos, rapports.	2 mandats	C	
DIR 37	Relations avec les syndicats	Tracts nationaux, tracts locaux	5 ans	T	Conserver les tracts et documents locaux.
<i>Marchés publics</i>					
Les marchés passés régionalement concernent avant tout des travaux d'entretien, le renouvellement de la téléphonie et du parc informatique, des prestations intellectuelles.					
DIR 38	Consultation et réponse des entreprises (procédures fructueuses)	Publicité, avis d'appel public à concurrence (AAPC). Dossier de consultation des entreprises : règlement de consultation, cahier des clauses administratives particulières, cahier des clauses techniques particulières.	10 ans	D	

DIR 39	Consultation et réponse des entreprises (procédures infructueuses)		5 ans à compter de la constatation de l'infructuosité sous réserve de tout recours relatif à la passation du marché	D	
DIR 40	Attribution des offres	Présentation des offres candidatures et offres : correspondance, dossiers des candidats déclarés non conformes, dossiers des candidats non retenus, dossiers des offres non retenues.	5 ans à compter de la notification du marché public sous réserve de tout recours relatif à la passation du marché	D	Circulaire du Premier ministre du 30 décembre 1998.
DIR 41	Commission d'appel d'offres	Ordres du jour, convocations, procès-verbaux, rapports.	5 ans à compter de la notification du marché public sous réserve de tout recours relatif à la passation du marché	C	Circulaire du Premier ministre du 30 décembre 1998.
DIR 42	Élaboration du marché	Rapport de présentation du marché, lettre de notification avec accusé de réception, avis d'attribution du marché.	10 ans	D	
DIR 43	Pièces contractuelles constitutives du marché	Dossier de l'offre du candidat retenu : correspondance, plans, bons de garantie, liste ou bordereau des prix, tarifs, barèmes applicables, actes d'engagement et annexes financières. Avenants.	10 ans à compter de la fin du marché	D	
DIR 44	Suivi technique de l'exécution des marchés publics	Correspondance attestation de service fait, recette, réception des travaux, rappels, mise en demeure.	10 ans	D	
DIR 45	Suivi comptable de l'exécution des marchés publics	Pièces justificatives, factures, mandatements, liquidations.	10 ans	D	
Gestion mobilière et immobilière					
Gestion mobilière					
DIR 46	Tableau général du mobilier		Validité	D	Sauf existence de mobilier spécifique.
DIR 47	Suivi des consommations : listings informatiques et tableaux de bord		5 ans	D	
DIR 48	Bilan d'entrée et de sortie des véhicules		5 ans	D	Transmis à l'administration centrale.
DIR 49	Dossier par véhicule	Carnets de bord, cartes d'immatriculation, attestations d'assurance, fiches d'entretien, correspondance avec les concessionnaires, factures du contrôle technique, cartes d'autoroute et d'essence, copie des contraventions, décision de mise à la réforme, procès-verbaux de remise pour aliénation de bien mobilier de l'État.	2 ans après remise au service des domaines du véhicule	D	

DIR 50	Aliénation	Décision de mise à la réforme, double du procès-verbal de remise pour aliénation de biens mobiliers de l'État.	2 ans	D	
DIR 51	Assurances		2 ans après la fin du contrat	D	Art. R* 341-4 du Code des assurances. Elles sont prises majoritairement pour les véhicules de location. L'État est son propre assureur dans les autres cas (immeubles, etc.).
<i>Gestion immobilière voir aussi la rubrique « Marchés publics »</i>					
DIR 52	Tableau immobilier général	Déclaration de conformité du parc, plans des locaux, correspondance avec le service des domaines.	10 ans ou durée d'occupation	C	Le service des domaines recense les bâtiments de la PJJ dans la base nationale d'inventaire du patrimoine de l'État. Une fois par an, la DIRPJJ édite et contrôle ces données pour les bâtiments de la DIR, des DD et des structures publiques ; s'il y a des modifications à effectuer, elle adresse un courrier au service des domaines.
DIR 53	Acquisition	Contrat d'acquisition, actes de propriétés, correspondance, plans.	Validité	C	
DIR 54	Location	Baux.	5 ans à compter de l'expiration du contrat	D	
DIR 55	Documents normatifs concernant la sécurité des locaux	Rapports de vérification concernant la sécurité des installations. Rapports concernant la mise en conformité des bâtiments avec les textes et la réglementation traitant du développement durable. Consignes incendie.	Occupation des locaux	T	Conserver les consignes en cas d'incendie et les rapports concernant la mise en conformité des bâtiments.
DIR 56	Relevés de sécurité, incidents constatés		3 ans	D	
DIR 57	Sinistres	Rapports.	10 ans	T	Conserver les dossiers des sinistres les plus importants pour les bâtiments de la DIRPJJ. Éliminer ceux des DDPJJ, qui seront versés par ces dernières.
Contentieux					
Compétence de l'administration centrale, qui assure le montage juridique des dossiers transmis par les DIPJJ.					
DIR 58	Dossiers de pré-contentieux suivis par la DIR Dossiers de pré-contentieux et dossiers de contentieux suivis par l'administration centrale		2 ans après décision définitive	D	Deux types de pré-contentieux sont suivis par la DIR : accidents de la circulation dans le cadre de la convention signée entre l'État et les compagnies d'assurances ; paiement des avocats au titre de la protection statutaire des fonctionnaires.
Communication					
DIR 59	Dossier de presse		5 ans	C	
DIR 60	Dossier de manifestation, de création d'événements	Dossier d'organisation, correspondance, communiqué de presse, invitations, dossier de programme et de présentation de l'événement, documents pédagogiques, pièces comptables.	5 ans	T	Éliminer la comptabilité et les documents ayant trait à l'aspect logistique de la manifestation.

DIR 61	Dossier de colloque, de séminaire ou de congrès	Dossier de préparation, liste des participants, documentation remise aux participants, affiches, plaquettes, actes de la manifestation, enregistrements sonores ou vidéo.	5 ans	T	Éliminer la comptabilité et les documents ayant trait à l'aspect logistique de la manifestation.
DIR 62	Dossier de publication ou d'études	Dossier de préparation, brochures ou publications, plaquette d'information.	5 ans	T	Éliminer le dossier de préparation logistique.
Gestion des archives					
DIR 63	Notes, correspondance, plan des locaux et rapports		Validité	C	
DIR 64	Charte d'archivage, tableaux de gestion		Validité	À conserver par la DIRPJJ	
DIR 65	Bordereaux de versement signés		Validité	À conserver par la DIRPJJ	
DIR 66	Bordereaux d'élimination visés		Validité	À conserver par la DIRPJJ	
Secteur associatif habilité					
Établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse					
Depuis 2005, les DD sont chargées des autorisations et des habilitations du SAH. Les DIR sont chargées de la tarification, du financement et du contrôle de ces structures.					
Relations avec le secteur associatif habilité					
DIR 67	Annuaire régional des établissements et services concourant à la protection judiciaire de la jeunesse		Validité	C	
DIR 68	Rapports annuels sur le fonctionnement pédagogique des structures associatives et synthèse de ces rapports annuels		5 ans	C	Jusqu'en 2003, ces rapports étaient transmis à l'administration centrale mais au vu de leur intérêt pour l'histoire locale et de leur faible volume, il paraît plus sage de les faire verser.
Autorisations et habilitations					
<i>Autorisations de création, d'extension ou de transformation</i>					
DIR 69	Commission régionale d'organisation sociale et médico-sociale (CROSMS)	Convocation, ordre du jour, procès-verbaux de la section médico-sociale contenant les avis de la CROSMS sur les établissements. Rapport définissant les priorités pour l'action sociale et médico-sociale dans la région.	5 ans	D	Article L. 312-3 du Code de l'action sociale et des familles. Secrétariat assuré par la direction régionale des affaires sanitaires et sociales. Verser si la DRASS ne l'a pas fait.

Dossiers d'autorisation par structure ou établissement					
DIR 70	Demandes acceptées	Courrier et fiche d'identification du porteur de projet, statuts de l'association, notes de présentation du personnel, état descriptif des principales caractéristiques du projet pédagogique, rapport de présentation de l'établissement, procès-verbal de visite de conformité, plans, rapports d'activité, budget ou bilan comptable pour les demande d'autorisation d'extension ou de transformation, plan de financement de l'opération, correspondance, arrêté du président du conseil général.	5 ans à compter de l'autorisation	D	Décret n° 2003-1135 du 26 novembre 2003. Élimination possible dans la mesure où les conseils généraux de la région détiennent les mêmes dossiers et mêmes pièces dans le cadre de leurs missions d'ASE, et à condition que les conseils généraux versent effectivement ces documents aux archives départementales.
DIR 71	Demandes rejetées		5 ans	D	
<i>Habilitations justice</i>					
DIR 72	Dossier d'habilitation	Fiche d'identification du porteur de projet (nom, nature de l'activité pour laquelle l'habilitation est sollicitée, etc.), statuts de l'association, état descriptif des principales caractéristiques du projet pédagogique, présentation du bâtiment, plans des locaux, dossier financier, procès-verbal de visite de la commission de sécurité, CV du personnel, règlement intérieur, rapports d'activité, correspondance, avis du juge pour enfants, de l'inspection d'académie, du conseil général, de la DDPJJ, arrêté préfectoral.	5 ans à compter de la notification	D (depuis 2005) C (avant 2005)	Art. 2 et 7 du décret n° 2003-180 du 5 mars 2003. L'habilitation est attribuée pour 5 ans. De la compétence des DD depuis 2005.
Tarification et financement					
Compétence des DIRPJJ, sauf en Île-de-France, où cette attribution relève des directions départementales.					
DIR 73	Dossiers de tarification par structure ou par établissement	Notes, correspondance, comptes rendus de réunion de concertation, procédure contradictoire, réponse de l'établissement, arrêté de tarification du prix de journée signé par le préfet et/ou le président du conseil général, courrier de notification. Proposition de budgets, comptes administratifs, annexes (CV du personnel, contrats de travail, etc.).	10 ans	T	Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003. Dossiers relevant dans la majeure partie des cas d'une décision conjointe avec les conseils généraux. Verser uniquement les dossiers de tarification relevant de la compétence exclusive du ministère de la Justice. Éliminer les dossiers relevant d'une décision prise conjointement avec les conseils généraux.
DIR 74	Financement en milieu ouvert, financement des placements familiaux	Mandats, bordereaux de mandats et copies certifiées conformes de l'ordonnance du juge pour enfant ou de la mainlevée.	10 ans après clôture de l'exercice	D	
Contrôle administratif, pédagogique et financier					
DIR 75	Visite de la structure pour contrôle	rapports d'inspection, notes, correspondance.	5 ans	C	

Insertion des mineurs et des jeunes majeurs					
Comités et relations avec les partenaires publics					
DIR 76	Comité régional de l'enfance et de l'adolescence inadaptée (CREAI) ⁽¹⁾	Procès-verbaux de réunion, comptes rendus, publications et rapports d'activité.	5 ans	C	
DIR 77	Dossiers de partenariats	Comptes rendus de réunion, rapports et correspondance sur les dossiers contractuels et sur les appels à projet.	5 ans	T	Verser aux archives départementales les dossiers qui ont été coordonnés par la DIRPJJ. Éliminer les dossiers qui ont été coordonnés par une autre administration de l'État ou par une collectivité territoriale. Cf. Instruction DAF/DPACI/RES/2006/11.
Subventions des actions d'insertion					
<i>Subventions accordées par l'État</i>					
DIR 78	Suivi des associations subventionnées	<ul style="list-style-type: none"> - demande de subvention - statuts, attestation sur l'honneur - budget prévisionnel de l'association - description de l'action - derniers comptes approuvés - dernier rapport d'activité - notification - bilan financier et qualitatif de l'action 	10 ans	C	
DIR 79	Demandes rejetées		2 ans	D	
<i>Fonds social européen</i>					
DIR 80	Suivi des associations subventionnées	Identification de l'association, ses statuts, attestation sur l'honneur, budget prévisionnel de l'association, description de l'action projetée, derniers comptes approuvés, dernier rapport d'activité approuvé. Avis de la DIRPJJ.	2 ans	D	La DIRPJJ instruit la demande sur les plans pédagogique et culturel et transmet son avis à la DRTEFP (direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle) qui instruit le dossier dans sa globalité et qui est donc seule susceptible d'être contrôlée.

⁽¹⁾ Les centres régionaux sont les successeurs des associations régionales de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. Deux arrêtés sont à l'origine de la transformation des associations en centres régionaux. Tout d'abord l'arrêté du 22 mai 1962, émanant du ministère de la Santé publique, et qui modifie les statuts des associations régionales de sauvegarde, notamment les modalités du contrôle administratif et financier ; ensuite, l'arrêté du 22 janvier 1964 qui institue un Centre technique national pour l'enfance et l'adolescence inadaptées, ainsi que des centres régionaux. En 1984, une circulaire gouvernementale élargit les missions des CREAI aux adultes et aux problèmes sociaux, et supprime la possibilité pour les CREAI de gérer des établissements. Or, le contexte de crise économique, la suppression de l'apport financier que représentaient les établissements gérés, la stagnation de la subvention du ministère, voire sa suppression du fait de la décentralisation, obligent les CREAI à s'organiser en vue d'une économie de marché, et à faire payer leurs services. Les CREAI perdent alors leur statut de service public et entrent en concurrence avec d'autres organismes privés.

Anciennes directions départementales et directions territoriales ⁽²⁾**Sommaire****DD 01-24 Administration**

- DD 01-05 Administration générale
- DD 06-09 Évaluation de l'activité
- DD 10-11 Budget et comptabilité
- DD 12-17 Gestion des ressources humaines
- DD 18-23 Gestion mobilière et immobilière
- DD 24 Contentieux

DD 25-30 Secteur associatif habilité

- DD 25-27 Relations avec le secteur associatif
- DD 28 Habilitation
- DD 29-30 Tarification

DD 31-39 Insertion des mineurs et des jeunes majeurs

- DD 31-32 Comités et relations avec les partenaires publics
- DD 33-35 Subvention des actions d'insertion
- DD 36-39 Suivi des mineurs

⁽²⁾ Le présent tableau de tri, qui a été réalisé pour les archives des anciennes directions départementales, pourra aussi servir de référence pour traiter les archives des directions territoriales dont les ressorts seront fixés par arrêté du ministre de la Justice conformément à l'article 3 du décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse. Le ressort territorial de chaque direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse peut regrouper sous l'autorité d'un directeur territorial plusieurs circonscriptions départementales ; une direction territoriale peut également correspondre à une ou plusieurs collectivités d'outre-mer.

N°	Type de document	Typologies documentaires	DUA	Sort final	Observations
Administration					
Administration générale					
DD 01	Circulaires et instructions ministérielles		Validité	D	
DD 02	Notes de service de la direction interrégionale		Validité	D	
DD 03	Notes de service de la direction départementale, règlement intérieur, organigramme		Validité	C	
DD 04	Comptes rendus des réunions de service		5 ans	C	
DD 05	Chronos des courriers départ et arrivée		3 ans	D	
Évaluation de l'activité					
DD 06	Projets de service, études de programmation		5 ans	C	
DD 07	Rapports d'activité de la direction		5 ans	C	
DD 08	Statistiques de l'activité		5 ans	T	Statistiques extraites de l'application GAME. Verser les statistiques annuelles.
DD 09	Structures publiques du ressort de la DDPJJ - rapport annuel sur l'activité et sur le fonctionnement pédagogique		5 ans	C	
Budget et comptabilité					
DD 10	Exécution du budget	Pièces comptables.	10 ans après clôture de l'exercice	D	
DD 11	Régie d'avances et de recettes		10 ans après clôture de l'exercice	D	
Gestion des ressources humaines					
<i>Relations sociales</i>					
DD 12	Comité paritaire local		2 mandats	C	
DD 13	Relations avec les syndicats	- tracts nationaux - tracts et correspondance locaux	5 ans	T	Conserver les tracts locaux.
DD 14	Hygiène et sécurité	- correspondance - rapport d'activité - registres	5 ans 5 ans 5 ans après clôture	D C C	
<i>Gestion des personnels</i>					
DD 15	Dossiers de gestion des personnels		2 ans après le départ de l'agent	D	Dossier maître en administration centrale (agents titulaires) ou à la DIRPJJ (agents contractuels et vacataires).
DD 16	Historique annuel des rémunérations versées		50 ans	D	Sans objet à partir de 1990, dans la mesure où les documents originaux sont à la DIRPJJ depuis cette date.
DD 17	Bulletins de paie mensuels		5 ans	D	

Gestion mobilière et immobilière					
DD 18	Gestion des bâtiments	Baux.	5 ans à compter de l'expiration	D	
DD 19	Dossiers de travaux		10 ans	C	Gros travaux touchant à la structure du bâtiment.
DD 20	Entretien courant		5 ans	D	
DD 21	Sinistres		10 ans	T	Conserver les dossiers des sinistres les plus importants.
DD 22	Inventaire du mobilier		Validité	D	Sauf existence de mobilier spécifique.
DD 23	Gestion du parc automobile (dossier par véhicule)	- papiers du véhicule, carnet de bord - remise aux Domaines	2 ans après remise aux Domaines	D	
Contentieux					
DD 24	Dossiers de contentieux		2 ans après décision définitive	D	Dossiers suivis par l'administration centrale.
Secteur associatif habilité					
Relations avec le secteur associatif					
DD 25	Dossiers de partenariat avec les associations	- correspondance - conventions	5 ans après expiration de la convention	C	
DD 26	Relations avec les structures dépendant des associations	- correspondance - contrôle	5 ans	C	
DD 27	Dispositifs publics auxquels participe la DDPJJ		5 ans	T	Conserver uniquement les dossiers pour lesquels le pilotage est assuré par la DDPJJ.
Habilitation					
DD 28	Dossier d'habilitation	- arrêté de création de la structure - statut - correspondance - projets pédagogiques - règlement intérieur - rapports annuels d'activité - statistiques - budget - avis - décision	5 ans à compter de la notification	C (depuis 2005) D (avant 2005)	Art. 2 et 7 du décret n° 2003-180 du 5 mars 2003. L'habilitation est attribuée pour 5 ans. De la compétence des DDPJJ depuis 2005.
Tarification					
DD 29	Dossiers de tarification par structure ou par établissement (hors Île-de-France)		5 ans	D	La compétence en matière de tarification relève des DIRPJJ.

DD 30	Dossiers de tarification par structure ou par établissement (directions départementales d'Île-de-France)	<ul style="list-style-type: none"> - notes - correspondance - comptes rendus de réunion de concertation - procédure contradictoire - réponse de l'établissement - arrêté de tarification du prix de journée signé par le préfet et/ou le président du conseil général - courrier de notification - proposition de budgets - comptes administratifs - annexes (CV du personnel, contrats de travail, etc.) 	10 ans	T	<p>Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003. Dossiers relevant dans la majeure partie des cas d'une décision conjointe avec les conseils généraux.</p> <p>Verser uniquement les dossiers de tarification relevant de la compétence exclusive du ministère de la Justice (principalement les dossiers des centres éducatifs fermés et des centres éducatifs renforcés). Éliminer les dossiers relevant d'une décision prise conjointement avec les conseils généraux.</p>
Insertion des mineurs et des jeunes majeurs					
Comités et relations avec les partenaires publics					
DD 31	Commissions, assises et colloques		5 ans	T	Conserver uniquement les dossiers pour lesquels le pilotage est assuré par la DDPJJ, éliminer les documents relatifs à la logistique.
DD 32	Relations avec les partenaires publics		5 ans	T	Conserver uniquement les dossiers pour lesquels le pilotage est assuré par la DDPJJ. Les partenaires sont le plus souvent le conseil général, les communes, le service pénitentiaire d'insertion et de probation.
Subventions des actions d'insertion					
DD 33	Suivi des associations subventionnées	<ul style="list-style-type: none"> - demande - composition du comité d'administration - copie des statuts - bilan d'activités - arrêtés - budgets et comptes 	10 ans	C	
DD 34	Demandes rejetées		2 ans	D	
Fonds social européen					
DD 35	Suivi des associations subventionnées		2 ans	D	La DDPJJ transmet son avis à la DRTEFP qui instruit le dossier dans sa globalité.
Suivi des mineurs					
DD 36	Suivi des familles d'accueil (dossier annuel par famille)	<ul style="list-style-type: none"> - convention d'accueil - correspondance - doubles des bordereaux de régie - cotisations URSSAF - état de présence des jeunes accueillis - fiches de paiement 	5 ans après expiration de la convention	D	<p>Il s'agit de bénévoles indemnisés (ne compte pas pour le calcul des retraites). Ces documents se trouvent également dans le dossier du jeune.</p> <p>Les conventions sont signées pour quelques mois.</p>
DD 37	Camps et sorties (dossier annuel par action)	<ul style="list-style-type: none"> - projet - bilan - liste des jeunes participants - copies de factures 	5 ans	T	Éliminer les factures, verser le reste du dossier.
DD 38	Perception des allocations familiales dues pour les mineurs pris en charge par la PJJ		5 ans	D	
DD 39	Remboursement par la sécurité sociale des frais médicaux engagés pour les mineurs par la PJJ		5 ans	D	

Établissements et services

ETS 01 Relations avec les partenaires

ETS 02-07 Enregistrement et suivi des jeunes

ETS 08-09 Rémunération des jeunes

ETS 10-11 Activités socioculturelles

ETS 12 Services éducatifs auprès du tribunal (SEAT), permanences au tribunal

N°	Typologie	DUA	Sort final	Observations
Relations avec les partenaires				
ETS 01	Correspondance	5 ans	D	
Enregistrement et suivi des jeunes				
ETS 02	Dossiers individuels des jeunes	5 ans à compter de la clôture, et au moins jusqu'au 21 ^e anniversaire du mineur	T	Le tri se fera uniquement selon les indications données par le directeur du service départemental d'archives qu'il convient de contacter : cf. annexe 2.
ETS 03	Cahiers des consignes, cahiers de liaison	5 ans à compter de la date de clôture	C	
ETS 04	Fichier des jeunes, papier ou informatisé (applications GAME et IMAGE)	Validité des informations	C	GAME pour le secteur public. IMAGE pour le secteur associatif habilité.
ETS 05	Registres d'arrivée, de sortie des jeunes et des mainlevées, papier ou informatisé (applications GAME et IMAGE)	3 ans (cf. colonne observations)	C	GAME pour le secteur public. IMAGE pour le secteur associatif habilité. Versement immédiat des registres papier. Versement des enregistrements informatisés sans mouvement depuis 3 ans.
ETS 06	Registres journaliers des mouvements d'effectifs, registres des journées, papier ou informatisé (applications GAME et IMAGE)	3 ans (cf. colonne observations)	C	GAME pour le secteur public. IMAGE pour le secteur associatif habilité. Versement immédiat des registres papier. Versement des enregistrements informatisés sans mouvement depuis 3 ans.
ETS 07	Situation des mineurs incarcérés et placés	2 ans	D	Élaborée par la direction départementale en collaboration avec les services pénitentiaires.
Rémunérations des jeunes				
ETS 08	Documents sur les rémunérations (informations pouvant servir au calcul de la retraite)	90 ans à compter de la date de naissance	D	Si la rémunération est versée par l'établissement ou si les éléments sur la paie ne sont pas transmis au jeune (concerne en priorité les établissements ayant eu des missions de formation professionnelle ou d'apprentissage).
		5 ans	D	Si suivis par le CNASEA et classés à part.
ETS 09	Pécule : fiches d'émargement, registres, tableaux, pièces comptables	10 ans	D	
Activités socioculturelles				
ETS 10	Production des jeunes et des personnels	5 ans	C	
ETS 11	Concours et manifestations : camps, expositions, actions diverses, événements...	5 ans	C	
Services éducatifs auprès du tribunal (SEAT), permanences au tribunal				
ETS 12	Feuilles d'accueil	5 ans	D	Cf. annexe 2.
	Rapport	5 ans	T	
	Chronos des COPJ (convocations par officiers de police judiciaire)	5 ans	D	

Annexe 1 : Historique succinct des missions et de l'organisation des directions départementales et des directions interrégionales de la protection judiciaire de la jeunesse

La direction de l'éducation surveillée est créée par l'ordonnance du 1^{er} septembre 1945 qui fait suite à l'ordonnance du 2 février 1945. Ses services déconcentrés sont mis en place en plusieurs étapes.

Les services d'éducation surveillée, ancêtres des directions départementales, sont organisés par l'arrêté du 7 décembre 1976, qui énonce dans son article 1^{er} que les établissements et autres unités éducatives du secteur public de l'éducation surveillée implantés dans un même département constituent un service d'éducation surveillée, lequel comporte un organe de direction et d'administration. Ces services sont coordonnés par des délégations régionales, ancêtres des directions régionales.

Le décret n° 88-42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services extérieurs de l'éducation surveillée crée les directions régionales et départementales de l'éducation surveillée.

En 1990, la direction de l'éducation surveillée et les services rattachés changent de nom et deviennent la direction et les services de la protection judiciaire de la jeunesse (décret n° 90-166 du 21 février 1990 modifiant le décret n° 64-754 du 25 juillet 1964 relatif à l'organisation du ministère de la Justice).

Jusqu'au 31 décembre 2008, les directions régionales étaient situées à : Amiens, Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Orléans, Paris (Île-de-France), Paris (Outre-mer), Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

En avril 2008, neuf directions interrégionales (DIR) sont créées pour une mise en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2009. La nouvelle carte est la suivante : DIR Île-de-France (Île-de-France et Outre-mer) à Paris ; DIR Grand-Nord (Nord - Pas-de-Calais, Picardie, Haute-Normandie) à Lille ; DIR Grand-Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie) à Rennes ; DIR Sud-Ouest (Aquitaine, Poitou-Charentes, Limousin) à Bordeaux ; DIR Sud (Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon) à Toulouse ; DIR Sud-Est (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse) à Marseille ; DIR Centre-Est (Rhône-Alpes, Auvergne) à Lyon ; DIR Centre (Centre, Bourgogne, Champagne-Ardenne) à Orléans ; DIR Grand-Est (Lorraine, Alsace, Franche-Comté) à Nancy.

Le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 fixe le ressort territorial, l'organisation ainsi que les attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse. Le ressort territorial de chaque direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse peut regrouper sous l'autorité d'un directeur territorial plusieurs circonscriptions départementales ; une direction territoriale peut également correspondre à une ou plusieurs collectivités d'outre-mer.

Annexe 2 : Critères de tri des dossiers de mineurs

La notion de tri mentionnée dans le tableau de tri des archives des établissements et services (ligne ETS 02) s'entend exclusivement comme la possibilité de ne conserver qu'un échantillon de dossiers sur la totalité des dossiers de mineurs d'un service ou d'un établissement. En aucun cas, il ne sera procédé à des tris internes au sein des dossiers sélectionnés pour conservation définitive.

1. Éléments de contexte

La circulaire du 19 novembre 1987 prévoyait le versement intégral de ces dossiers aux archives départementales après un délai de 20 ans à compter de la clôture du dossier 6 qui correspond à la fin de la dernière mesure concernant le jeune. Outre la méconnaissance de la circulaire, qui a conduit nombre d'établissements à entasser des dossiers dans des conditions parfois peu satisfaisantes, il apparaît que la mise en place de critères de tri homogènes pour l'ensemble du territoire ne présente pas de pertinence, pour différentes raisons, qu'il convient d'explicitier.

1 - Absence de transmission du dossier de jeune entre établissements de prise en charge

Même si un même jeune peut connaître plusieurs prises en charge dans plusieurs établissements, le suivi éducatif n'implique pas la transmission du dossier d'un service à l'autre. Par conséquent, à chaque nouveau placement, un jeune se voit ouvrir un nouveau dossier. Ce mode de gestion des documents est évidemment générateur de dossiers multiples et fragmente les informations relatives au mineur. La source fondamentale pour connaître le parcours d'un jeune placé sous main de justice est donc le dossier tenu par les juridictions pour enfants, et non par les services administratifs de prise en charge.

2 - Hétérogénéité du contenu des dossiers

Parmi les dossiers de l'ancienne éducation surveillée puis de la protection judiciaire de la jeunesse, les

dossiers les plus anciens sont souvent les plus fournis et les mieux structurés. On constate même, entre 1950 et le début des années 1980, une formalisation extrême des documents. Ainsi, la présence de nombreuses fiches d'observations témoigne de la prégnance du modèle du centre d'observation, y compris dans les structures relevant du milieu ouvert.

Les dossiers constitués massivement de copies de documents en provenance d'autres administrations semblent être de plus en plus nombreux depuis le début des années 1980 - période à partir de laquelle nombre de fonctions exercées jusqu'alors par la direction de l'éducation surveillée ont été déléguées à des partenaires extérieurs - sans qu'il soit possible de comprendre la plus-value qu'apporterait la conservation de tels dossiers.

Ainsi, il est assez fréquent de trouver des dossiers composés de la copie de l'ordonnance du juge, de la copie des rapports adressés au juge, de relevés de notes scolaires et de documents relatifs à l'état civil du jeune. Dans ce cas, la conservation de ces dossiers est inutile, puisque les documents se retrouvent intégralement dans les archives d'autres institutions (tribunal pour enfants, établissements scolaires...).

Il arrive aussi que dans le service ou l'établissement le dossier de jeune soit dédoublé : à côté d'un dossier « administratif », on peut trouver un dossier « éducatif », composé des documents produits par l'éducateur. La compréhension globale du parcours d'un mineur pris en charge par la DPJJ passe par le raccordement des deux dossiers. Il est très souhaitable que l'un et l'autre dossiers soient réunis, soit à la fin de la mesure concernant le jeune, soit, au plus tard, au moment de l'archivage.

La tendance à la perte de substance des dossiers n'est cependant peut-être pas irréversible. En effet, depuis la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale, un certain nombre d'éléments doivent figurer obligatoirement au dossier de mineur, parmi lesquels le document individuel de prise en charge (en abrégé le DIPC), qui est remis au mineur, mais qui doit être également conservé par l'établissement.

Les règles d'élaboration du DIPC sont fixées par la note n° 141/07 du DPJJ, en date du 16 mars 2007 (p. 20) :

Le décret du 26 novembre 2004 indique que : « *Ce document est établi et signé par le directeur de l'établissement ou par une personne désignée par l'organisme ou la personne gestionnaire de l'établissement, du service ou du lieu de vie et*

d'accueil. Il peut être contresigné par la personne accueillie ou son représentant légal. ».

Au regard des textes, le document individuel de prise en charge formalise la relation entre l'usager et le service ou l'établissement qui l'accueille, représenté par son directeur. L'objectif du législateur est de garantir les droits de l'usager dans le service ou l'établissement qui est amené à le prendre en charge. Il vise notamment à élaborer autant que possible avec l'usager et à l'informer des objectifs et prestations adaptés à sa situation qui seront mis en œuvre par le service ou l'établissement qui le prend en charge. C'est pourquoi, les textes rendent obligatoire la remise du DIPC (dans sa version originale) à chaque personne prise en charge, et le cas échéant, à son représentant légal.

En application de ces dispositions il appartient aux services ou établissements de la PJJ :

- d'élaborer un DIPC signé par le directeur, informant le mineur des objectifs et prestations adaptés à sa situation qui seront mis en œuvre par le service ou l'établissement,
- de le remettre au mineur concerné ainsi qu'à ses représentants légaux (les parents en tant que titulaires de l'autorité parentale ou le ou les tuteurs du mineur), ou au jeune majeur seul.

Le DIPC constitue un outil pédagogique qui doit être établi par chaque établissement ou service missionné pour suivre le mineur. Par conséquent, lorsqu'un mineur fait l'objet de plusieurs mesures exercées par des établissements ou services de la PJJ distincts, chacun de ces établissements ou services doit formaliser son projet d'intervention avec le mineur concerné. En revanche un service ou établissement exerçant plusieurs mesures à l'égard d'un même jeune n'établira avec ce dernier qu'un seul DIPC.

La composition du dossier est précisée par la note précitée (p. 20-21) :

Le document individuel de prise en charge ne se confond pas avec le dossier du mineur, qui intègre quant à lui toutes les pièces relatives à la prise en charge : les prises de notes d'entretien, la copie des rapports transmis aux magistrats, les relevés de notes scolaires, le recueil d'information santé, les ordonnances médicales, les grilles d'évaluation de la situation du jeune...

En revanche, l'établissement ou le service doit, parallèlement conserver copie du document individuel de prise en charge au dossier du mineur afin de pouvoir répondre à une éventuelle demande ultérieure du jeune d'en obtenir copie, mais aussi la produire pour établir l'existence du DIPC.

Dans un certain nombre de cas - en particulier pour les dossiers des années 1990 - le dossier de mineur pris en charge par la DPJJ, plutôt maigre au demeurant, ne contient pas d'autres documents que ceux qui sont adressés au juge des enfants. Dès lors, la conservation de ces dossiers à des fins historiques au sein des archives départementales ne paraît pas justifiée.

Toutefois, des sondages opérés dans les fonds d'autres établissements font apparaître des dossiers très structurés, en particulier pour les dossiers de jeunes des années 1940-1960, et présentant de nombreuses notations sur le quotidien des jeunes, qui se révèlent très précieuses pour comprendre l'évolution des doctrines en matière éducative, et celle de la justice des mineurs.

3 - Hétérogénéité du réseau d'établissements

La protection judiciaire de la jeunesse comporte, à côté du secteur public, un grand nombre d'établissements gérés par des associations habilitées.

Les dimensions des structures du secteur public et celles des structures du secteur associatif habilité ne sont pas toujours comparables : si le secteur public ne comporte plus que des centres de petite taille, il n'en va pas toujours de même du secteur associatif habilité. Dès lors, pour autant que l'intérêt historique de la conservation des dossiers soit avéré au vu de leur contenu, si la conservation intégrale est théoriquement possible dans le secteur public, elle ne l'est pas toujours pour le secteur associatif habilité.

Pour ce dernier secteur, il convient de tenir compte de la possibilité d'habilitations multiples pour un même établissement : au sein d'une série de dossiers de jeunes, on trouvera, mêlés, des dossiers de prise en charge au titre de la protection judiciaire de la jeunesse, au titre de l'aide sociale à l'enfance, voire au titre de la sécurité sociale. Il n'est donc pas possible de fixer un critère de tri sur la seule base des prises en charge judiciaires.

2. Critères et méthode de tri

Pour toutes les raisons évoquées ci-dessus, la nouvelle circulaire définit une durée d'utilité administrative plus courte (5 ans après clôture ou, si ce délai est insuffisant, jusqu'au 21^e anniversaire du jeune), qui permettra de mettre en œuvre l'archivage à plus brève échéance.

En ce qui concerne les tris une fois la durée d'utilité administrative expirée, les critères d'appréciation

seront établis localement. Toutefois, certains éléments doivent obligatoirement être pris en compte.

1 - Le contenu des dossiers

Compte tenu de ce qui est exposé ci-dessus, il n'est pas possible de fixer *a priori* de règle impérative de conservation en fonction de la date des dossiers. Toutefois, il est possible de présumer :

- que les dossiers de la période 1945-1980 sont souvent très intéressants ;
- que les dossiers de la période d'application de la loi n° 2002-2 sont potentiellement intéressants, du fait de la formalisation plus grande des informations qui doivent y figurer ;
- que les dossiers de la période intermédiaire sont assez souvent peu intéressants.

Une vérification du contenu des dossiers, par sondage, sera en tous les cas opportune. Il conviendra toujours de vérifier l'existence de séries parallèles de dossiers, afin de s'assurer, à l'étape de l'évaluation, que celle-ci porte bien sur l'ensemble du corpus documentaire.

2 - L'histoire ou de la spécificité des missions des établissements

Un certain nombre d'établissements ont pu être le théâtre d'expérimentations qui ont abouti (ou non) à des réformes des textes relatifs à la protection judiciaire de la jeunesse ; il arrive aussi que des structures soient en très petit nombre, voire uniques en leur genre : la conservation intégrale est, dans ces cas-là, préconisée.

À titre d'exemples, on peut citer : l'UEMO (unité éducative en milieu ouvert) de consultation familiale de Paris, Brécourt dans le Val-d'Oise (établissement exclusivement féminin), l'internat approprié de Chanteloup (Maine-et-Loire) transféré en juillet 1953 au château de Spoir (Eure-et-Loir) (établissement réservé aux mineurs de moins de 14 ans), la permanence éducative auprès des tribunaux (devenue depuis service éducatif auprès des tribunaux) de Versailles dans les Yvelines.

En tout état de cause, une vérification effectuée localement sera toujours opportune.

Enfin, l'archivage n'ayant pas toujours été régulièrement pratiqué, il est important de se renseigner sur l'historique de la conservation des dossiers avant d'envisager leur échantillonnage : échantillonner un ensemble très lacunaire n'est pas pertinent, sauf à connaître l'ampleur des lacunes.

Annexe 3 - Tableau de concordance entre la circulaire de 1987 et la présente circulaire

N° d'ordre circulaire de 1987	Traitement	N° d'ordre circulaire	Traitement
SES 1	20 et C	DD 06	5 et C
SES 2	20 et E	DD 06	5 et C
SES 3	20 et C	DD 06	5 et C
SES 4	Validité et C	-	-
SES 5	20 et E	DD 09	5 et C
SES 6	20 et C	DD 09	5 et C
SES 7	20 et C	DD 08	5 et T
SES 8	20 et C	DD 08	5 et T
SES 9	20 et C	DD 08	5 et T
SES 10	10 et T	DD 31	5 et T
SES 11	10 et C	DD 04	5 et C
SES 12	10 et T	DD 32	5 et T
SES 13	20 et TA années 6	DD 05	3 et D
SES 14	10 et E	DD 13	5 et T
SES 15	10 et C	DD 26	5 et C
SES 16	Validité et E	DD 01	Validité et D
SES 17	10 et E	DD 02	Validité et D
SES 18	10 et TS	DD 03	Validité et C
SES 19	20 et C	Cf. DIR 59	-
SES 20	10 et C	-	-
SES 21	10 et C	Cf. DIR 62	-
SES 22	10 après cessation de fonction et C	DD 15	2 après départ et D
SES 23	10 et E	DD 36	5 et D
SES 24	30 et TS	DD 24	2 ans après décision définitive et D
SES 25	20 et E	DD 10	10 et D
SES 26	10 et E	DD 10	10 et D
SES 27	10 et E	DD 11	10 et D
SES 28	10 et E	DD 10	10 et D
SES 29	100 et C	DD 22	Validité et D
SES 30	30 et E	DD 22	Validité et D
SES 31	5 et E	-	-
SES 32	5 et E	DD 23	2 et D
SES 33	100 et C	Cf. DIR 53	-
SES 34	Validité et E	DD 18	5 et D
SES 35	Validité et E	DD 18	5 et D
SES 36	30 et C	DD 19	10 et C
SES 37	10 et C	DD 20	5 et D
SES 38	20 et E	DD 25	5 et C
SES 39	20 et E	DD 28	5 et C/D
SES 40	20 et E	DD 25	5 et C
SES 41	10 et C	DD 28	5 et C/D
SES 42	20 et TA années 6	DD 05	3 et D
SES 43	10 et E	DD 10	10 et D
SES 44	30 et E	DD 29/30	5/10 et D/T
SES 45	30 et E	DD 29/30	5/10 et D/T

SES 46	30 et E	DD 29/30	5/10 et D/T
SES 47	10 et E	DD 33/35	10 et C/D
SES 48	10 et E	DD 10	10 et D
DR 1	20 et E	DIR 11	2 et D
DR 2	20 et C	DIR 10	5 et C
DR 3	20 et C	DIR 10	5 et C
DR 4	20 et C	DIR 75	5 et C
DR 5	20 et E	DIR 09	10 et T
DR 6	20 et C	DIR 09	10 et T
DR 7	20 et E	DIR 09	10 et T
DR 8	20 et E	DIR 09	10 et T
DR 9	10 et T	DIR 62	5 et T
DR 10	10 et C	DIR 07	5 et C
DR 11	10 et C	DIR 05	5 et T
DR 12	10 et T	DIR 07	5 et C
DR 13	10 et T	DIR 07	5 et C
DR 14	20 et TA années 6	DIR 04	3 et D
DR 15	10 et C	DIR 37	5 et T
DR 16	Validité et C	DIR 01	Validité et D
DR 17	10 et C	DIR 02	Validité et C
DR 18	20 et C	DIR 59	5 et C
DR 19	10 et C	DIR 62	5 et T
DR 20	Départ de l'agent et E	DIR 20, DIR 22	2 après départ et D, 90 et T
DR 21	20 et E	-	-
DR 22	1 et E	DIR 19	5 et D
DR 23	10 et C	DIR 73	10 et T
DR 24	30 et TS	DIR 58	2 ans après décision définitive et D
DR 25	20 et C	DIR 12, 13	5 et C
DR 26	10 et E	DIR 16	10 après clôture de l'exercice et D
DR 27	10 et E	DIR 16	10 après clôture de l'exercice et D
DR 28	100 et E	DIR 46	Validité et D
DR 29	30 et E	DIR 47	Validité et D
DR 30	5 et E	DIR 49	2 après remise et D
DR 31	100 et C	DIR 53	Validité et C
DR 32	Validité et E	DIR 54	5 après expiration et D
DR 33	30 et E	DIR 38 et suivants	10 et T
DR 34	10 et E	DIR 38 et suivants	10 et T
DR 35	20 et C	DIR 68	5 et C
DR 36	20 et C	DIR 68	5 et C
DR 37	20 et C	DIR 68	5 et C
DR 38	10 et E	DIR 76, 77	5 et C, 5 et T
DR 39	20 et TA années 6	DIR 04	3 et D
DR 40	10 et E	DIR 74	10 après clôture de l'exercice et D
DR 41	30 et C	DIR 75	5 et C
DR 42	30 et C	DIR 73	10 et T
DR 43	30 et C	DIR 73	10 et T
DR 44	10 et E	DIR 78, 79	10 et C, 2 et D
DR 45	10 et E	DIR 16	10 après clôture de l'exercice et D

Gestion des archives des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse

Mémento pratique

Fiche I - Notions de base

Les archives courantes

Documents quotidiennement reçus et produits par un service : récents, ils sont gérés par le service et classés à proximité immédiate.

Les archives intermédiaires

Documents plus anciens conservés selon les délais prévus par la circulaire et stockés dans des locaux plus éloignés des services (exemple : sous-sol).

Les archives définitives

Documents arrivés à expiration de leur durée d'utilité administrative et dont le sort est défini avec l'aval des archives départementales (élimination ou versement aux archives départementales).

Fiche II - Contacts utiles

Le service départemental d'archives

Les coordonnées des différents services départementaux d'archives sont disponibles sur le site Internet du service interministériel des Archives de France.

Missions :

* Chargé de l'accueil et de la gestion des archives définitives (ou historiques) des services déconcentrés de l'État dans le département.

Rôle :

- * Autorise les éliminations sous son contrôle scientifique et technique.
- * Communique les dossiers antérieurement archivés.
- * Apporte aide et conseils :
 - pour l'aménagement de locaux d'archivage (construction, restructuration...) ;
 - pour la gestion et la tenue des archives dans les services ;
 - pour l'organisation des formations « archivistiques », voire dans l'organisation de rencontres et de visites entre archives départementales et services déconcentrés ;
 - pour la préparation des versements ;
 - pour l'organisation de la consultation des archives (conservées dans les services ou aux archives départementales).

L'administration centrale du ministère de la Justice

Rôle :

- * Assistance méthodologique et technique.

Coordonnées des services :

- * Direction de la protection judiciaire de la jeunesse :
 - ENPJJ (École nationale de protection judiciaire de la jeunesse).
 - * Secrétariat général - Service de l'administration centrale :
 - Département des archives, de la documentation et du patrimoine.

Fiche III - Construction ou aménagement des locaux d'archives

Choix du terrain

- * Choisir un terrain sain, sec, non inondable, non exposé aux risques de glissement de terrain, éloigné de tout voisinage dangereux présentant des risques d'incendie, d'explosion ou susceptible de devenir un objectif stratégique en cas de conflit.
- * Proscrire également la proximité avec des installations émettant des gaz, de la fumée. Proscrire les zones polluées : pour cela, s'informer au préalable auprès des services compétents.
- * Le choix des terrains est primordial et le premier danger pour les archives est constitué par les eaux. On sera particulièrement vigilant à deux causes d'inondations : par remontée d'eau (égouts) ou par pénétration d'eaux de surface par les portes extérieures. En effet le traitement de documents inondés se révèle d'un coût extrêmement élevé.

Bâtiment :

- * Règles concernant l'aménagement extérieur des bâtiments :
 - apporter un soin particulier à l'étanchéité des fondations. S'il faut isoler les magasins du sol, construire des plots supportant des dalles de béton ;
 - le toit sera incliné (terrasses à proscrire) ;
 - protéger le bâtiment par un paratonnerre ;
 - prévoir une aire de stationnement en matériaux enrobés ;
 - faire effectuer en souterrain l'ensemble des raccordements aux réseaux publics ;
 - pour la sécurité :
 - . protéger les ouvertures par un barreaudage et les munir de vitrages de sécurité anti-effraction,
 - . prévoir des issues de secours munies d'une signalisation lumineuse,

. prévoir des digicodes, badges... pour sécuriser l'accès au local,

. prévoir si possible l'éclairage des façades par des projecteurs asservis à des détecteurs de présence,

. protéger le site par une clôture en panneaux rigides grillagés. Le portail d'entrée métallique galvanisé aura la même hauteur que la clôture et fonctionnera avec une télécommande ;

. prévoir la construction d'un sas permettant l'accès d'un véhicule.

* Règles concernant l'aménagement intérieur des bâtiments

- structures :

. faire poser des faux-plafonds ignifugés et isothermes pour assurer une bonne isolation thermique,

. les planchers devront pouvoir résister à une charge de 900 kg au mètre carré (pour les rayonnages fixes) ou de 1 300 kg (pour les rayonnages mobiles) : faire réaliser systématiquement une étude sur la résistance au sol des locaux préalablement à l'aménagement des rayonnages. Ils doivent être obligatoirement pleins, à l'exclusion de tout système de claire-voie ou caillebotis,

. utiliser si possible des matériaux de construction ainsi que des revêtements garantissant une bonne inertie thermique du bâtiment, et une isolation satisfaisante contre l'humidité,

. la hauteur sous plafond sera au maximum de 2,50 m,

. nature des sols :

a) sols réservés à l'archivage : utilisation d'un béton lissé avec une charge de quartz en surface, traité anti-poussière,

b) autres locaux : pose de carrelage,

. faire poser des grilles métalliques sur les orifices des gaines d'aération et de chauffage (pour éviter les rongeurs).

- éclairage :

. éviter autant que possible l'exposition des archives à la lumière directe,

. préférer les ouvertures situées au nord, dans l'axe des rayonnages et ne représentant que 10 % maximum de la surface des murs,

. installation électrique :

a) utiliser le courant triphasé ainsi que des minuteries avec des interrupteurs individuels et un interrupteur général (*l'éclairage moyen naturel ou artificiel ne doit pas dépasser 200 lux*),

b) prévoir des prises tous les 10 mètres, un tableau général de contrôle situé près de l'entrée avec des voyants de signalisation lumineux et un coupe-circuit général. Des batteries de secours peuvent permettre de maintenir allumés les voyants de signalisation.

- traitement de l'air :

. veiller aux conditions de température et d'humidité dans les locaux d'archives : elles doivent être comprises respectivement entre 16 et 22° et entre 45 et 55 % (empêcher autant que possible les brusques variations thermo-hygrométriques),

. une bonne circulation de l'air est indispensable :

a) prévoir un brassage de l'air interne de 3 volumes par heure : renouvellement d'air, filtré et traité, à un taux de 0,10 volume du local à l'heure,

b) éviter toute implantation le long des murs : prévoir un espace de 0,30 m entre les épis et les murs.

- circulation :

. éviter les ruptures de charges et réduire au minimum les obstacles (marches, portes étroites), doubler les marches de plans inclinés à 5 % maximum,

. prévoir une largeur minimum de l'allée entre les épis de 0,80 m et une largeur minimum des allées d'accès de 1 à 1,20 m.

Remarque : ces préconisations sont à adapter aux locaux existants qui doivent faire l'objet d'un réaménagement ou d'une restructuration.

Gestion de l'espace (voir section D)

Organisation interne des locaux :

* Prévoir des espaces distincts pour le tri et la consultation : bureaux de 15 mètres carrés en moyenne avec un poste informatique, un photocopieur, un téléphone fax ;

* Aménager des salles différentes pour :

- le stockage des dossiers en attente d'élimination et/ou de transfert aux archives départementales (20 mètres carrés en moyenne pour des locaux pouvant accueillir 3 kilomètres linéaires d'archives) avec porte à deux vantaux et accès direct sur le sas,

- le stockage des fournitures (boîtes d'archives, cartons...),

- le stockage des produits d'entretien avec étagères et bac alimenté en eau chaude,

- le bloc sanitaire avec lave-mains alimenté en eau chaude et froide.

Rayonnages :

* Métalliques et à crémaillères, ils sont fixes ou mobiles : s'adresser à des sociétés spécialisées en matière d'aménagement de locaux d'archives pour éviter tout problème.

* Tablettes :

- les tablettes doivent pouvoir être facilement manipulées pour en régler la hauteur,

- éviter les rebords qui gênent la manipulation,

- proscrire l'accrochage des tablettes sur les montants verticaux par des écrous, boulons ou crochets : utiliser des tasseaux reposant sur des crémaillères.

* Dimensions préconisées :

- hauteur maximale 2 mètres, les tablettes extrêmes se situant à 15 cm au-dessus du sol et à 15 cm du plafond ;

- calcul du métrage linéaire : compter 5 tablettes superposées par épis ;

- longueur maximum de l'épi : 10 mètres (*il doit se terminer par un panneau plein*) ;

- épi constitué de tablettes entre 1 et 1,20 m de largeur.

* Remarques concernant les rayonnages mobiles :

- ils génèrent un gain important de l'espace (de l'ordre de 60 %) mais nécessitent une résistance au sol supérieure ;

- leur installation doit se faire sur une surface parfaitement plane ;

- l'ouverture peut être effectuée par manœuvre électrique ou à l'aide d'un vérin pneumatique à air comprimé ;

- attention : l'utilisation de ces rayonnages est moins aisée pour la consultation en raison de l'impossibilité d'accès simultané de plusieurs personnes.

* Dans certains cas, on peut prévoir une structure métallique auto-porteuse, système dans lequel les supports verticaux de l'ossature servent également de montants aux rayonnages. L'accord des services de sécurité doit être requis pour ce système.

Attention cependant : ces structures multiplient considérablement les risques de propagation rapide du feu en cas d'incendie.

Manutention

Il est conseillé d'utiliser :

* Des chariots stables, mobiles, légers, peu encombrants et munis de butoirs ;

* Un monte-charge (hauteur libre : 2 mètres minimum - largeur de la porte : 1,20 m - charge utile : 800 kg).

Section A : Dispositif anti-incendie

Dispositifs de protection

Prévoir :

* Des murs et portes coupe-feu de résistance deux heures (maintenues fermées grâce à un ferme-porte, mais sans blocage lors du déclenchement du système d'alarme).

* Des ascenseurs encloués dans une cage aux parois pleines coupe-feu deux heures.

* Des gaines de circulation d'air, de ventilation, de climatisation programmées pour se fermer automatiquement.

* Un escalier de secours encloué dans une cage aux parois pleines coupe-feu deux heures.

* Un dispositif de désenfumage.

* Des robinets d'incendie armés pour alimenter les lances d'incendie, situés hors des locaux d'archives.

Systèmes de détection d'incendie :

* Les systèmes peuvent détecter soit l'élévation de température, soit la fumée, soit la lumière des flammes.

Il conviendra de privilégier les détecteurs de fumée.

* Le système d'alarme doit couvrir le bâtiment qui abrite les archives, être relié aux pompiers et comporter :

- un tableau de voyants lumineux permettant d'en situer l'origine,

- un système automatique de fermeture des trappes des gaines d'aération et d'ouverture de celles de désenfumage.

En tout état de cause, ne pas oublier d'intégrer le système d'alarme des locaux d'archives dans le dispositif général d'alarme de l'établissement.

Systèmes d'extinction :

* Privilégier les systèmes manuels : extincteurs à poudre uniquement.

Ne pas utiliser d'extincteurs à eau sous pression qui endommagent les documents ou d'extincteurs à mousse carbonique qui éteignent mal et sont dangereux pour les personnes.

Consignes de sécurité :

* Élaborer avec les pompiers un règlement de sécurité incendie organisant les mesures d'évacuation qu'il conviendra de diffuser à tout le personnel.

* Organiser des exercices d'évacuation une fois par an.

* Interdictions :

- d'encombrer les allées,

- de fumer,

L'interdiction de fumer doit être signalée et respectée dans l'ensemble des locaux.

- d'utiliser des produits inflammables.

* Obligations :

- de surveiller les chantiers et l'éclairage de secours,

- d'interrompre, en cas de sinistre, le fonctionnement de l'ascenseur pour éviter la propagation du feu.

Section B : Dispositif anti-inondation

Précautions

- * Proscrire tout passage de canalisation dans les locaux (liquide ou fluide sous pression).
- * Si possible, installer à demeure des pompes fonctionnant sur batterie ou sur générateur.

Mesures à prendre en cas de sinistres

- * En cas d'infiltrations constatées dans les locaux d'archivage, protéger préventivement les boîtes par des bâches en plastique.
- * Évacuer rapidement les archives.
- * Procéder à leur isolement pour éviter la propagation des moisissures.
- * Éliminer l'excès d'eau (éponger en tamponnant doucement à l'aide de buvards ou de papiers absorbants).
- * Si possible mettre à sécher à l'air libre en intercalant entre les feuilles des papiers absorbants qu'il conviendra de changer fréquemment jusqu'à séchage complet.
- * Les documents secs devront être dans un second temps traités pour décontamination (*voir ci-dessous*).
- * En cas de sinistre d'importance :
 - prendre contact avec une société spécialisée le plus rapidement possible (*voir avec les archives départementales*)
 - pour le transfert dans la société spécialisée :
 - . réunir les documents interfoliés en paquets ne dépassant pas 4 à 5 cm d'épaisseur,
 - . les emballer dans du papier sulfurisé ou siliconé,
 - . les déposer à plat dans des contenants solides et imperméables.

Les documents endommagés seront congelés puis séchés et traités pour être décontaminés aux rayons gamma ou en autoclave à l'oxyde d'éthylène.

- . parallèlement, faire appel à une autre société spécialisée pour faire déshumidifier et désinfecter les locaux et équipements et vérifier que la situation est redevenue normale en faisant effectuer des prélèvements et des analyses de l'air.

Section C : Entretien des locaux - Mesures préventives

Entretien et maintenance

- * Faire nettoyer très régulièrement le sol des magasins.
- * Faire dépoussiérer deux fois par an les locaux.
- * Effectuer des relevés réguliers (et les conserver) de la température et de l'humidité ambiante (utilisation d'appareils étalonnés ou faire étalonner l'appareil le

plus fiable et le plus précis par une société spécialisée qui servira de référence pour les autres).

- * Traitement des moisissures :

- sur le mobilier ou les parois : nettoyer avec un produit désinfectant adapté ;
- isoler les documents touchés pour éviter la propagation de la contamination ;
- faire désinfecter les locaux ;
- faire effectuer des traitements de décontamination aux rayons gamma ou en autoclave à l'oxyde d'éthylène (*par des sociétés spécialisées*).

- * Présence de rongeurs :

- fermer par des grilles métalliques les orifices des gaines d'aération et de chauffage ;
- préférer les pièges aux raticides chimiques.
- * Faire vérifier au moins une fois par an (tenir un registre des opérations de maintenance) :
 - l'état des toits et des gouttières ;
 - l'étanchéité des fenêtres ;
 - le traitement de l'air ;
 - les détecteurs d'incendie et les extincteurs ;
 - les filtres qui limitent l'entrée des poussières (les faire nettoyer ou changer régulièrement).

- * Au moins tous les 5 ans :

- organiser une visite de reconnaissance des lieux avec les pompiers ;
- effectuer une révision de l'installation électrique.

Autres consignes

- * Disposer de plans simples et pratiques des locaux.
- * Identifier et reporter sur le plan les documents à évacuer en priorité en cas de sinistre.
- * Dresser une liste des personnes à contacter en cas de sinistre.
- * Suivre des formations sur les conduites à tenir en cas d'incident ou de sinistre.
- * Disposer de fournitures en cas de sinistres (*bâches, papier buvard absorbant, etc.*).
- * S'assurer de la fermeture à clef des locaux d'archives et de leur accessibilité unique aux personnels en charge des archives.
- * En cas d'intempéries, s'assurer de l'absence d'infiltrations dans les locaux.

Section D : Gestion de l'espace et des dossiers dans les locaux d'archives

Évaluation des besoins

- * Quantifier la masse documentaire en mètre linéaire (ml) : soit 1 mètre de dossiers ou de liasses ou de boîtes

posés verticalement sur leur plus grande tranche (*local de 200 mètres carrés : stockage de 1 000 ml d'archives sur des rayonnages traditionnels ou 1 700 ml sur des rayonnages « compactus »*).

* Un ml d'archives pèse 50 kg (hors poids des rayonnages) tandis qu'un mètre cube correspondant à 12 ml pèse 600 kg.

Attention : les registres sont deux fois plus lourds que les dossiers.

Organisation d'un local d'archivage classique

Règles d'aménagement des rayonnages :

Chaque local se compose de rayonnages eux-mêmes divisés en épis simple ou double face, travées, tablettes :

* Épi double : rayons entre deux montants extrêmes, sur deux faces.

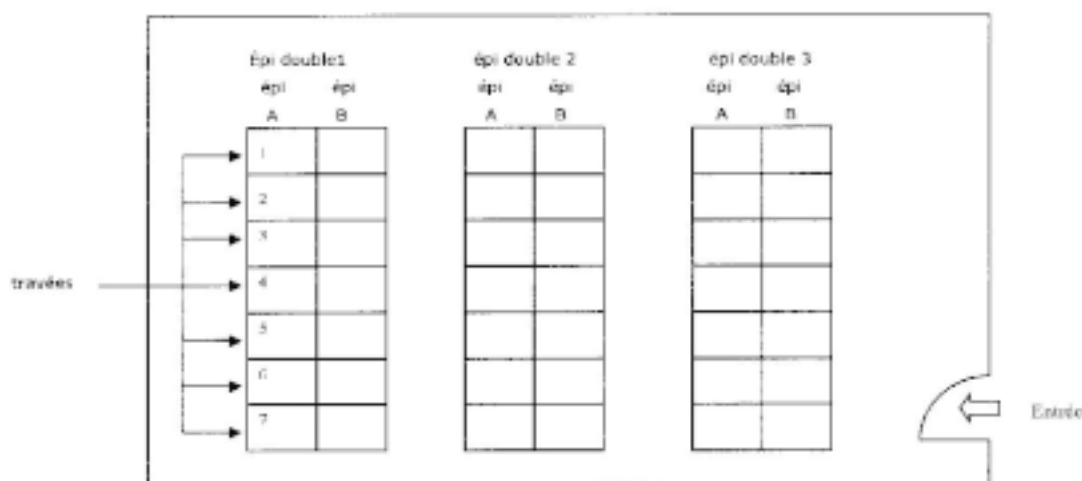
* Épi : face droite ou gauche d'un épi double.

* Travée : rayons situés entre deux montants.

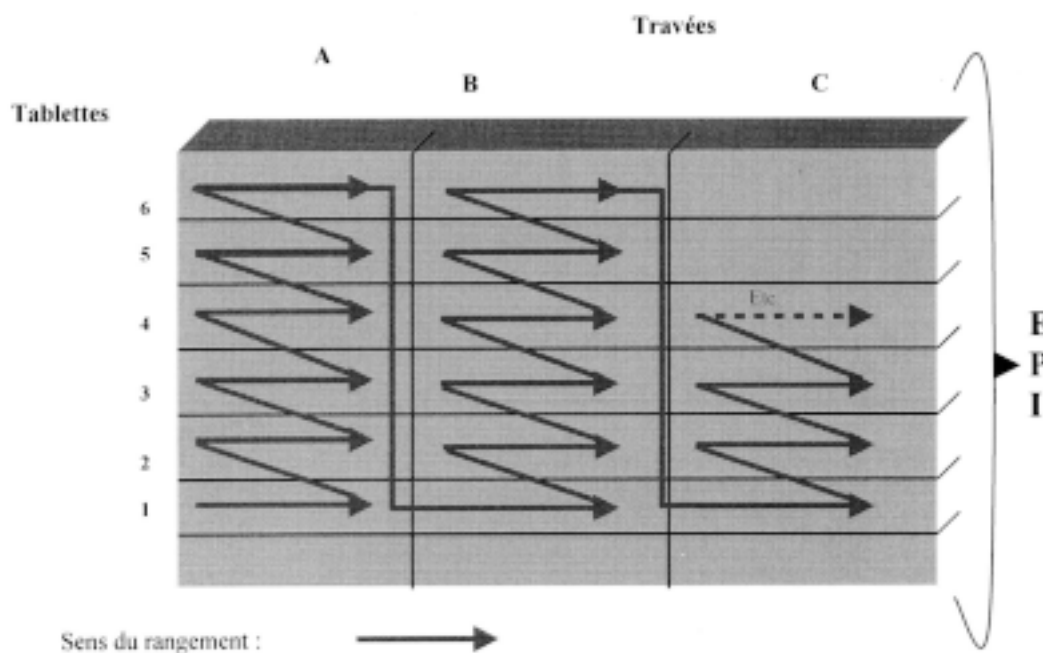
* Tablette : support d'archives à l'unité.

(cf. schémas ci-après)

Vue en plan d'un dépôt :



Présentation d'un épi, vu de face :



Optimisation de la gestion de l'espace :

- * La gestion des espaces doit permettre d'intégrer les 5 prochaines années de versement.
- * Il convient de resserrer les tablettes, installer des rayonnages en épis dans la limite de la résistance au sol, réaliser en temps voulu les éliminations réglementaires.
- * Prendre garde à bien adapter la position des tablettes (hauteur et profondeur) aux formats des documents stockés : *si la profondeur des tablettes s'avère insuffisante, dans le cas de rayonnages compactus, il devient impossible de les refermer d'où une perte d'espace extrêmement importante.*

Règles de rangement :

- * Réserver le local uniquement aux archives (*pas d'encombrants divers*).
- * Attribuer un espace pour chaque service.
- * Ne pas poser d'archives à même le sol ni au-dessus de la tablette de couverture.
- * Classer par ordre croissant du numéro de la boîte, de gauche à droite, et de bas en haut, à partir de la première tablette à la tablette supérieure de la première travée d'un épi.
- * Conditionnement :
 - conditionner tous les documents dans des boîtes et veiller à ce que chaque boîte soit directement accessible sans avoir à en déplacer d'autres ;
 - protéger les documents de grand format dans une pochette et les ranger à plat ;
 - conditionner les enregistrements sonores et audiovisuels dans des boîtiers adaptés compte tenu de leur particulière sensibilité aux champs magnétiques.

Signalétique :

- * Identifier les locaux, les épis, les travées importantes de façon claire et visible de loin (jouer sur les couleurs).
- * Faire apparaître dans la signalétique du local, la répartition de l'espace de rangement par service : inscription en grandes lettres visibles du nom complet du service dont les dossiers et documents sont conservés à cet endroit.
- * Placer des porte-étiquettes sur les rayonnages.

Gestion des transferts dans les locaux d'archivageConsignes pour les services :

- * Classer les pièces du dossier chronologiquement, en les rangeant, si nécessaire, dans des sous-cotes.
- * Identifier clairement les cotes et sous-cotes en évitant les abréviations très rapidement incompréhensibles.

- * Éliminer les doubles, les brouillons, etc.

- * Enlever tout élément susceptible de rouiller (*trombones, épingles*).

- * Choisir des boîtes adaptées.

Les archives départementales peuvent donner des conseils pour le choix des boîtes.

- * Étiqueter les boîtes d'archives (éditer des étiquettes autocollantes ou faire pré-imprimer les boîtes) portant les indications nécessaires à leur identification. Un numéro peut être également porté, de 1 à n (*voir modèle en annexe*).

Une identification claire, concise, est gage d'un repérage plus aisé dans les locaux d'archivage : elle doit comporter un objet ou un nom, une date et le code de la circulaire correspondant.

Consignes pour le personnel chargé des archives :

- * Enregistrer soit manuellement, soit avec un outil informatique les entrées des dossiers :

- date d'entrée dans le local,
- nom du service producteur,
- identification et dates extrêmes du contenu des boîtes,
- nombre de boîtes.

- * Mettre en place une procédure de récolement (sous format de traitement de texte ou format de tableur Excel) avec indication de l'emplacement et du nombre de boîtes par local, par épi, par travée et par tablette.

Le récolement doit être tenu à jour : répercuter les entrées (transferts des services) et les sorties (versements aux archives départementales, éliminations). Avec un tableur Excel, il est aisé de calculer la capacité du local en mètre linéaire : ce qui est occupé et ce qui est disponible. C'est plus simple pour faire des prévisions !

À chaque élimination ou versement, il est nécessaire d'opérer un réaménagement de l'espace libéré.

Communications de boîtes/dossiers aux services qui les demandent :

- * Mettre en œuvre un enregistrement manuel ou informatique des mouvements :

- date de la demande,
- date de la sortie,
- nom du service demandeur,
- identification du dossier ou de la boîte demandé,
- date du retour.

- * Éditer un « fantôme » sur lequel figurent le même type d'indications (*à faire éditer en nombre suffisant : voir modèle en annexe*).

Important : le registre doit être consulté régulièrement afin d'identifier les dossiers non restitués.

*** Gestion des photocopies :**

Il est préférable que le local archives dispose d'une photocopieuse : moins un dossier est transporté, moins il a de chance de s'égarer. Dans ce cas, les demandes doivent être enregistrées (date de la demande, identification de la demande, date de la remise de la copie), afin de pouvoir les quantifier.

Fiche IV - Gestion des archives

Règles générales

* Programmer chaque année, avec la direction des archives départementales, les éliminations à effectuer et les versements réglementaires.

Important : aucune opération ne peut être exécutée sans l'aval du directeur des archives départementales.

* Les services restent propriétaires des archives transférées.

Section A : Déroulement de la procédure d'élimination

- ranger à part les dossiers ou boîtes à éliminer ;
- établir le bordereau d'élimination (utiliser le formulaire mis à disposition par les archives départementales) ;
- celui-ci devra comporter au minimum :
 - . la date,
 - . la désignation du service producteur,
 - . le nom du responsable de l'opération d'élimination,
 - . le nombre de boîtes ou liasses,
 - . une description succincte des dossiers (*par grande masse*),
 - . leurs dates extrêmes ;
- transmettre le bordereau aux archives départementales pour visa ;
- au retour du visa :
 - . élimination intégrale par déchiquetage ou incinération, en présence d'un agent de la cellule archives,
 - . remise d'un certificat de destruction,
 - . conservation du bordereau d'élimination par le service.

Section B : Déroulement de la procédure de versement

Travaux préparatoires :

* Demander aux archives départementales si elles souhaitent une catégorie particulière de boîtes ou de cartons pour verser les documents.

* Disposer les dossiers dans les nouveaux contenants et éditer des étiquettes autocollantes portant un numéro de 1 à n, correspondant aux numéros des contenants.

* Rassembler d'une manière logique les dossiers par service.

* Établir le bordereau de versement de façon précise (utiliser le formulaire mis à disposition par les archives départementales).

Celui-ci devra comporter au minimum :

- la date de rédaction du bordereau,
- la désignation du service producteur et les noms, qualité et coordonnées du responsable du versement,
- le nombre total de boîtes ou cartons,
- l'analyse sommaire de l'ensemble du versement (*par grandes parties*) avec les dates extrêmes,
- la description sommaire des dossiers en face de chaque numéro de carton ou boîte, soit l'analyse du dossier ou du groupe de dossiers et les dates extrêmes.

En cas de tris : porter sur le bordereau la liste des dossiers éliminés à la suite de tris (même de façon sommaire).

Exemple : Les dossiers n° tant et tant ont été éliminés à la suite de tris réglementaires (voir le bordereau d'élimination n° tant).

Joindre au bordereau de versement, une copie du bordereau d'élimination.

Organisation du transfert aux archives départementales :

- * Convenir avec les archives départementales de la date et des modalités de ce transport.
- * Le coût est à la charge du service versant et imputable sur les crédits de fonctionnement.
- * Conserver le double du bordereau de versement portant le numéro de versement attribué par les archives départementales ; si dans un deuxième temps, le service des archives devait, à partir de ce bordereau, établir un inventaire définitif, ce dernier serait adressé au service versant.

Section C : Consultation des dossiers archivés

- * Enregistrement de la demande et du suivi du dossier :
 - nom du service demandeur ;
 - références précises du dossier portées sur le bordereau de versement renvoyé par les archives départementales :
 - . date de la demande,
 - . date d'envoi de la demande aux archives départementales ;
 - date de réception du dossier (signature d'un avis de réception et renvoi de celui-ci aux archives départementales) ;
 - date de transmission du dossier au service demandeur ;

- date de renvoi du dossier aux archives départementales.

* Les archives départementales sont tenues de communiquer les dossiers dans des délais raisonnables.

* Le service demandeur doit prévenir par écrit les archives départementales dans le cas d'une prolongation du délai de consultation ou d'une jonction du dossier avec un autre ; dans ce dernier cas, porter la modification sur le bordereau de versement correspondant.

Ne pas mélanger les dossiers ayant fait l'objet d'une consultation avec ceux destinés aux versements futurs.

Fiche V - Externalisation de la conservation des archives courantes et intermédiaires

La réglementation en vigueur

Dépôt d'archives courantes et intermédiaires auprès de personnes agréées à cet effet par le ministre chargé de la culture (II de l'article L. 212-4 du Code du patrimoine et articles 20-1 à 20-13 du décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié).

Le dépôt des archives courantes et intermédiaires auprès de personnes agréées à cet effet par le ministre chargé de la culture

Les services peuvent déposer leurs archives courantes et intermédiaires auprès de personnes agréées à cet effet par l'administration des archives, selon le II de l'article L. 212-4 du Code du patrimoine. Le décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié fixe les modalités de la déclaration préalable du dépôt (articles 20-1 et 20-2), donne des précisions sur les contrats de dépôt (articles 20-3 et 20-4) ainsi que les conditions d'octroi et de retrait de l'agrément des dépositaires (articles 20-5 à 20-13). La déclaration de tout dépôt d'archives courantes et intermédiaires auprès de personnes agréées doit être adressée, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, au directeur du service départemental d'archives territorialement compétent, conformément à l'article 20-1 de ce décret. La déclaration doit comporter les informations suivantes : le contexte, les objectifs, le calendrier et la durée prévisionnelle de l'opération ; la liste et les dates extrêmes des archives déposées ; le volume, le métrage linéaire ou le nombre des documents déposés (article 20-2). Le projet de contrat doit être transmis au directeur du service départemental d'archives compétent qui dispose d'un mois pour formuler ses observations. Le contrat de

dépôt ne pourra être signé qu'à l'expiration de ce délai, un exemplaire du contrat signé devant être adressé au directeur du service départemental d'archives (article 20-3).

Remarques

* Choix des sociétés de stockage agréées par le ministre de la Culture : voir avec le directeur des archives départementales.

* Ces sociétés abaissent considérablement les coûts de stockage en densifiant au maximum les espaces de stockage (systèmes de rack, sur plusieurs niveaux dans de vastes entrepôts industriels). L'inconvénient est que même si toutes les normes de sécurité sont respectées, les conséquences d'un sinistre sont d'autant plus lourdes.

* Attention aux coûts de communication : ils sont généralement élevés. Il convient d'avoir une liste précise des boîtes d'archives déposées avec l'indication de leurs contenus, afin que la société puisse retrouver sans erreur le bon « container ». Si le transfert s'est effectué dans de mauvaises conditions et sans listes précises, les coûts de communication en seront d'autant plus élevés (recherches dans plusieurs containers, voire recherche hypothétique d'un dossier).

Annexe 1 : Étiquettes des boîtes d'archives

Exemples d'indications pouvant figurer sur les boîtes (pré-imprimées) ou sur les étiquettes (pré-éditées)

NOM DU SERVICE :

NATURE DES DOSSIERS :

ANNÉE :

MOIS :

NUMEROS EXTRÊMES DES DOSSIERS :

Annexe 2 : Modèle de fantôme

Nom du service :

Date de sortie :

Identification de la boîte /ou dossier :

Identification du service demandeur :

Nom du demandeur :

Note d'information n° 2010/016 du 10 juin 2010 (DGP/SIAF/2010/012) relative au sort des dossiers d'appareillage concernant les assurés sociaux, produits par les directions interrégionales et interdépartementales des anciens combattants.

Le directeur chargé des Archives de France
à

Mesdames et messieurs les directeurs des services départementaux d'archives
sous couvert de mesdames et messieurs les préfets de région et de mesdames et messieurs les préfets de département.

NOR : MCCC1015556C

Textes officiels :

- Code du patrimoine, notamment son livre II relatif aux archives,
- Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 modifié relatif à la compétence des services d'archives publiques et à la coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques, notamment son article 2,
- Instruction du ministre de la Culture et de la Communication et du ministre de la Défense DPACI/RES/RES/2009/014 n° 1524 DEF/SGA/DMPA/BPAB du 10 juin 2009 relative au tri, au traitement et à la conservation des documents produits ou reçus par les directions interrégionales et interdépartementales des anciens combattants (révision de la circulaire AD 2000-3 et DEF/SGA/DMPA/SDAB/849 du 26 octobre 2000).

Annexe :

- Note de la directrice des statuts, des pensions et de la réinsertion sociale n° 731 DEF/SGA/DSPRS du 8 mars 2010 (ministère de la Défense)

Dans le cadre de la fermeture programmée cette année des directions interrégionales et interdépartementales des anciens combattants, s'est posée la question du sort des dossiers d'appareillage concernant les patients relevant de différents régimes d'assurance maladie.

Selon l'instruction interministérielle DPACI/RES/RES/2009/014 et n° 1524 DEF/SGA/DMPA/BPAB du 10 juin 2009 relative au tri, au traitement et à la conservation des documents produits ou reçus par les directions interrégionales et interdépartementales des anciens combattants (page 18), ces dossiers doivent être conservés pendant toute la durée de « vie du bénéficiaire ». Selon la même circulaire, les dossiers d'appareillage doivent être repris par les caisses d'assurance maladie des régimes concernés.

En effet, sur le fondement de dispositions du code de la sécurité sociale (maintenant abrogées), des patients pouvaient, sous certaines conditions, bénéficier de consultations médicales d'appareillage effectuées par les médecins des centres d'appareillage des directions interrégionales et interdépartementales. Toutefois, la prestation ne comportait que cet aspect médico-technique et la consultation était gratuite.

Concernant la prise en charge de l'appareillage (paiement de la facture), celle-ci relevait entièrement de la caisse d'assurance maladie concernée. C'est pourquoi un certain nombre de caisses n'ont pas souhaité récupérer les archives constituées à l'occasion de ces prestations, indiquant qu'elles avaient déjà par-devers elles tous les éléments qui leur avaient été transmis par les directions interdépartementales et interrégionales des anciens combattants pour permettre la prise en charge de l'appareillage.

Pour les raisons évoquées ci-dessus, par la note n° 731 DEF/SGA/DSPRS du 8 mars 2010 ci-jointe en annexe, la directrice des statuts, des pensions et de la réinsertion, a fait savoir aux directeurs interrégionaux et interdépartementaux des anciens combattants que rien ne s'opposait à la destruction des dossiers d'appareillage concernant les patients des différents régimes d'assurance maladie, au cas où les caisses concernées ne reprendraient pas ces dossiers.

En conséquence, vous pouvez accorder votre visa pour l'élimination des dossiers d'appareillage des patients qui ne sont pas récupérés par les caisses d'assurance maladie.

Le directeur,
Hervé Lemoine
(Annexe disponible au service interministériel des
Archives de France)

**CENTRE NATIONAL D'ART ET DE
CULTURE GEORGES-POMPIDOU**

Décision n° 2010-39 du 7 juin 2010 portant désignation des représentants du personnel au comité technique paritaire de la Bibliothèque publique d'information.

La directrice par intérim de la Bibliothèque publique d'information,

Vu le décret n° 76-82 du 27 janvier 1976 portant création de la Bibliothèque publique d'information ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à

l'exercice du droit syndical ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication,

Décide :

Suite à la communication à l'administration, par les organisations syndicales représentatives, des noms des agents désignés en tant que représentants du personnel au sein du comité technique paritaire de la Bibliothèque publique d'information, la composition dudit comité est fixée comme suit :

* Syndicat CFDT Culture :

- Membres titulaires :

M^{me} Marianne Kunstlinger,

M^{me} Raymonde Courrière.

- Membres suppléants :

M^{me} Maryse Rosso,

M. Jérôme Chevrier.

* Syndicat FSU :

- Membres titulaires :

M^{me} Béatrice Bonneau,

M^{me} Karine Fournier.

- Membres suppléants :

M^{me} Catherine Pichonneau,

M. Yannick Henrio.

* Syndicat USPAC-CGT :

- Membres titulaires :

M^{me} Jocelyne Ahmed-Auroux,

M^{me} Nadia Levy.

- Membres suppléants :

M^{me} Françoise Bellegarde,

M. Pierre Moine.

Le mandat des membres du comité, dont la durée est fixée à trois ans, prend effet à compter du 5 juin 2010.

La présente décision annule et remplace la précédente décision n° 2007-38 du 2 mai 2007 ; elle est portée,

par toute voie utile, à la connaissance de l'ensemble des personnels de l'établissement.

La directrice par intérim
de la Bibliothèque publique d'information,
Sophie Danis

Décision n° 2010-50 du 9 juin 2010 portant désignation des représentants de l'administration au comité technique paritaire de la Bibliothèque publique d'information.

La directrice par intérim de la Bibliothèque publique d'information,

Vu le décret n° 76-82 du 27 janvier 1976 portant création de la Bibliothèque publique d'information ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 modifié relatif aux comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2009 organisant une consultation électorale au ministère chargé de la culture,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés à compter du 5 juin 2010 et pour une durée de 3 ans, membres titulaires de l'administration au comité technique paritaire de la Bibliothèque publique d'information :

1. M^{me} Sophie Danis, présidente, directrice par intérim de la BPI,

2. M. Emmanuel Aziza, responsable du pôle services aux publics,

3. M. Philippe Charrier, responsable du pôle action culturelle et communication,

4. M^{me} Annie Dourlent, chef du service coopération-relations internationales,

5. M^{me} Danièle Heller, responsable du pôle du développement documentaire,

6. M. Marc Petit, responsable du pôle ressources et moyens.

Art. 2. - Sont nommés pour la même durée à compter du 5 juin 2010, membres suppléants de l'administration au comité technique paritaire de la Bibliothèque publique d'information :

1. M. Emmanuel Cuffini, chef du service accueil des publics,

2. M. Marc-André Grosy, chef du service informatique et techniques multimédias,

3. M^{me} Nelly Guillaume, chef du service du personnel,
4. M^{me} Leslie Paris, chef du service financier,
5. M. Philippe Revol, chef du service des documents imprimés et électroniques,
6. M^{me} Odile Wallner, responsable de la section reliure.

La directrice par intérim
de la Bibliothèque publique d'information,
Sophie Danis

Décision n° 0137-N du 17 juin 2010 portant modification n° 3 à la délégation de signature du 22 mars 2010.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 22 mars 2010 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 8 juin 2010 nommant M. Guillaume Gaillard, chef du service du bâtiment à compter du 17 mai 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 6 de la délégation de signature est modifié comme suit :

« Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. François Stahl, directeur du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de service d'un montant inférieur à 15 000 euros HT sur marchés notifiés ;
- les engagements de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement et de liquidation de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. François Stahl, directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Tami Mouri, directeur adjoint du bâtiment et de la sécurité à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. François Stahl, directeur du bâtiment et de la sécurité

et de M. Tami Mouri, directeur adjoint du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Emmanuel Lacroix, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Emmanuel Lacroix, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M^{me} Dany Culotti, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements y compris les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 90 000 euros HT ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. François Stahl, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Tami Mouri, directeur adjoint du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Guillaume Gaillard, chef de service du bâtiment, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. François Stahl, directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Tami Mouri, directeur adjoint du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Louis Corno, chef du service de sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les certificats administratifs ;
- les attestations de service fait.

Délégation de signature est donnée à M. Bernard Espinasse, responsable du pôle maintenance exploitation, à M. Patrick Lextra, adjoint au chef de service du bâtiment et de la sécurité, responsable du pôle logistique d'aménagement, à M. Patrice Turlure, responsable du pôle conduite des installations

techniques, à l'effet de signer dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait. ».

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 17 mai 2010 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

Décision n° 0139-N du 17 juin 2010 portant modification n° 4 à la délégation de signature du 22 mars 2010.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 22 mars 2010 portant délégation de signature ;

Vu la décision du 14 juin 2010 nommant M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines à compter du 14 juin 2010,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 10 de la délégation de signature est modifié comme suit :

« Art. 10. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégué à la stratégie, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du Centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 euros HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégué à la stratégie, délégation de signature est donnée à M^{me} Claire Vertanessian, chef du service du personnel, adjointe au directeur des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégué à la stratégie, et de M^{me} Claire Vertanessian, chef du service du personnel, adjointe au directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M. Michel Énault, adjoint au chef de service du personnel - responsable du pôle recrutement et carrière, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Guérin, directeur des ressources humaines, délégué à la stratégie, délégation de signature est donnée à M^{me} Rabiâ Belaouda, responsable administrative et financière, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 euros HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs. ».

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 1^{er} juillet 2010 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

**CENTRE DES MONUMENTS
NATIONAUX**

Décision n° IL/DS-adm-2010-3 du 23 juin 2010 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'article L. 141-1 du Code du patrimoine ;

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux ;

Vu le décret du 9 mai 2008 portant nomination de

M^{me} Isabelle Lemesle président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la délibération n° 10/9 du conseil d'administration du 26 avril 2010 autorisant le président à donner à bail 67ha 29a 86ca de terres situées sur les communes de Courceroy, de la Motte-Tilly et du Mériot ;

Vu la décision de nomination du 17 novembre 2008 de M. Dominique Ménager, administrateur du palais de Tau, des tours de la cathédrale de Reims et du château de la Motte-Tilly,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Dominique Ménager à l'effet de signer, au nom du président du Centre des monuments nationaux, le contrat de bail rural à long terme de 67ha 29a 86ca de terres situées sur les communes de Courceroy, de la Motte-Tilly et du Mériot d'une durée 18 ans, prenant effet à compter du 1^{er} octobre 2009, avec M. Jacquelin Vandierendonck et M^{me} Françoise Rondeau pour un montant de fermage annuel fixé à 8 550,46 euros.

Art. 2. - Le directeur général, le directeur administratif, juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision, qui sera publiée sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Isabelle Lemesle

CINÉMATOGRAPHIE

Décision du 30 avril 2010 portant habilitation d'un agent du Centre national du cinéma et de l'image animée conformément aux articles L. 115-16 à L. 115-27 du Code du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée, notamment ses articles L. 115-16 à L. 115-27,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est habilité, conformément aux articles L. 115-16 à L. 115-27 du Code du cinéma et de l'image animée, l'agent du Centre national du cinéma et de l'image animée ci-après désigné :

- M^{me} Patricia Belluire.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma
et de l'image animée,
Véronique Cayla

Décision du 1^{er} juin 2010 portant nomination du président de la commission prévue à l'article 11 du décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique.

La présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée ;

Vu le décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 modifié relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2003 modifié fixant la composition de la commission prévue à l'article 11 du décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique ;

Vu la décision du 12 avril 2010 portant nomination à la commission prévue à l'article 11 du décret n° 2003-1018 du 24 octobre 2003 relatif au soutien financier de l'industrie vidéographique,

Décide :

Art. 1^{er}. - M. Bertrand Tavernier est nommé, pour la durée du mandat restant à courir, président de la commission prévue à l'article 11 du décret du 24 octobre 2003 susvisé, en remplacement de M. Laurent Heynemann.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma
et de l'image animée,
Véronique Cayla

Décision du 1^{er} juin 2010 portant nomination du président de la commission prévue au paragraphe 1 (1^o) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles.

La présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée,

Vu le décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 modifié relatif au soutien financier de l'industrie audiovisuelle ;

Vu le décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2004 pris pour l'application du paragraphe 1 de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles et concernant la composition, l'organisation et le fonctionnement des commissions spécialisées,

Décide :

Art. 1^{er}. - M^{me} Bénédicte Lesage est nommée, pour une durée d'un an, présidente de la commission prévue au paragraphe 1 (1^o) de l'article 5 du décret du 2 février 1995 susvisé.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma
et de l'image animée,
Véronique Cayla

Arrêté du 2 juin 2010 portant nomination des membres à la commission « Images de la diversité ».

Le ministre de la Culture et de la Communication, le ministre du Travail, de la Solidarité et de la Fonction publique et la secrétaire d'État chargée de la politique de la ville,

Vu le décret n° 2007-181 du 9 février 2007 portant création de la commission « Images de la diversité »,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. - Sont nommés, pour une durée de trois ans, membres de la commission prévue par le décret du 9 février 2007 susvisé :

1. En qualité de président :
- M. Alexandre Michelin

2. Au titre des personnalités qualifiées choisies sur proposition du ministre chargé de la culture :

* En qualité de membres titulaires :

- M^{me} Bibiane Godfroid
- M. Arnaud Ngatcha
- M. Laurent Solly
- M^{me} Élisabeth Tchoungui

* En qualité de membres suppléants :

- M. Yannis Chebbi
- M^{me} Farida Khelfa

3. Au titre des personnalités qualifiées choisies sur proposition des ministres chargés de la cohésion sociale et de l'égalité des chances :

* En qualité de membres titulaires :

- M^{me} Jeannette Bougrab
- M^{me} Nathalie Corré
- M. Saïd Darwane
- M^{me} Sihem Habchi

* En qualité de membres suppléants :

- M^{me} Liza Benguigui
- M^{me} Samira Djouadi

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le ministre du Travail, de la Solidarité
et de la Fonction publique,
Éric Woerth

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand
La secrétaire d'État chargée de la politique de la ville,
Fadela Amara

Décision du 8 juin 2010 portant nomination d'un membre suppléant à la commission prévue à l'article 54 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

La présidente du Centre national du cinéma et de l'image animée,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée, ensemble les textes pris pour son application ;

Vu le décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique ;

Vu l'arrêté du 22 mars 1999 modifié pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre III du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la

production et à la préparation des œuvres cinématographiques de longue durée ;

Vu la décision du 2 avril 2010 portant nomination à la commission prévue à l'article 54 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 modifié relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique,

Décide :

Art. 1^{er}. - M^{me} Milena Poylo est nommée membre suppléant de la commission prévue à l'article 54 du décret du 24 février 1999 susvisé.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

La présidente du Centre national du cinéma
et de l'image animée,
Véronique Cayla

Arrêté du 16 juin 2010 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du cinéma et de l'image animée, notamment son article L. 211-1 ;

Vu le décret n° 90-174 du 23 février 1990 modifié pris pour l'application des articles 19 à 22 du Code de l'industrie cinématographique et relatif à la classification des œuvres cinématographiques, notamment son article 1^{er} ;

Vu l'arrêté du 17 mars 2010 portant nomination des membres de la commission de classification des œuvres cinématographiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Gérard Lemoine est nommé, pour la durée du mandat restant à courir, membre de la commission de classification des œuvres cinématographiques prévue par le décret du 23 février 1990 susvisé, en tant que membre choisi parmi les personnalités de la profession cinématographique, en qualité de deuxième suppléant, en remplacement de M. Roger Georges.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication ainsi que sur le site Internet du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Frédéric Mitterrand

ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - RECHERCHE

Décision du 31 mai 2010 portant délégation de signature à l'École du Louvre.

Le directeur de l'École du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 97-1085 du 25 novembre 1997 relatif à l'École du Louvre, et notamment son article 20 ;

Vu le décret du 26 septembre 2008 portant nomination du directeur de l'École du Louvre ;

Vu la décision du 2 janvier 2007 relative à la composition et au fonctionnement de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics de l'École du Louvre ;

Vu la décision du 4 août 2009 relative à la délégation de signature du directeur ;

Considérant le départ de M. Jean-Jacques Schmitt, chef du service juridique et financier,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Claire Barbillon, directrice des études, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 1.

Art. 2. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Stéphanie Guidoni, secrétaire générale, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérées à l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, à l'exception du point 7.

Art. 3. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Stéphanie Guidoni, en l'absence de chef du service juridique et financier et jusqu'à son remplacement, à M^{me} Sophie Banel, chargée des affaires financières au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 2 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Stéphanie Guidoni, en l'absence de chef du service juridique et financier et jusqu'à son remplacement, à M^{me} Charlotte Lannoy-Muyard, chargée des affaires juridiques au sein du service juridique et financier, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 5 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé, ainsi que les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Stéphanie Guidoni, à M. Axel Villechaize, chef du service des ressources humaines, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité les actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés aux points 2 et 3 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Axel Villechaize, chef du service des ressources humaines, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M^{me} Ilana Franco, adjointe au chef du service des ressources humaines, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité pour les actes et décisions afférents aux attributions du directeur de l'école énumérés au point 2 et 3 de l'article 20 du décret n° 97-1085 susvisé.

Art. 5. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Claire Barbillon, à M^{me} Madeleine de Fuentes, chef du service de la bibliothèque, à M^{me} Isabelle Bador, chef du service de la scolarité, à M^{me} Clarisse Duclos, chef du service des auditeurs et de la formation continue, à M^{me} Claire Merleau-Ponty, chef du service des échanges et programmes internationaux, à M. Patrick Violette, chef du service des éditions et des colloques, et à M. François Nemer, chef du service de la photothèque, à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Stéphanie Guidoni, à M. Camille Houbart, chef du service de l'accueil, de l'assistance technique et de la sécurité et à M. Harry Williot, chef du service informatique à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 7. - Délégation de signature est donnée à M. Bertrand Meyrat, chargé de mission pour la communication auprès du directeur, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences et dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de services faits et les certificats administratifs.

Art. 8. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace la décision en date du 4 août 2009.

Le directeur de l'École du Louvre,
Philippe Durey

Arrêté du 15 juin 2010 portant reconnaissance d'un établissement d'enseignement.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu les articles L. 361-2, R. 461-8 à 17 du Code de l'éducation ;

Vu la demande de reconnaissance présentée par le directeur de l'établissement concerné,

Arrête :

Art.1^{er}. - La reconnaissance définie à l'article L. 361-2 du Code de l'éducation est accordée à l'établissement suivant pour une période de cinq ans :

Schola Cantorum
269, rue Saint-Jacques
75005 Paris

Art.2. - Le directeur général de la création artistique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* de la République française.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la création artistique,
Georges-François Hirsch

Arrêté du 18 juin 2010 portant nomination des membres de la Commission nationale d'équivalence.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le décret n° 88-1033 du 10 novembre 1988 portant organisation de l'enseignement des arts plastiques dans les écoles nationales, régionales et municipales d'art habilitées par la ministre chargée de la culture ;

Vu l'arrêté du 6 mars 1997 relatif à l'organisation des études conduisant au diplôme national d'arts et techniques et au diplôme national supérieur d'expression plastique modifié ;

Sur proposition du directeur adjoint chargé des arts plastiques,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont nommés pour une durée de trois ans les membres de la Commission nationale d'équivalence :

* Président :

- M. Nicolas Bourriaud, chef du service de l'inspection de la création artistique, ou son représentant ;

* Membres :

- M. Jérôme Dupin, inspecteur de la création artistique (collège arts plastiques) ou son représentant ;

- M. Laurent Deveze, directeur de l'école des beaux-arts de Besançon ;

- M^{me} Julie Heinz, enseignante à l'École nationale supérieure d'art de Cergy ;

- M^{me} Lucile Encrevé, enseignante à l'école supérieure d'art de Rouen ;

- M^{me} Françoise Profit, représentante du ministre chargé de l'éducation nationale ou son représentant ;

Art. 2. - Le directeur adjoint chargé des arts plastiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication..

Pour le ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :
Le directeur adjoint chargé des arts plastiques,
Jean-Pierre Simon

MÉDIAS

Circulaire n° 2010/015 du 16 juin 2010 relative aux dépôt administratif et suivi statistique des journaux et périodiques.

Le ministre de la Culture et de la Communication,
à

Mesdames et messieurs les préfets de départements
(à l'exception du préfet de la région Île-de-France,
préfet de Paris)

I. Dépôt administratif

Les publications de presse sur supports papier (journaux, magazines ou écrits périodiques), éditées dans votre département sont tenues, en vertu de l'article 10 de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse relatif au dépôt administratif, de vous remettre un certain nombre d'exemplaires de chaque numéro paru, sous peine de l'amende prévue pour les contraventions de 4^e classe.

Il appartient au ministre chargé de l'information de gérer le dépôt administratif des publications de presse. Ce dépôt précédemment placé au sein de la direction du développement des médias a suivi le transfert des attributions de cette direction vers la direction générale

des médias et des industries culturelles (DGMIC).

Le service du dépôt administratif de la DGMIC reçoit directement les publications de presse éditées à Paris. En revanche, il vous appartient de lui adresser un exemplaire des publications de presse que vous recevez car éditées dans votre département. La régularité de ces envois est essentielle car elle assure à la DGMIC les moyens d'une étude suivie de la situation des groupes de presse et le contrôle du respect des mentions légales obligatoires des publications parues. Je vous laisse le soin d'apprécier si ces envois doivent s'effectuer selon un rythme hebdomadaire ou mensuel.

Peuvent être exclus de ces envois, les publications s'adressant à une catégorie restreinte de lecteurs, tels que les lettres internes d'entreprise, les bulletins municipaux, paroissiaux, associatifs, commerciaux et syndicaux, ainsi que les recueils d'actes administratifs et leurs annexes, les annuaires, répertoires divers et catalogues de vente par correspondance.

Ces dispositions sont valables aussi bien pour les publications existantes que pour les publications qui se créeront à l'avenir.

Je vous rappelle que, même pour les publications de presse éditées en langue régionale, les mentions légales doivent être libellées en français.

Attention : dorénavant l'adresse postale du dépôt administratif est :

Ministère de la Culture et de la Communication

Direction générale des médias et des industries culturelles

Service du dépôt administratif

182, rue Saint-Honoré

TSA 40040

75033 Paris Cedex 01

Pour les acheminements par coursier :

- avant 8 h 30 les publications sont déposées au 3, rue Montesquieu - Paris I

- après 8 h 30 elles sont déposées au 182, rue Saint-Honoré - Paris I

II. Suivi statistique et économique de la presse

Dans le cadre de ses attributions, la DGMIC fait parvenir chaque année aux directeurs et éditeurs de publications ayant leur siège social en France un formulaire d'enquête administrative. À cette fin, elle souhaite tenir à jour son fichier de base dans les meilleures conditions de fiabilité.

Je vous adresserai chaque année des listes répertoriant les publications paraissant dans votre département et

enregistrées dans ce fichier de base. Ces listes pourront être envoyées sous forme de feuilles de calculs par messagerie électronique. Je vous serais obligé de bien vouloir les renvoyer après en avoir actualisé les données, à partir des exemplaires déposés dans vos services. Ces listes feront également apparaître les publications habilitées à publier des annonces judiciaires et légales dans votre département.

Si vous constatez que des publications éditées dans votre département ne figurent pas sur ces listes, il vous appartiendra d'adresser au service statistique de la presse de la DGMIC un exemplaire récent des ces publications.

Pour ce suivi statistique, merci d'adresser vos contributions à l'adresse suivante :

Ministère de la Culture et de la Communication
Direction générale des médias et des industries culturelles

BREP

Service des statistiques de la presse

3, rue de Valois

75033 Paris Cedex 01

Adresse mél : enquetes-presse.dgmic@culture.gouv.fr

Je vous précise, afin de pouvoir en informer utilement les éditeurs de publications de presse, que les circulaires des 3 novembre 1959, 19 janvier 1987 et 20 septembre 1991 relatives au dépôt des journaux et périodiques sont abrogées.

Vous voudrez bien me tenir informé des éventuelles difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de la présente circulaire.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice générale des médias et des industries culturelles,
Laurence Franceschini

MONUMENTS HISTORIQUES

Convention de mécénat n° 2009-001 R du 11 mars 2009 passée pour le château de Montigny-sur-Aube et ses abords entre La demeure historique et M^{me} Marie-France Ménage-Small, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Montigny-sur-Aube et ses abords, 21520 Montigny-sur-Aube, monument historique classé par arrêté du 27 Mai

1961 pour le parc, la chapelle (extérieurs et intérieurs), les douves, le mur d'enceinte côté village et le château pour ses façades et ses toitures et inscrit par arrêté du 6 mars 1961 pour le reste y compris les intérieurs du château et le verger, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris v^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* M^{me} Marie-France Ménage-Small, château de Montigny, 21520 Montigny-sur-Aube, propriétaire du monument (appelée ci-après le propriétaire).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe 1. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que les travaux envisagés sur l'orangerie, qui n'est pas protégée au titre des monuments historiques, ne seront engagés qu'après l'obtention du label de la Fondation du patrimoine.

Le propriétaire s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes, dont un seul est prêt à intervenir dans l'immédiat. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare qu'il n'a pas réalisé de revenus ou de profits nets au château de Montigny sur la période 2006-2008.

Il déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 75 % du montant total du programme ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, La demeure historique constate qu'elle a reçu du propriétaire, au regard du mécène pressenti, une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi par elle.

Le propriétaire s'engage à lui remettre des attestations semblables, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes qui viendraient s'ajouter au premier.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le

propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux personnes handicapées, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention,

à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 11. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire étant assujéti à la TVA, La demeure historique règlera le montant HT et lui laissera le soin de régler la TVA.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive

par le propriétaire, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, le propriétaire devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽²⁾, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Le propriétaire,
Marie-France Ménage-Small

Annexe I - Programme de travaux

1/ Description des quatre phases du programme

A/ Restauration intérieure et extérieure de la chapelle

Restauration de la façade principale : 2009.

Restauration de la toiture et des descentes d'eau pluviale : 2010.

Restauration des autres pans de la chapelle ainsi que des vitraux des trois rosaces : 2011.

Restauration de l'intérieur de la chapelle : 2012.

Travaux d'éclairage extérieurs et mise en place d'un système audio pour visites guidées : 2013.

B/ Restauration du corps de logis principal (le château)

Restauration des volets du château : 2009-03-10.

Restauration des lucarnes côté nord y compris fenêtres et volets roulants sur lucarnes (identiques à ceux des étages inférieurs), restauration des quatre fenêtres de la tour (2^e étage) avec intégration rondels dans vitraux. Enfouissement des lignes aériennes : 2010.

Restauration des lucarnes côté sud y compris volets roulants sur lucarnes, restauration et nettoyage de la façade sud : 2011.

Restauration des huisseries (fenêtres restantes et portes) menuiserie et peinture : 2012.

Restauration de la tour : toiture de la tour, isolation comprises, mise en place d'un système audio pour visites guidées : 2013.

C/ Restauration des douves

Restauration des murs de contrescarpes, création des gargouilles, rehaussement du mur si maintenu : 2009.

Mise en place système hydraulique (local technique, terrassement, canalisations générales), restauration des deux portails et leur électrification : 2010.

Restauration des berges des douves et du pont central avec transfert du portail central vers le verger (y compris sa restauration avant réinstallation) et réagencement de l'accès ainsi modifié : 2011.

Fin de la restauration des douves, création d'un accès pour public, réaménagement des abords, mise en place d'une promenade le long des douves avec petit passage au-dessus de l'écluse et mise en place d'un éclairage de nuit diffus : 2012.

Modification ou restauration du 2^e pont : 2013.

D/ Réhabilitation du verger-potager du XIX^e

Préparation des murs d'enceinte du verger, préparation du terrain en périmètre et plantation des arbres en espaliers et buis de séparation sur le pourtour : 2009.

Mise en place ou restauration du réseau de canalisations (eau, électricité, sécurité) dans le verger et raccordement au central, restauration du bassin, création du 2^e bassin et raccordement au circuit hydraulique, création des deux grands axes d'arceaux et plantation des arbres, restauration de la remise à outils et création d'un passage vers l'orangerie : 2010.

Restitution de la serre à l'emplacement de la chambre de chaleur, restauration de l'orangerie.

Restitution de la ruche et du jardin des mellifères et plantation de toute la structure des différentes chambres : 2011.

Restitution des différentes chambres composant le verger-potager : 2012.

Mise en place de l'ornementation du verger, de l'électrification générale, de l'infrastructure nécessaire pour l'accueil du public en nombre (sanitaires, billetterie...), mise en place d'un système audio pour visite guidée : 2013.

⁽²⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

Le propriétaire,
Marie-France Ménage-Small

Annexe II - Plan de financement : Château de Montigny-sur-Aube**Programme de travaux 2009-2013****Tableau de financement**

Désignation phase :	2009	2010	2011	2012	2013	Total TTC	TVA à récupérer
Chapelle	208 000,00	136 000,00	177 000,00	110 000,00	15 000,00	646 000,00	105 866,22
Douves	163 120,00	167 380,00	350 000,00	100 000,00	80 000,00	860 500,00	141 019,40
Château	30 310,15	102 907,00	318 740,00	100 000,00	580 000,00	103 9347,15	TVA 5,5 % non récupérée
Verger	83 297,00	241 000,00	45 000,00	82 295,00	305 950,00	757 515,00	124 132,75
Total TTC	484 727,15	647 287,00	890 740,00	392 295,00	980 950,00	3 303 362,15	371 025,87
Financements :							
DRAC	37 500,00	100 000,00	169 000,00	40 000,00	135 000,00	471 500,00	
CG 21	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	300 000,00	
Conseil régional	7 581,00	17 689,99	-	-	-	25 270,00	
1 ^{re} entreprise mécène envisagée	11 000,00	11 000,00	11 000,00	11 000,00	-	44 000,00	
Autres mécénats et divers	150 000,00	200 000,00	400 000,00	200 000,00	500 000,00	1 450 000,00	
TVA à récupérer	74 469,68	89 212,78	93 739,13	47 901,19	65 707,53	371 030,31	
Apport propriétaire	144 176,47	169 385,22	157 000,87	33 393,81	220 242,47	724 198,84	25 %

Annexe III**Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :**

Échéancier de leur réalisation (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe III après cet événement, à la diligence du propriétaire).

Calendrier prévisionnel de leur paiement (même remarque).

Le propriétaire,
Marie-France Ménage-Small

Avenant du 26 janvier 2010 à la convention de mécénat n° 2009/001 R passée pour le château de Montigny-sur-Aube et ses abords entre La demeure historique et M^{me} Marie-France Ménage-Small, propriétaire.

Le présent avenant concerne la convention de mécénat n° 2009/001 R passée pour le château de Montigny-sur-Aube et ses abords entre La demeure historique et M^{me} Marie-France Ménage-Small, propriétaire, signée le 11 mars 2009.

Art. 1^{er}. - M^{me} Marie-France Ménage-Small, propriétaire du château de Montigny, 21520 Montigny-sur-Aube, déclare sous sa responsabilité que l'ensemble des bâtiments faisant l'objet des travaux

prévus dans le cadre de la convention n° 2009/001 R sont protégés au titre des monuments historiques, y compris l'orangerie.

Art. 2. - Le programme de travaux prévu à l'annexe I de la convention n° 2009/001 R est complété. L'annexe I du présent avenant remplace l'annexe I de la convention n° 2009/001 R signée le 11 mars 2009.

Art. 3. - Le plan de financement de l'annexe II de la convention n° 2009/001 R est complété en conséquence. L'annexe II du présent avenant remplace l'annexe II de la convention n° 2009/001 R signée le 11 mars 2009.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Le propriétaire,
Marie-France Ménage-Small

Annexe I - Programme de travaux**1/ Description des cinq phases du programme****A/ Restauration intérieure et extérieure de la chapelle**

Restauration de la façade principale : 2009.

Restauration de la toiture et des descentes d'eau pluviale : 2010.

Restauration des autres pans de la chapelle ainsi que des vitraux des trois rosaces : 2011.

Restauration de l'intérieur de la chapelle : 2012.

Travaux d'éclairage extérieurs et mise en place d'un système audio pour visites guidées : 2013.

B/ Restauration du corps de logis principal (le château)

Restauration des volets du château : 2009-03-10.

Restauration des lucarnes côté nord y compris fenêtres et volets roulants sur lucarnes (identiques à ceux des étages inférieurs), restauration des quatre fenêtres de la tour (2^e étage) avec intégration rondels dans vitraux. Enfouissement des lignes aériennes : 2010.

Restauration des lucarnes côté sud y compris volets roulants sur lucarnes, restauration et nettoyage de la façade sud : 2011.

Restauration des huisseries (fenêtres restantes et portes) menuiserie et peinture : 2012.

Restauration de la tour : toiture de la tour, isolation comprises, mise en place d'un système audio pour visites guidées : 2013.

C/ Restauration des douves

Restauration des murs de contrescarpes, création des gargouilles, rehaussement du mur si maintenu : 2009.

Mise en place système hydraulique (local technique, terrassement, canalisations générales), restauration des deux portails et leur électrification : 2010.

Restauration des berges des douves et du pont central avec transfert du portail central vers le verger (y compris sa restauration avant réinstallation) et réagencement de l'accès ainsi modifié : 2011.

Fin de la restauration des douves, création d'un accès pour public, réaménagement des abords, mise en place d'une promenade le long des douves avec petit passage au-dessus de l'écluse et mise en place d'un éclairage de nuit diffus : 2012.

Modification ou restauration du 2^e pont : 2013.

D/ Réhabilitation du verger-potager du XIX^e

Préparation des murs d'enceinte du verger, préparation du terrain en périmètre et plantation des arbres en espaliers et buis de séparation sur le pourtour : 2009.

Mise en place ou restauration du réseau de canalisations (eau, électricité, sécurité) dans le verger et raccordement au central, restauration du bassin, création du 2^e bassin et raccordement au circuit hydraulique, création des deux grands axes d'arceaux et plantation des arbres, restauration de la remise à outils et création d'un passage vers l'orangerie : 2010.

Restitution de la serre à l'emplacement de la chambre de chaleur, restauration de l'orangerie.

Restitution de la ruche et du jardin des mellifères et plantation de toute la structure des différentes chambres : 2011.

Restitution des différentes chambres composant le verger-potager : 2012.

Mise en place de l'ornementation du verger, de l'électrification générale, de l'infrastructure nécessaire pour l'accueil du public en nombre (sanitaires, billetterie...), mise en place d'un système audio pour visite guidée : 2013.

E/ Restauration des communs du château

Restauration des toitures : charpentes - couvertures ; Échafaudage. Découverte des tuiles mécaniques sans réemploi. Révision de la charpente.

Traitement des bois. Couverture en tuiles plates neuves MH de Pontivy. Ouvrages divers d'étanchéité. Gouttières pendantes et descente EP en cuivre.

Maçonnerie - Pierre de taille :

Révision des arases sous charpentes. Création de baies en façades en pierre et briques.

Reprise d'enduits.

Menuiseries : Fourniture et pose de menuiserie à l'identique de l'existant. Mise en peinture

Le propriétaire,
Marie-France Ménage-Small

Annexe II - Plan de financement : Château de Montigny-sur-Aube
Programme de travaux 2009-2013

Tableau de financement

Désignation phase :	2009	2010	2011	2012	2013	Total TTC	TVA à récupérer
Chapelle	208 000,00	136 000,00	177 000,00	110 000,00	15 000,00	646 000,00	105 866,22
Douves	163 120,00	167 380,00	350 000,00	100 000,00	80 000,00	860 500,00	141 019,40
Château	30 310,15	102 907,00	318 740,00	100 000,00	580 000,00	103 9347,15	TVA 5,5% non récupérée
Verger	83 297,00	241000,00	45 000,00	82 295,00	305 950,00	757 515,00	124 132,75
Communs		200 000,00	100 000,00	30 300,00			
Total TTC	484 727,15	847 287,00	990 740,00	422 595,00	980 950,00	3 633 662,15	425 186,42
Financements :							
DRAC	37 500,00	133 450,00	185 722,00	45 062,00	135 000,00	526 734,00	
CG 21	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00	300 000,00	
Conseil Régional	7 581,00	17 689,99	16 200,00	-	-	41 470,00	
1 ^{re} entreprise mécène	11 000,00	11 000,00	11 000,00	11 000,00	-	44 000,00	
Autres mécénats et divers	150 000,00	200 000,00	400 000,00	200 000,00	500 000,00	1 450 000,00	
TVA à récupérer	74 469,68	122 627,78	110 461,13	52 963,19	65 707,53	425 186,42	
Apport propriétaire						846 000,00	26,50 %

Convention de mécénat n° 2009-002 R du 24 avril 2009 passée pour la restauration du château d'Haroué entre La demeure historique et M^{me} Minnie de Beauvau-Craon, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château d'Haroué, 54 740 Haroué, monument historique classé en totalité par arrêté du 22 mars 1926, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris v^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* M^{me} Minnie de Beauvau-Craon, château d'Haroué, 54 740 Haroué, propriétaire du monument (appelée ci-après le propriétaire).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

Le propriétaire s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes, dont un seul est prêt à intervenir dans l'immédiat. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare que l'EURL et lui-même, considérés ensemble, n'ont pas réalisé de

revenus ou de profits nets au château d'Haroué globalement, sur la période 2006-2008.

Il déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié au château d'Haroué.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par subventions publiques ou de mécénat de 100 % du montant total du programme ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, La demeure historique constate qu'elle a reçu du propriétaire, au regard du mécène pressenti, une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi par elle.

Le propriétaire s'engage à lui remettre des attestations semblables, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes qui viendraient s'ajouter au premier.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le

31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux personnes handicapées, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il

effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 11. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par le propriétaire, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5 le propriétaire devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura

effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3, 5 (et 7), le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽²⁾, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

⁽²⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Le propriétaire,
Minnie de Beauvau-Craon

Annexe I - Programme de travaux

Description des travaux : 3 phases :

Réfection des toitures.

Réfection des crépis sur le château et les deux pavillons de l'entrée.

Grille d'honneur forgée par Jean Lamour.

Coût estimé HT de chaque poste (montant des devis retenus) :

Réfection des toitures : 400 000 euros.

Réfection des crépis sur le château et les deux pavillons de l'entrée : 300 000 euros.

Grille d'honneur forgée par Jean Lamour : 50 000 euros.

D'où coût total estimé : 750 000 euros répartis sur 3 ans.

En cas notamment de convention ouverte, il conviendra de distinguer dans le programme plusieurs parties autonomes, de façon que certaines puissent être sacrifiées si nécessaire sans nuire aux autres.

Le propriétaire,
Minnie de Beauvau-Craon

Annexe II - Plan de financement

Aide espérée d'un mécène : 91 225 euros,
moins retenue pour frais de 2 % de La demeure historique, 1 825 euros,
d'où montant net 89 400 euros.

Subventions publiques accordées ou espérées (détailler) : 660 600 euros :

- DRAC : 220 200 euros (73 400 euros/an)
- Conseil régional : 220 200 euros (73 400 euros/an)
- Conseil général : 220 200 euros (73 400 euros/an)

Le propriétaire,
Minnie de Beauvau-Craon

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

Échéancier de leur réalisation (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe *iii* après cet événement, à la diligence du propriétaire).

Début des travaux prévus en mai 2009

Calendrier prévisionnel de leur paiement (même remarque)

Le propriétaire,
Minnie de Beauvau-Craon

Convention de mécénat n° 2009-003 R du 15 mai 2009 passée pour le château de Longpra entre La demeure historique et l'indivision de Francieu, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Longpra, 38 620 Saint-Geoire-en-Valdaine, monument historique classé en totalité par arrêté du 25 août 1997, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- * La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris v^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;
- * M^{me} de Francieu, château de Longpra, 38620 Saint-Geoire-en-Valdaine ;
- * M. Hugues de Francieu, 66/68, rue de la Folie-Régnauld, 75011 Paris ;
- * M^{me} Henri de Montesson, 25, rue Lecourbe, 75015 Paris ;

propriétaires du monument, appelés ci-après le propriétaire.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité :

■ que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites,

■ qu'ils portent sur des objets mobiliers classés ou inscrits, attachés à perpétuelle demeure au sens de la réglementation⁽¹⁾.

Le propriétaire s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare que le château de Longpra et lui-même, n'ont pas dégagé, globalement, de revenus ou de profits nets sur la période 2006-2008.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 80 % du montant total du programme ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et de l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, le propriétaire s'engage à remettre à La demeure historique, pour chacun des mécènes, une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux personnes handicapées, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

⁽¹⁾ Cocher la ou les case(s) correspondante(s). Le détail de ce qui est classé, inscrit ou encore nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites doit figurer à l'annexe I.

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽²⁾.

Art. 11. - La demeure historique et les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les

règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par le propriétaire, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, le propriétaire devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par

⁽²⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽³⁾, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
M^{me} de Francieu, Hugues de Francieu
et M^{me} Henri de Montesson

⁽³⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

Annexe I - Programme de travaux

Description des travaux et coût estimé : 967 180 euros (TTC)

Pour information :

Phase 1 : Toitures : 155 071,16 euros

Poursuite de la restauration des toitures du château (versant nord du château et l'ancienne magnanerie abritant le musée de l'Outil à bois) : 150 036 euros.

Pose de chéneaux du bâtiment des communs abritant le musée de l'Outil : 5 035,16 euros.

Phase 2 : Façades : 67 187 euros

Remplacement d'une partie des fenêtres des façades à l'identique, pose de gouttières en cuivre, chéneaux...

Phase 3 : Mobilier : 54 000 euros

Restauration de deux tableaux (5,5 m x 2,5 m et 4,5 m x 2,5 m) datés de 1737 et dont le classement est en cours.

Phase 4 : Douves : 9 473,90 euros

Réparation d'un mur des douves face au château.

Phase 5 : Entrée : 9 495 euros

Restauration de la portelle d'entrée à côté du portail principal.

Phase 6 : Toitures : 11 352,85 euros

Dépendances : repassage à tranchée ouverte sur la partie écaillé et sur la partie canal + réserve de bois en chêne et réserve de zinguerie à remplacer.

Phase 7 : Façades : 7 200 euros

Achèvement du remplacement des fenêtres façades à l'identique.

Phase 8 : Toitures : 270 000 euros

Achèvement de la restauration des toitures du château et poursuite de celle des communs :

- Restauration toiture - versant ouest - du château dans la cour d'honneur : 160 000 euros

- Restauration des toitures nord des communs : 80 000 euros

- Restauration toitures séchoir à noix (attaqué par les capricornes) : 30 000 euros

Phase 9 : Aménagement d'une galerie d'art : 250 000 euros

Restauration et aménagement du bâtiment des communs nord du château, en vue de sa réutilisation en salle d'exposition. La proposition d'étude préalable comporte l'état des lieux avec relevé de bâtiment au 1/100^e, la remise en état du clos et du couvert (dont restauration de la toiture (cf. ci-dessus) et remise en état des menuiseries extérieures, restauration intérieure et aménagement du bâtiment (structure des planchers et des escaliers, remise en état des enduits, des sols, création d'un escalier secondaire, équipement de sécurité et d'électricité, dont éclairage muséographique et mobilier d'accueil). Cette nouvelle structure devrait permettre l'accueil d'expositions pour augmenter la fréquentation des visites à Longpra et participer à l'enrichissement de l'offre touristique culturelle régionale.

Phase 10 : Décors intérieurs du 18^e : 53 400 euros

Restauration du plafond et boiseries du grand salon dit de Compagnie d'été : 9 500 euros.

Rénovation du grand escalier du château (plafond et faux marbre) : 33 900 euros.

Rénovation d'un des petits salons dits à la Versaillaise : 10 000 euros.

Phase 11 : Travaux extérieurs : 35 000 euros

Rénovation du pourtour des douves sur l'île.

Phase 12 : façades : 45 000 euros

Restauration des façades - façade nord, façade ouest et façade est.

Phase 13 : réhabilitation de l'installation électrique : 7 000 euros

Les propriétaires,
M^{me} de Francieu, Hugues de Francieu
et M^{me} Henri de Montesson

Annexe II - Plan de financement

Travaux	Montant total	Subventions*	Mécénat**	Propriétaire
Phase 1	155 071 euros	90 000 euros (60 000 euros DRAC, 30 000 euros CG)	0 euros	65 071 euros
Phase 2	67 187 euros	26 875 + 13 437 = 40 312 euros	13 437 euros	13 437 euros
Phase 3	54 000 euros		0 euros	54 000 euros
Phase 4	9 474 euros	3 790 + 1 949 = 5 739 euros	1 840 euros	1 895 euros
Phase 5	9 495 euros	3 798 + 1 899 = 5 697 euros	1 899 euros	1 899 euros
Phase 6	11 353 euros	4 541 + 2 270 = 6 811 euros	2 272 euros	2 270 euros
Phase 7	7 200 euros		5 760 euros	1 440 euros
Phase 8	270 000 euros	108 000 euros	108 000 euros	54 000 euros
Phase 9	250 000 euros	100 000 euros	100 000 euros	50 000 euros
Phase 10	53 400 euros	?	42 720 euros	10 680 euros
Phase 11	35 000 euros		28 000 euros	7 000 euros
Phase 12	45 000 euros		36 000 euros	9 000 euros
Phase 13	7 000 euros		5 600 euros	1 400 euros
Total	967 180 euros	356 559 euros	345 528 euros	193 436 euros

* Sous réserve de confirmation

** Montant net après retenue pour frais de 2 % de La demeure historique.

Les propriétaires,
M^{me} de Francieu, Hugues de Francieu et M^{me} Henri de Montesson

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

Tous les travaux de toiture : phase 1 et phase 8 sont réalisés par l'entreprise Euro Toiture, Christian Garin, restauration de monuments historiques, 80, route de Plancevat, 73460 Sainte-Hélène-sur-Isère.

Les travaux de fenêtres : phase 2 et phase 7 par M. Jean-Louis Vallet, Le Bois du Clos, 38620 Saint-Geoire-en-Valdaine.

Les travaux de maçonnerie : par Immobilière et Construction, La demi-Lune, 38620 Saint-Geoire-en-Valdaine, M. Richard Élia : phase 4, phase 5, vraisemblablement phase 11.

Charpente couverture zinguerie : Philippe Bavaud, 119, La Grand' Route, 38620 Saint-Bueil : phase 2 et phase 6 (cette dernière à confirmer car un devis va également être demandé à Euro Toiture).

La restauration des décors intérieurs : M. Hervé Rinaldi (qui a déjà réalisé la galerie en faux marbre du 1^{er} étage ainsi que la grande galerie du rez-de-chaussée), 22, rue des Moulins, 38590, Saint-Étienne-de-Saint-Geoirs : phase 10.

La restauration des tableaux : phase 3 : Alix Laveau, 11, rue des Épinettes, 754017 Paris.

La phase 9 sera supervisée par l'architecte en chef Alain Tillier : Euro toiture, Hervé Rinaldi, entre autres interviendront ; autres à préciser en temps utile.

La phase 12 : l'intervenant potentiel n'est pas identifié actuellement.

Échéancier de leur réalisation :

Phase 1 : Travaux en cours d'achèvement.

Phase 3 : Restauration en cours d'achèvement devant s'achever par l'inauguration le 29 juin 2009, étant précisé que l'intégralité de la restauration ne sera réglée qu'à la fin janvier 2010.

Phase 4 : En principe étant donné l'état de vétusté du mur et les risques pour les visiteurs les travaux devraient commencer dès l'accord du SDAP.

Phase 5 : Programmation possible fin 2009, sinon en 2010.

Phase 7 : En principe programmé en 2010.

Les propriétaires,
M^{me} de Franchieu, Hugues de Franchieu
et M^{me} Henri de Montesson

Convention de mécénat n° 2009-004 R du 8 juin 2009 passée pour le château de Penne entre La demeure historique et la société civile La Forteresse (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Penne, 81140 Penne, monument historique classé en totalité par arrêté du 2 mai 1902, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris v^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* la société civile La Forteresse, propriétaire du monument, dont le siège se trouve 11, rue Darquier, 31000 Toulouse, représentée par son gérant, M. Axel Letellier demeurant au 11, rue Darquier, 31000 Toulouse ;

* les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

- M. Axel Letellier, demeurant au 11, rue Darquier, 31000 Toulouse, possède 145 parts sociales,

- M^{me} Sophie Estrampes, épouse Letellier, demeurant au 11, rue Darquier, 31000 Toulouse, possède 5 parts sociales.

Nombre total de parts : 150.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité :

■ que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites,

■ qu'ils sont destinés à améliorer l'accès du grand public ou des personnes handicapées au monument,

□ qu'ils portent sur des objets mobiliers classés ou inscrits, attachés à perpétuelle demeure au sens de la réglementation.

La société civile s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme

qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - La société civile déclare sous sa responsabilité qu'elle n'a pas réalisé de revenus ou de profits nets au château de Penne sur la période 2006-2008. Elle déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié.

Art. 4. - La société civile s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 50 % du montant total du programme ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, La demeure historique constate qu'elle a reçu de la société civile, au regard du mécène pressenti, des attestations.

La société civile s'engage à remettre à La demeure historique des autorisations d'absence d'empêchement émanant de tous les associés signataires de la convention et conformes au modèle établi à l'égard de chacun des mécènes, préalablement à tout don ou promesse de don.

Art. 6. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au *pro rata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

Art. 9. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux handicapés, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - La société civile s'engage à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 12. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la société civile et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. La société civile les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Elle transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. La société civile n'étant pas assujettie à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 14. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - La société civile signera une convention précisant le montant du don et les contreparties envisagées avec chaque mécène.

Art. 16. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 17. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 9, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 18. - La société civile s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 19. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽²⁾, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique
Jean de Lambertye
Le gérant de la société civile, les associés⁽³⁾,
Axel Letellier et Sophie Letellier

Annexe I - Programme de travaux

En cas notamment de convention ouverte, il conviendra de distinguer dans le programme plusieurs parties autonomes, de façon que certaines puissent être sacrifiées si nécessaire sans nuire aux autres.

Année 2009 : Mise en sécurité du site : Arase pour ouverture au public

- Mise en place d'un échafaudage devant la tour d'entrée ;
- Mise en place d'un échafaudage devant l'arase haute de la salle principale et de la partie basse ;
- Mise en place d'un échafaudage devant les murs 1 et 2 terrasse ;
- Mise en place d'un échafaudage devant terrasse du mur 3 intérieur et extérieur ;

- Nettoyage et cristallisation des parties hautes des tours coté accès ;
- Nettoyage et cristallisation des parties hautes des logis 1 et 2 coté cour ;
- Consolidation, refoulement et refichage profond de la partie basse de la façade de la salle principale ;
- Cristallisation des parties hautes ;
- Étalement provisoire, fenêtres altérées coté cour ;
- Restauration des 2 baies à meneaux ;
- Consolidation et refichage du mur ;
- Reprise intérieure de la partie haute tour à éperon pour mise en sécurité.

Montant travaux prévisionnel TTC : 109 994,59 euros.

Année 2010 : Extension de la visite Phase 2

- Restauration, consolidation des corbeaux des latrines ;
- Donjon : échafaudage pour consolidation et restauration ; mise en valeur et retour jusqu'à la chapelle ;
- Consolidation selon carte postale 1900 du passage entre la terrasse et accès au donjon ;
- Mise en place d'un échafaudage, consolidation et cristallisation du mur de refends logis 1 et 2 ;
- Travaux de mise en sécurité de type garde corps.

Montant travaux prévisionnel TTC : 104 000 euros.

Année 2011 : Extension de la visite Phase 3

- Consolidation de la cave salle 3 et accès ;
- Restauration fenêtre xvi^e de la salle 2 et mur ;
- Dégagement et consolidation de l'arase cour intérieure ;
- Restauration du mur châtelet perpendiculaire à la courtine principale et accès au chemin de ronde ;
- Mise en valeur de deux salles 1 et 2 avec consolidation intérieure.

Montant Travaux prévisionnel TTC : 102 000 euros.

Le gérant de la société civile,
Axel Letellier

Annexe II - Plan de financement

Aide espérée d'un mécène 120 000 euros, moins retenue pour frais de 2 % de La demeure historique soit 200 euros, d'où montant net 9 800 euros.

Si le programme comprend plusieurs parties autonomes, il conviendra de diviser le financement de la même manière.

⁽²⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

⁽³⁾ S'il manque quelques signatures d'associés, ne détenant ensemble qu'une part minime du capital social, La demeure historique et le gérant en indiqueront la liste (prénoms, noms, nombre de parts) après les signatures. Ils déclareront que la convention peut néanmoins entrer en vigueur, compte tenu de l'article 7 (en sa variante), dès la réalisation de la condition indiquée à l'article 21.

Plan de financement prévisionnel - Château de Penne

	2009 Mise en sécurité du site	2010 Extension visite Phase 2	2011 Extension visite Phase 3	Total
Montant estimé des travaux TTC	109 994,59 euros	104 000,00 euros	102 000,00 euros	315 994,59 euros
Financements :				
<u>Subventions demandées :</u>				
DRAC	16 000,00 euros	16 000,00 euros	16 000,00 euros	48 000,00 euros
Région Midi Pyrénées	16 499,19 euros	15 600,00 euros	15 300,00 euros	47 399,19 euros
Conseil Général Tarn 81	15 000,00 euros	15 000,00 euros	15 000,00 euros	45 000,00 euros
<u>Mécénat :</u>				
Mécénat espéré	40 000,00 euros	40 000,00 euros	40 000,00 euros	120 000,00 euros
<u>Apport Propriétaire</u> (autofinancement, prêt)	22 495,40 euros	17 400,00 euros	15 700,00 euros	55 595,40 euros

Le montant des travaux est TTC, car la SCI n'est pas assujettie à TVA

Le gérant de la société civile,
Axel Letellier

Annexe III**Coordonnée de l'entreprise :**

CORREA SAS

6, rue Henri Fabre

Z.A. du Pic

09100 Pamiers

Calendrier de paiement :

- 30 % d'acompte à la commande par chèque
- Le solde à réception de la facture

Échéancier de réalisation des travaux 2009 :

- Date début des travaux : 15 juillet 2009
- Date de fin des travaux : 30 octobre 2009

Le gérant de la société civile,
Axel Letellier

Convention de mécénat n° 2009-005 du 30 juin 2009 passée pour le château de Janville entre La demeure historique et la société civile Guinard Janville (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Janville, 18, route de l'aérodrome, 76450 Paluel, monument historique inscrit pour partie (façades et toitures du bâtiment central, grand salon, colombier) par arrêté du 18 Août 1975, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris v^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* la société civile Guinard Janville, propriétaire du monument, dont le siège se trouve 85, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly/Seine (appelée ci-après la société civile), représentée par son gérant, M. Lionel Martin-Guinard, demeurant 85, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly/Seine ;

* les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

- M. Lionel Martin-Guinard, demeurant 85, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly/Seine : 27 000 parts en usufruit,

- M^{me} Marie Martin-Guinard, demeurant 85, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly/Seine : 27 000 parts en usufruit,

- M^{lle} Anna Martin-Guinard, demeurant 19, rue Daru, 75008 Paris : 13 500 parts en nue-proprieté et 1 500 parts en pleine propriété,

- M^{lle} Romana Martin-Guinard, demeurant 85, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly/Seine : 13 500 parts en nue-proprieté et 1 500 parts en pleine propriété,

- M^{lle} Jenna Martin-Guinard, demeurant 85, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly/Seine : 13 500 parts en nue-proprieté et 1 500 parts en pleine propriété,

- M^{lle} Clara Martin-Guinard, demeurant 85, rue Jacques-Dulud, 92200 Neuilly/Seine : 13 500 parts en nue-propriété et 1 500 parts en pleine propriété.

- Nombre total de parts : 60 000

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties inscrites.

La société civile s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes, dont un seul est prêt à intervenir dans l'immédiat. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - La société civile déclare que la SARL Marie Paris (activité : création et vente d'accessoires et d'articles de mode, décoration) et elle-même, considérées ensemble, n'ont pas réalisé de revenus ou de profits nets dans le monument, sur la période 2006-2008. Elle déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié au château de Janville.

Art. 4. - La société civile s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions seront remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 90 % du montant de cette tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;

- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;

- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, La demeure historique constate qu'elle a reçu de la société civile, au regard du mécène pressenti, des attestations d'absence d'empêchement émanant de tous les associés signataires de la convention et conformes au modèle établi.

La société civile s'engage à lui remettre des attestations semblables, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes qui viendraient s'ajouter au premier.

Art. 6. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au *pro rata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

Art. 9. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à

l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - La société civile s'engage à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 12. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la société civile et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. La société civile les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Elle transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. La société civile n'étant pas assujettie à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi pris en

charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 14. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 19. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra

prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
Lionel Martin-Guinard, Marie Martin-Guinard,
Anna Martin-Guinard, Romana Martin-Guinard,
Jenna Martin-Guinard et Clara Martin-Guinard

Annexe I - Programme de travaux

1/ Façade centrale avant

- Portes RDC et 1^{er} étage : 8 000 euros
- Horloge : 6 000 euros
Total : 14 000 euros

2/ Tour centrale arrière

- Porte RDC : 14 000 euros
- Maçonnerie : 5 000 euros
- Marches extérieures : 14 000 euros
Total : 33 000 euros

3/ Fenêtres 2^e étage partie centrale

Total : 18 000 euros
Total Tranche 1 : 65 000 euros

4/ Toiture du colombier

- Couverture : 95 000 euros
- Charpente (estimation) : 40 000 euros
Total : 135 000 euros

Total Tranche 2 : 135 000 euros

Total Tranches 1 + 2 : 200 000 euros

Lionel Martin-Guinard

Annexe II - Plan de financement

Tranche 1 :

- Aide espérée d'un mécène : 65 000 euros (montant net après retenue pour frais de 2 % de La demeure historique)
- Subventions publiques accordées ou espérées : 0
- Emprunts : 0
- Solde à la charge de la société civile : 0

Tranche 2 :

- Aide espérée d'un mécène : 135 000 euros (montant net après retenue pour frais de 2 % de La demeure historique)
- Subventions publiques accordées ou espérées : 0
- Emprunts : 0
- Solde à la charge de la société civile : 0

Total Tranches 1 + 2

- Aide espérée d'un mécène : 200 000 euros (montant net après retenue pour frais de 2 % de La demeure historique)
- Subventions publiques accordées ou espérées : 0
- Emprunts : 0
- Solde à la charge de la société civile : 0

Lionel Martin-Guinard

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

Tranche 1 :

1/ Façade centrale avant

- Portes RDC et 1^{er} étage : Ets Dauphin ou Ets Métais
- Horloge : Ets Biard-Roy ou autre

2/ Tour centrale arrière

- Porte RDC : Ets Métais
- Maçonnerie : Ets Lesueur
- Marches extérieures : Ets Lesueur

3/ Fenêtres 2^e étage partie centrale

- Ets Dauphin

Tranche 2 :

4/ Toiture du colombier

- Couverture : Ets Lefrique
- Charpente : Ets Roger

Échéancier de leur réalisation :

Tranche 1 : Été-Automne 2009

Tranche 2 : Printemps-Été 2010

Calendrier de leur paiement :

Selon avancement des travaux

Lionel Martin-Guinard

Convention de mécénat n° 2009-006 R du 5 juillet 2009 passée pour le château de Blanquefort-sur-Briolance entre La demeure historique, M. Simon-Pierre Souillot et M^{lle} Sylvie Malépart, propriétaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Blanquefort-sur-Briolance, 47500 Blanquefort-sur-Briolance, monument historique inscrit en totalité par arrêté du 15 mai 2008, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

- * La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris v^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2^{bis} de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 bis du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;
- * M. Simon-Pierre Souillot, château de Blanquefort-sur-Briolance, 47500 Blanquefort-sur-Briolance et

M^{lle} Sylvie Malépart, château de Blanquefort-sur-Briolance, 47500 Blanquefort-sur-Briolance, propriétaires indivis du monument, appelés ci-après le propriétaire.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

Le propriétaire s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité qu'il n'a pas réalisé de revenus ou de profits nets au château de Blanquefort sur la période 2006-2008. Il déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 80 % du montant de cette tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;

- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et de l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, le propriétaire s'engage à remettre à La demeure historique, pour chacun des mécènes, une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que les parties du monument concernées par les travaux sont clairement visibles de la voie publique et donc, qu'il se trouve dispensé de l'obligation de les ouvrir au public.

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 11. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par le propriétaire, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3, 5 et 7, le propriétaire devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3, 5 et 7, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris à l'article 6, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽²⁾,

la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
Simon-Pierre Souillot et Sylvie Malépart

Annexe I - Programme de travaux

Tranche 1 : Restauration de l'angle sud-est du corps de logis : 20 000 euros

Tranche 2 : Restauration de la terrasse est : 80 000 euros

Tranche 3 : consolidation et surélévation du donjon : 85 000 euros

- restauration de la baie nord
- reprise de maçonnerie
- surélévation pour toiture-terrasse
- menuiseries extérieures

Tranche 4 : restauration des couvertures et poutres porteuses du donjon : 80 000 euros

- restauration de la toiture en cuivre
- remplacement de solives
- réalisation de trémie d'escalier

Tranche 5 : consolidation et mise hors d'eau du porche : 250 000 euros

- restauration des maçonneries
- reprise des lames de plancher et des solives du 1^{er} étage
- restitution ou restauration des souches de cheminées
- restauration de la baie XIII^e ouest du 1^{er} étage
- restauration de la baie ouest du 1^{er} étage
- restauration de la baie ouest haute
- dégagement de la baie romane du donjon
- reprise de la façade ouest du donjon
- dépose et réalisation de la charpente
- réfection de la couverture

⁽²⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

Tranche 6 : restauration du porche : 160 000 euros

- restauration des maçonneries
- restauration de la baie nord 1^{er} étage
- restauration de la baie sud 1^{er} étage
- restauration de l'ouverture nord sous terrasse
- restauration des menuiseries extérieures

Les propriétaires,
Simon-Pierre Souillot et Sylvie Malépart

Annexe II - Plan de financement

Chacune des tranches décrites en annexe I sont financées comme suit :

- 55 % : mécènes
- 10 % : subvention DRAC
- 15 % : subvention conseil général
- 20 % : propriétaire

En conséquence, l'aide espérée (montants nets après retenue pour frais de 2 % de La demeure historique) par les mécènes est répartie par tranche de la façon suivante :

Tranche 1 : 11 000 euros
 Tranche 2 : 44 000 euros
 Tranche 3 : 86 750 euros
 Tranche 4 : 44 000 euros
 Tranche 5 : 137 500 euros
 Tranche 6 : 88 000 euros

Les propriétaires,
Simon-Pierre Souillot et Sylvie Malépart

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

Échéancier de leur réalisation (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe III après cet événement, à la diligence de la société civile).

Calendrier prévisionnel de leur paiement :

Tranche 1 : 2009-2011
 Tranche 2 : 2009-2011
 Tranche 3 : 2012
 Tranche 4 : 2013
 Tranche 5 : 2014-2017
 Tranche 6 : 2018-2020

Les propriétaires,
Simon-Pierre Souillot et Sylvie Malépart

Convention de mécénat n° 2009-007 R du 15 septembre 2009 passée pour le château d'Andlau entre La demeure historique, M. Guillaume d'Andlau et l'Association des amis du château d'Andlau (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château d'Andlau, 67140 Andlau, monument historique classé en totalité par arrêté du 16 juin 1926, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2^{bis} de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238^{bis} du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* M. Guillaume d'Andlau, 1, rue Albert-Schweitzer, 67140 Heiligenstein (appelé ci-après le propriétaire), et l'Association des amis du château d'Andlau, liée par convention de concessions avec le propriétaire et co-maîtresse de l'ouvrage et représentée par M. Raoul Bock, son président (appelée ci-après l'association).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées du monument.

Le propriétaire s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par lui-même, ni par d'autres personnes physiques ou morales, durant les années civiles 2006, 2007, 2008 dans le monument ou ses dépendances.

Art. 4. - L'association et le propriétaire s'engagent :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention du financement de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine (ci-après, la fondation) ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Sans objet.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire (pour lui-même et ses ayants droit) et l'association s'engagent à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci.

Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire (pour lui-même et ses ayants droit) et l'association s'engagent à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire (pour lui-même et ses ayants droit) et l'association s'engagent à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Le propriétaire s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7 et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 11. - La demeure historique et la fondation n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Elles pourront néanmoins participer, si elles le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées, le cas échéant, par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. L'association les visera à leur tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Elle transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs

dans la limite de la somme disponible, soit 15 000 euros. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Le propriétaire et l'association porteront le don de la fondation à la connaissance des visiteurs et, le cas échéant, par l'inscription sur son site Internet. Ils s'engagent également à lui fournir des photos libres de droit pour diffusion sur son site Internet ou tout support relayant les actions de la fondation.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, le propriétaire devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3, 5 (et 7), le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la fondation excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à La demeure historique.

Art. 18. - Sans objet.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise à la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine et à la Fondation de France. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur le jour de sa mise en ligne. La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du don de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine, soit 15 000 euros.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Le propriétaire,
Guillaume d'Andlau
Association des amis du château d'Andlau,
Raoul Bock

Annexe I - Programme de travaux

Un diagnostic sanitaire a été réalisé courant mars 2009, mettant en exergue l'urgence de travaux sur les deux parties précitées du monument. L'architecte chargé de l'étude préconise de conduire les travaux en deux phases, la première portant sur la brèche et la seconde sur la rampe d'accès au logis.

Phase 1 : Brèche BR3

Descriptif sommaire des travaux :

Installations de chantier pour la durée des travaux

Dévégetallisation des murs concernés

Démontage des maçonneries instables

Récupération de moellons sur le site

Repose de maçonneries en pierre de taille sur la base du permis de construire déposé auprès de la DRAC Alsace.

Relancis de pierres et coulis de confortement interne
 Rocaillage du dessus de mur
 Fourniture et pose d'un garde-corps en fer doux sur la longueur concernée
 128 719,34 euros

Phase 2 : Mur rampe d'accès au logis R2

Descriptif sommaire des travaux :

Installations de chantier pour la durée des travaux
 Dévégétalisation des murs concernés
 Démontage des maçonneries instables
 Récupération de moellons sur le site

Repose de maçonneries en pierre de taille sur la base du permis de construire déposé auprès de la DRAC Alsace

Relancis de pierres et coulis de confortement interne
 Rocaillage du dessus de mur

Fourniture et pose d'un garde-corps en fer doux sur la longueur concernée

109 568,85 euros

Montant total des travaux : 238 288,19 euros

Le propriétaire,
 Guillaume d'Andlau
 Association des amis du château d'Andlau,
 Raoul Bock

Annexe II - Plan de financement

Tableau financier Château d'Andlau - Phase 1 : Brèche BR3

Libellé	Charges	Libellé	Recette
Travaux (euros TTC)			
Travaux phase I	114 176,14	DRAC (40 %)	51 487,00
		Conseil Général Bas-Rhin (20 %)	25 743,00
Frais divers		Région Alsace (15 %)	19 310,00
Honoraires maîtrise d'œuvre	8 563,20	Fondation Demeure historique	7 500,00
Accompagnement archéologique	5 980,00	Autofinancement	24 679,34
Totaux	128 719,34	Totaux	128 719,34

Tableau financier Château d'Andlau - Phase 2 : Mur Rampe R2

Libellé	Charges	Libellé	Recette
Travaux (euros TTC)			
Travaux phase II	96 361,72	DRAC (40 %)	43 828,00
		Conseil Général Bas-Rhin (20 %)	21 914,00
Frais divers		Région Alsace (15 %)	16 435,33
Honoraires maîtrise d'œuvre	7 227,13	Fondation Demeure historique	7 500,00
Accompagnement archéologique	5 980,00	Autofinancement	19 892,21
Totaux	109 568,85	Totaux	109 568,85

Le propriétaire,
 Guillaume d'Andlau
 Association des amis du château d'Andlau,
 Raoul Bock

Annexe III

Coordonnées du maître d'ouvrage :

L'Association des amis du château d'Andlau,
représentée par M. Raoul Bock, son président

Château d'Andlau

67 140 Andlau

Échéancier des travaux :

Coordonnées des entreprises :

Le propriétaire,
Guillaume d'Andlau
Association des amis du château d'Andlau,
Raoul Bock

Convention de mécénat n° 2009-008 R du 15 septembre 2009 passée pour La Casamaures entre La demeure historique et M^{me} Christiane Guichard, propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne La Casamaures, 13 *bis*, rue de la Résistance, 38950 Saint-Martin-le-Vinoux, monument historique classée en totalité par arrêté du 19 mars 1992, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris 5^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* M^{me} Christiane Guichard, La Casamaures, 13 *bis*, rue de la Résistance, 38950 Saint-Martin-le-Vinoux (appelée ci-après le propriétaire).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

Le propriétaire s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par lui-même, ni par d'autres personnes physiques ou morales, durant les années civiles 2006, 2007, 2008 dans le monument ou ses dépendances.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention du financement de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Sans objet.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire pour lui-même et ses ayants droit s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci.

Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire (pour lui-même et ses ayants droit) et l'association s'engagent à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire pour lui-même et ses ayants droit s'engage à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 11. - La demeure historique et la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine n'auront aucune obligation de surveillance des travaux.

Elles pourront néanmoins participer, si elles le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées, le cas échéant, par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible, soit 15 000 euros. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Le propriétaire portera le don de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine à la connaissance des visiteurs et, le cas échéant, par l'inscription sur son site Internet. Il s'engage également à lui fournir des photos libres de droit pour diffusion sur son site Internet ou tout support relayant les actions de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, le

propriétaire devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3, 5 (et 7), le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Sans objet.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise à la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine et à la Fondation de France. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur le jour de sa mise en ligne.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du don de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine, soit 15 000 euros.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande

instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Le propriétaire,
Christiane Guichard

Annexe I - Programme de travaux

Restauration de la toiture, restitution de l'acrotère en ciment moulé et rénovation de l'intégralité des quatre façades, tous les décors peints en bleu outremer en ciment moulé.

Travaux en euros/TTC	Montant
Toit, acrotère	127 000 euros
Façades sud et ouest niveau terrasse	7 000 euros
Portique et décors de rambardes	7 000 euros
Nettoyage façade	9 000 euros
Total	150 000 euros

Le propriétaire,
Christiane Guichard

Annexe II - Plan de financement

Source de financement	Montant en euros/TTC	Pourcentage
Subvention DRAC	60 000	40 %
Subvention CG	30 000	20 %
Fondation Demeure historique	15 000	10 %
Propriétaire	45 000	30 %
Total	150 000	100 %

Le propriétaire,
Christiane Guichard

Annexe III

Chantiers sous contrôle du maître d'œuvre M. Alain Tillier, architecte en chef MH et du service départemental de l'architecture et du patrimoine.

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

Échéancier de leur réalisation :

Calendrier prévisionnel de leur paiement :

Le propriétaire,
Christiane Guichard

Convention de mécénat n° 2009-009 A du 15 septembre 2009 passée pour le moulin de la Bellassière entre La demeure historique, M^{me} Marie-Mercédès Nomdedeu Ghénassia et M. Christophe Ghénassia, propriétaires (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le moulin de la Bellassière, 28500 Crécy-Couvé, monument historique inscrit pour sa façade-fronton par arrêté du 28 décembre 1992, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* M. Christophe Ghénassia et M^{me} Marie-Mercédès Nomdedeu Ghénassia, moulin de la Bellassière, 28500 Crécy-Couvé, propriétaires du monument (appelés ci-après le propriétaire).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité qu'ils sont destinés à améliorer l'accès du grand public ou des personnes en situation du handicap au monument.

Le propriétaire s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II ainsi que l'annexe III pourront en tant que de besoin être modifiés par le propriétaire, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare qu'il n'a pas réalisé de revenus ou de profits nets au monument, sur la période 2006-2008.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront

été remplies : l'obtention du financement de la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Sans objet.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux personnes handicapées, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 11. - La demeure historique et la fondation Demeure historique pour l'avenir du patrimoine (appelée ci-après la fondation) n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et, le cas échéant, visés par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la

TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Le propriétaire portera le don de la fondation à la connaissance des visiteurs par l'apposition d'au moins une affiche sur place et, si le monument est pourvu d'un site Internet, par l'inscription sur ce site.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3, 5, le propriétaire devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5 le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par la fondation excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Sans objet.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise à la fondation. La

demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur le jour de sa mise en ligne.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du don de la fondation, soit 20 000 euros.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
Christophe Ghénassia
et Marie-Mercédès Nomdedeu Ghénassia

Annexe I - Programme de travaux

Besoins	Total
Société Paysage	
Travaux préparatoires	
Travaux préliminaires	
Terrassement	
Fossés de plantation	
Sols	
Plantation	
Voliges	
Éclairage solaire	
Arrosage automatique	25 611,00 euros HT
Société Masse	
Électricité 3 506,82 euros HT	
Toilettes Handicap 5 999,78 euros HT	9 506,60 euros HT
Société Phitech	
Solution Actitam	4 325,00 euros HT
Total H.T	39 442,60 euros HT
Tva (5,5%)	2 169,34 euros HT
Total besoins	41 611,94 euros TTC

Les propriétaires,
Christophe Ghénassia
et Marie-Mercédès Nomdedeu Ghénassia

Annexe II - Plan de financement

Apport personnel	5 611 euros
Emprunt	6 000 euros
Fondation Demeure historiques pour l'avenir du patrimoine	20 000 euros
Aides, subvention en cours conseil général, conseil régional,...	10 000 euros
Total ressources	41 611,94 euros

Les propriétaires,
Christophe Ghénassia
et Marie-Mercédès Nomdedeu Ghénassia

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

Services Paysage Chauveau
2, rue aux Liards
28210 Croisilles

SARL Paysage Clément
ZA des Bouleaux
28210 Faverolles

Anthony Masse
6, rue Jean-Michel-Hérault
28500 Tréon

DEL

Phitech
6, allée Pelletier-Doisy
54603 Villers-lès-Nancy

Échéancier de leur réalisation :

Calendrier prévisionnel de leur paiement :

Les propriétaires,
Christophe Ghénassia
et Marie-Mercédès Nomdedeu Ghénassia

Convention de mécénat n° 2009-010 R du 18 septembre 2009 passée pour le château de Saint-Sixte entre La demeure historique, M. Philippe Gehl, nu-propriétaire, M^{me} Françoise Gehl, usufruitière et l'association Château Saint-Sixte, preneuse d'un bail emphytéotique (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Saint-Sixte 57320 Freistroff, monument historique classé en totalité par arrêté du 28 novembre 1991, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris v^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* M. Philippe Gehl, château Saint-Sixte, 57320 Freistroff, nu-propriétaire et M^{me} Françoise Gehl, 18, rue de la Houve, 57550 Falck, usufruitière (ensemble appelés ci-après le propriétaire), et l'association du Château Saint-Sixte, preneuse du monument à bail emphytéotique pour une durée de 30 ans à compter du 19 juin 1993 maîtresse de l'ouvrage (appelée ci-après l'association) ;

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

Le propriétaire s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Il pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare sous sa responsabilité qu'aucune recette commerciale n'a été réalisée, ni par lui-même, ni par d'autres personnes physiques ou morales, durant les années civiles 2006, 2007, 2008 dans le monument ou ses dépendances.

Art. 4. - L'association s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 96 % du montant de cette tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène, une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, le propriétaire s'engage à remettre à La demeure historique des attestations d'absence d'empêchement conformes au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. L'association s'associe à cet engagement. Le propriétaire et l'association déclarent que le monument sera ouvert dès la signature de la présente convention et durant toute la durée des travaux.

Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées européennes du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire (pour lui-même et ses ayants droit) et l'association s'engagent à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 11. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la

réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 13. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par le propriétaire, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, le propriétaire devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour les travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande

instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Le nu-propriétaire,
Philippe Gehl
L'usufruitière,
Françoise Gehl
L'association Château Saint-Sixte

Annexe I - Programme de travaux

Phase 1 : restauration des extérieurs

- échafaudages
- charpente
- couverture
- maçonnerie pierre de taille
- paratonnerre

Phase 2 : restauration des extérieurs (suite)

- échafaudages
- maçonnerie pierre de taille
- menuiserie
- ferronnerie/serrurerie

Phase 3 : Reprise de la zone désorganisée

- échafaudages
- maçonnerie pierre de taille
- charpente
- couverture

Phase 4 : restauration du porche

- échafaudages
- maçonnerie pierre de taille

Phase 5 : restauration d'une pièce lambrisée

- échafaudages
- menuiserie
- plâtrerie
- peinture

Phase 6 : restauration d'autres pièces en vue de l'ouverture au public

- échafaudages
- maçonnerie pierre de taille
- menuiserie
- plâtrerie
- peinture

Le nu-propriétaire,
Philippe Gehl
L'usufruitière,
Françoise Gehl
L'association Château Saint-Sixte

Valeur juin 2008	Clos et couvert			Restauration du 1 ^{er} étage		Total par lot
Lot	Les ext. hors partie désorganisée et porche	Reprise de la zone désorganisée	Le porche	La pièce lambrissée	Remise en état des autres pièces	
Installations de chantier Échafaudages	67 000	45 200	8 900	5 700	5 700	132 500
Maçonnerie pierre de taille	398 000	72 300	39 300	26 900	16 900	553 400
Charpente	143 800	35 500				179 300
Couverture	125 800	39 000				164 800
Paratonnerre	8 000					8 000
Menuiserie	183 100			92 500	53 000	328 600
Ferronnerie serrurerie	16 000					16 000
Plâtrerie				9 700	3 400	13 100
Sanitaire plomberie						
Peinture	50 000			28 400	16 200	94 600
Ensemble HT	991 700	192 000	48 200	163 200	96 200	1 490 300
Ensemble TTC 5,5 %	1 046 244	202 560	50 851	172 176	100 436	1 572 267
Approximation montant opération comprise provisions honoraires x 1,2 (1)	1 255 493	243 072	61 021	206 611	120 523	1 886 720

Le nu-propriétaire,
Philippe Gehl
L'usufruitière,
Françoise Gehl
L'association Château Saint-Sixte

Annexe II - Plan de financement

Valeur juin 2008	Clos et couvert			Restauration du 1 ^{er} étage		Total par lot
Lot	Les ext. hors partie désorganisée et porche	Reprise de la zone désorganisée	Le porche	La pièce lambrissée	Remise en état des autres pièces	
DRAC Lorraine	564 972	109 382	27 459	92 975	54 235	849 023
Conseil général	564 972	109 382	27 459	92 975	54 235	849 023
Association	25 110	4 861	1 220	4 132	2 410	37 733
Propriétaire	25 110	4 861	1 220	4 132	2 410	37 733
Mécénat	75 329	14 586	3 663	12 397	7 233	113 208
Total	1 255 493	243 072	61 021	206 611	120 523	1 886 720

Le nu-propriétaire,
Philippe Gehl
L'usufruitière,
Françoise Gehl
L'association Château Saint-Sixte

Annexe III**Coordonnées du maître d'ouvrage :**

M. André Masson, président de l'association Saint-Sixte

Château Saint-Sixte

57320 Freistroff

PAT 1 (charpente et couverture) :

Piantanida SA

88580 Saulcy-sur-Meurthe

Chanzy Pardoux

57130 Ars-sur-Moselle

Échéancier de leur réalisation :

De 5 à 8 ans

Calendrier prévisionnel de leur paiement :

Le nu-propriétaire,
Philippe Gehl
L'usufruitière,
Françoise Gehl

L'association Château Saint-Sixte

Convention de mécénat n° 2009-011 R du 4 novembre 2009 passée pour la villa Leihorra entre La demeure historique et la société civile immobilière Leihorra (et ses associés) propriétaire (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne la villa Leihorra, sis 1, impasse Muskoa, 64500 Ciboure, monument historique classé en totalité par arrêté du 10 mars 1995, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris ve, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* la société civile immobilière Leihorra, propriétaire du monument, dont le siège se trouve, Argizabal, 16, place Camille-Jullian, 64500 Ciboure (appelée ci-après la société civile), représentée par son gérant M. François Lannes, Argizabal, 16, place Camille-Jullian, 64500 Ciboure.

* les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

- Bruno Lannes, 1120 HUA, S Han lu 2000 50 Shanghai Chine : 37 %

- Valérie Lannes, 1120 HUA, S Han lu 2000 50 Shanghai Chine : 60 %

- Constance Lethu née LANNES, 13, rue du maréchal Joffre, 44000 Nantes: 1 %

- Stéphanie Lannes, 1120 HUA, S Han lu 2000 50 Shanghai Chine : 1 %

- Guillaume Lannes, 1120 HUA, S Han lu 2000 50 Shanghai Chine : 1 %

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

La société civile s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes, dont un seul est prêt à intervenir dans l'immédiat. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - La société civile déclare qu'elle même et l'entreprise Bouffard n'ont pas réalisé de revenus ou de profits nets au monument globalement, sur la période 2006-2008. Elle déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié à la villa Leihorra.

Art. 4. - La société civile s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 50 % du montant total du programme ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible.

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, La demeure historique constate qu'elle a reçu de la société civile, au regard des mécènes pressentis, des attestations d'absence d'empêchement émanant de tous les associés signataires de la convention et conformes au modèle établi.

La société civile s'engage à lui remettre des attestations semblables, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes qui viendraient s'ajouter au premier.

Art. 6. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au *pro rata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

Art. 9. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des

mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - La société civile s'engage à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 12. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la société civile et visées par l'architecte, qui

attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. La société civile les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Elle transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. La société civile n'étant pas assujettie à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 14. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 17. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3 le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 18. - La société civile s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par

La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 19. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye

Le gérant de la société civile et les associés,
François Lannes, Bruno Lannes, Valérie Lannes, Constance
Lethu, Stéphanie Lannes et Guillaume Lannes

Annexe I - Programme de travaux

Les travaux consistent en la mise en place sur la terrasse de la villa d'une couverture transparente rétractable destinée à protéger le patio et sa mosaïque des intempéries et des embruns.

- Verrière du patio 8 x 8,40 mètres
- Cadre porteur en tube avec 5 traverses intermédiaires
- 2 rails de guidage fixés sur maçonnerie
- motorisation

Leur coût est estimé à 91 436, 85 euros

Le gérant de la société civile,
François Lannes

Annexe II - Plan de financement

Aide espérée d'un mécène 45 718 euros (après retenue pour frais de 2 % de La demeure historique).

Aucune subvention publique accordée ou espérée.

Solde à la charge de la société civile 45 718, 85 euros.

Le gérant de la société civile,
François Lannes

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

AR Bouffard (constructions métalliques)

ZA du Hillans

1, rue Uralde

64990 Saint-Pierre-d'Irube

Calendrier de leur paiement :

- acompte en novembre 2009
- solde printemps 2010

Le gérant de la société civile,
François Lannes

Convention de mécénat n° 2009-012 R du 19 novembre 2009 passée pour le château d'Auteuil entre La demeure historique et la société civile de la Pintière-Darondeau (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château d'Auteuil, 60390 Berneuil-en-Bray pour lequel est inscrit au titre des monuments historiques par arrêté du 14 septembre 2007 : le château, façades et toitures, la plate-forme entourée de ses douves et les parcelles

attenant dont la grande pâture au nord, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris v^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* la société civile de la Pintière-Darondeau, propriétaire du monument, dont le siège se trouve château d'Auteuil, 60390 Berneuil-en-Bray (appelée ci-après la société civile), représentée par son gérant, Pol Thomas de la Pintière, château d'Auteuil, 60390 Berneuil-en-Bray ;

* les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

- Pol Thomas de la Pintière, château d'Auteuil, 60390 Berneuil-en-Bray : 50 %,

- Sabine Thomas de la Pintière (née Darondeau), château d'Auteuil, 60390 Berneuil-en-Bray : 50 %.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité :

- que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites,

- qu'ils sont destinés à améliorer l'accès du grand public ou des personnes handicapées au monument.

La société civile s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - La société civile déclare que « Château d'Auteuil SARL » et elle-même, considérés ensemble,

n'ont pas réalisé de revenus ou de profits nets au monument globalement, sur la période 2006-2008. Elle déclare qu'il n'y a pas de dirigeant salarié ni de directeur salarié au château d'Auteuil.

Art. 4. - La société civile s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat de 100 % du montant de chaque tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, la société civile s'engage à remettre à La demeure historique des attestations d'absence d'empêchement émanant de tous les associés signataires de la convention, à l'égard de chacun des mécènes et préalablement à tout don ou promesse de don.

Art. 6. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au *pro rata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

Art. 9. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux handicapés, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - La société civile s'engage à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 12. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence

de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la société civile et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. La société civile les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Elle transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. La société civile n'étant pas assujettie à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 14. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 17. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le

remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 18. - La société civile s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 19. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽¹⁾, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

⁽¹⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Roland de Calonne
Les propriétaires,
Pol Thomas de la Pintièrre et Sabine Thomas de la Pintièrre

Annexe I - Programme de travaux

Description des travaux, prix HT

Maçonnerie :

Restauration des 3 ponts du XVII^e :

- Pont entrée cour d'honneur : 14 000 euros
- Double pont façade nord : 20 000 euros
- Pont ouest : 4 000 euros

Restauration des murs des douves sèches en brique et silex : 22 000 euros

Restauration de la façade aux endroits les plus fragilisés : briques manquantes, linteaux, corniches) : 12 000 euros

Restauration des cheminées :

- remplacement de poteries, rénovation des joints : 20 000 euros

Restauration escalier d'accès aux douves : 8 000 euros

Restauration perron principal : 6 000 euros

Restauration de la grille d'entrée :

- remise en état, sablage et peinture : 6 000 euros

Total maçonnerie: 112 000 euros

Couverture :

Restauration toiture de la chapelle en ardoise naturelle : 25 000 euros

Absides en gironné : 6 000 euros X 2 absides

Chéneaux : 35 000 euros

Faîtage Aile : 4 500 euros

Réfection dessus de lucarnes : 5 500 euros

Total Couverture: 82 000 euros

Huisseries :

30 fenêtres et portes extérieures sont concernées par cette rénovation.

Elles seront reproduites à l'identique en chêne massif.

Les crémones et espagnolettes existantes seront restaurées.

Les huisseries se répartissent en quatre catégories :

- 2 portes-fenêtres au prix de 6 000 euros pièce
- 13 fenêtres au prix unitaire de 1 500 euros
- 9 fenêtres au prix unitaire de 2 500 euros
- 6 fenêtres au prix unitaire de 3 000 euros

Total Huisseries : 72 000 euros

Coût total estimé : 266 000 euros

Les propriétaires,
Pol Thomas de la Pintièrre, gérant de la société civile et Sabine Thomas de la Pintièrre

Annexe II - Plan de financement

- Aide espérée des mécènes 212 800 euros (après frais de 2 % de La demeure historique),
- Subventions publiques espérées : 20 % soit 53 200 euros (en cours),
- Le cas échéant, emprunts,
- Solde à la charge de la société civile.

Le gérant de la société civile,
Pol Thomas de la Pintièrre

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

Échéancier de leur réalisation (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe III après cet événement, à la diligence de la société civile).

Calendrier de leur paiement (même remarque).

Le gérant de la société civile,
Pol Thomas de la Pintièrre

Convention de mécénat n° 2009-013 R/A du 14 décembre 2009 passée pour le château de Courcy entre La demeure historique et la société civile de Courcy (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Courcy, 6, avenue de Courcy, 50310 Fontenay-sur-Mer, monument historique inscrit pour ses façades, toitures et le jardin par arrêté du 22 février 1968 et les intérieurs (à l'exclusion du sous-sol), les douves du parterre est et leur déversoir, le jardin clos, son colombier, son pavillon d'angle, ses douves et ses murs de clôture, le parc et ses allées, la grande allée dite « avenue de Courcy » par arrêté du 28 février 1995, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris v^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* la société civile immobilière de Courcy, propriétaire du monument, dont le siège se trouve château de Courcy, 6, avenue de Courcy, 50310 Fontenay-sur-Mer (appelée ci-après la société civile), représentée par son gérant, M. Jean Gatellier, 15, rue Gudin, 75016 Paris ;

* les associés de cette société civile, dont la liste est la suivante :

- Jean Gatellier, 15, rue Gudin, 75016 Paris : 11 630 parts,

- Marie-Anne Gatellier, 15, rue Gudin, 75016 Paris : 987 parts,

- Alexandra Gatellier, 15, rue Gudin, 75016 Paris : 987 parts.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. La société civile déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites ou qu'ils sont destinés à améliorer l'accès du grand public ou des personnes handicapées au monument.

La société civile s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours d'un ou plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par la société civile, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - La société civile déclare qu'elle n'a pas réalisé de revenus dans le monument, sur la période 2006-2008.

Art. 4. - La société civile s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 100 % du montant de chaque tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;

- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;

- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;

- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, la société civile s'engage à remettre à La demeure historique des attestations d'absence d'empêchement émanant de tous les associés signataires de la convention conformes au modèle établi, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes qui viendraient s'ajouter au premier.

Art. 6. - La société civile s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les associés s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à

conserver leurs parts sociales pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts sociales, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts sociales, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au *pro rata* du nombre de parts sociales en cause dans le nombre total de parts de la société civile.

Art. 9. - La société civile s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. La société civile devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux handicapés, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre la société civile et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

La société civile s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - La société civile s'engage à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de

tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les associés s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 12. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de la société civile et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. La société civile les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Elle transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. La société civile n'étant pas assujettie à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, la société civile ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 14. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par la société civile, La demeure historique retiendra

pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 17. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant de l'article 3 le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, la société civile devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 18. - La société civile s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 19. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par la société civile. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, la société civile, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui de la société civile), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don

irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽¹⁾, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Le gérant de la société civile,
Jean Gatellier
Les associés,
Marie-Anne Gatellier et Alexandra Gatellier

Annexe I - Programme de travaux

Description des travaux (travaux TTC)

Phase n° 1 : 11 026 euros

- Travaux sur la façade arrière : réfection de 2 chaînes d'angles et bandeau : 8 026 euros
- Reprise végétaux Jardin Clos et Cour d'honneur : 3 000 euros

Phase n° 2 : 8 000 euros

- Réfection arrosage Jardin (forage) : 5 000 euros
- Suppression de certains câbles en façade : 2 000 euros
- Réparation des fenêtres extérieures : 1 000 euros

Phase n° 3 : 15 152 euros

- Travaux sur mur d'enceinte côté droit et gauche : 10 152 euros
- Reprise enduit au clou sur façade Est : 5 000 euros

Phase n° 4 : 12 162 euros

- Accès handicapé à travers le musée et parking : 4 000 euros
- Travaux sur mur de clôture Jardin clos : 5 162 euros
- Réparation volets et fenêtres extérieures : 3 000 euros

⁽¹⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

Phase n° 5 : 13 000 euros

- Réparation volets et fenêtres extérieures (suite) :
3 000 euros

- Réparation fuites douves : 10 000 euros

Total travaux : 59 140 euros

Le gérant de la société civile,
Jean Gatellier

Annexe II - Plan de financement**Phase n° 1 : 11 026 euros***** Subvention :**

- DRAC : 1 617 euros

- CR

- CG : 1 213 euros

* **Mécénat** : 8 296 euros

Phase n° 2 : 8 000 euros*** Subvention :**

- DRAC

- CR

- CG

* **Mécénat** : 8 000 euros

Phase n° 3 : 15 152 euros*** Subvention :**

- DRAC : 2 000 euros (espérés)

- CR

- CG : 1 500 euros

* **Mécénat** : 11 652 euros

Phase n° 4 : 12 162 euros*** Subvention :**

- DRAC

- CR

- CG

* **Mécénat** : 12 162 euros

Phase n° 5 : 13 000 euros*** Subvention :**

- DRAC

- CR

- CG

* **Mécénat** : 13 000 euros

Le gérant de la société civile,
Jean Gatellier

Annexe III**Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :**

Maçonnerie SARL Gérard Maurouard

Le Haut Gallion

50 700 Valognes

(réfection des chaînes d'angle, du mur d'enceinte et de l'enduit au clou)

Les Botaniques du Val d'Ouve

La Meloquerie

50 390 Saint Sauveur le Vicomte

(végétaux)

Lebredonchel

10, lieu dit la Chevalerie

50 390 Nehou

(menuiseries fenêtres)

Ets Perdreau Ouest Forage

50 710 Creances

(arrosage)

Échéancier de leur réalisation :

Phase n° 1 : 2010

Phase n° 2 : 2010/2011

Phase n° 3 : 2011/2012

Phase n° 4 : 2012/2013

Phase n° 5 : 2013/2014

Calendrier de leur paiement (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe III après cet événement, à la diligence de la société civile),

Le gérant de la société civile,
Jean Gatellier

Convention de mécénat n° 2009-014 R du 16 décembre 2009 passée pour le château de Bourgon entre La demeure historique et l'indivision Ducatillon (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Bourgon, route de Belgeard, 53150 Montourtier, monument historique :

- inscrit pour l'ensemble des communs et bâtiments de service, cour, jardins, terrains d'assiette archéologique de la plate-forme de l'ensemble castral avec son mur de soutènement et la basse-cour ainsi que l'emprise de l'ancien étang et des douves par arrêté du 29 décembre 1994 ;

- classé pour le château, avec la chapelle, et système d'entrée comprenant les tours, le pont dormant et le portail par arrêté du 9 août 1996, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris v^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 *bis* de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 *bis* du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* l'indivision Ducatillon, propriétaire du monument, dont le siège se trouve château de Bourgon, route de Belgeard, 53150 Montourtier (appelée ci-après l'indivision), représentée par son gérant, M. Alain Ducatillon (même adresse) ;

* les indivisaires, dont la liste est la suivante :

- M. Alain Ducatillon, château de Bourgon, route de Belgeard, 53150 Montourtier,

- M^{me} Isabelle Ducatillon, château de Bourgon, route de Belgeard, 53150 Montourtier.

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe 1. L'indivision déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites.

L'indivision s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies ne permettent pas d'engager la totalité du programme, elle le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme qui ne résulteraient pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par l'indivision, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - L'indivision déclare qu'elle n'a pas réalisé de revenus ou de profits nets au monument, sur la période 2006-2008.

Art. 4. - L'indivision s'engage :

- à lancer chacune des tranches de travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat d'au moins 85 % du montant de chaque tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;

- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'elle sera en possession de ces documents ;

- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;

- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;

- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, l'indivision s'engage à remettre à La demeure historique des attestations d'absence d'empêchement émanant de tous les signataires de la convention, et conformes au modèle établi, préalablement à tout don ou promesse de don, à l'égard de chacun des mécènes.

Art. 6. - L'indivision s'engage à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Les indivisaires s'engagent pour eux-mêmes et leurs ayants droit, chacun en ce qui le concerne, à conserver leurs parts d'indivision pendant dix ans au moins à compter de la date d'achèvement des travaux.

Art. 8. - En cas de succession incluant des parts d'indivision, les héritiers pourront reprendre collectivement l'engagement pris à l'article 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur des parts d'indivision, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, le remboursement prévu à l'article 17 deviendra exigible, au *pro rata* du nombre de parts d'indivision en cause dans le nombre total de parts de l'indivision.

Art. 9. - L'indivision s'engage à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les

parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. L'indivision devra en aviser la direction régionale du tourisme chaque année avant le 31 janvier, par lettre recommandée.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux handicapés, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre l'indivision et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite, dans la limite de dix jours par année civile. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

L'indivision s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 10. - L'indivision s'engage à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Art. 11. - Les indivisaires s'engagent pour une durée de dix ans, chacun en ce qui le concerne, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre de dons qu'ils effectueraient en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine.

Art. 12. - La demeure historique et les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de

présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 13. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom de l'indivision et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. L'indivision les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Elle transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. L'indivision n'étant pas assujettie à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, l'indivision ne fera figurer dans ses comptes ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs. Elle n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

Art. 14. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 15. - Sans objet.

Art. 16. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par l'indivision, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 17. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er} et 3, l'indivision devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 (et 9), le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 9, l'indivision devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements qu'elle aura effectués pour le monument. Ce montant sera

toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 18. - L'indivision s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 19. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par l'indivision. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par cette dernière, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, l'indivision, seule responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 20. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui de l'indivision), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 21. - Si leur importance est significative, les modifications de programme mentionnées à l'article 1^{er} donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 22. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable du mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive⁽¹⁾, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 16.

Art. 23. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande

instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
Alain Ducatillon et Isabelle Ducatillon

Annexe I - Programme de travaux

Description des travaux :

Phase 1 : Restauration de toitures : 38 000 euros TTC

Phase 2 : Restauration de toitures : 30 000 euros TTC

Phase 3 : Restauration de toitures : 30 000 euros TTC

Coût total estimé : 98 000 euros TTC

Les propriétaires,
Alain Ducatillon et Isabelle Ducatillon

Annexe II - Plan de financement

Le plan de financement est le même pour chaque phase :

*** Subventions publiques : 45 %**

- DRAC : 15 % des travaux
- Conseil régional : 20 % des travaux
- Conseil général : 10 % des travaux

*** Mécénat : 40 % des travaux**

*** Le propriétaire : 15 % des travaux**

Phase 1 :

- Subventions publiques : 17 100 euros
- Mécénat (après retenue pour frais de La demeure historique) : 15 200 euros
- Propriétaire : 5 700 euros

Phase 2 :

- Subventions publiques : 13 500 euros
- Mécénat (après retenue pour frais de La demeure historique) : 12 000 euros
- Propriétaire : 4 500 euros

Phase 3 :

- Subventions publiques : 13 500 euros
- Mécénat (après retenue pour frais de La demeure historique) : 12 000 euros
- Propriétaire : 4 500 euros

Les propriétaires,
Alain Ducatillon et Isabelle Ducatillon

⁽¹⁾ Par exemple, l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation administrative de travaux.

Annexe III

Coordonnées de l'entreprise qui réalisera les travaux :

SARL Colart Stéphane

Les Jaunels

53 440 Begeard

Échéancier de leur réalisation :

Phase 1 : 2010

Phase 2 : 2011

Phase 3 : 2012

Calendrier de leur paiement (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe III après cet événement, à la diligence de l'indivision).

Les propriétaires,
Alain Ducatillon et Isabelle Ducatillon

Convention de mécénat n° 2009-015 R du 16 décembre 2009 passée pour le château de Caumale entre La demeure historique et M^{me} Geneviève Fabre, nu-propriétaire et M. François Marres, usufruitier (articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine).

La présente convention concerne le château de Caumale, 40000 Escalans, monument historique inscrit par arrêté du 31 janvier 2002 pour le logis fortifié, l'enceinte et les piliers des anciens portails, y compris les piliers du portail, et l'ancien parterre en totalité ; les façades et toitures des communs délimitant la cour intérieure du château et les bâtiments des communs formant le Petit Caumale, appelé ci-après le monument.

Elle est passée entre :

* La demeure historique, association reconnue d'utilité publique, domiciliée 57, quai de la Tournelle, Paris V^e, agréée le 8 juillet 2008 par le ministre chargé du budget en application du 2 bis de l'article 200 et du f du 1 de l'article 238 bis du Code général des impôts, représentée par M. Jean de Lambertye, son président ;

* M. François Marres, 202, avenue de la Croix-Blanche, 40310 Gabarret, et M^{me} Geneviève Fabre, route du Bayle, 40170 Saint-Julien-en-Born, propriétaires du monument (appelés ci-après le propriétaire).

Art. 1^{er}. - La convention s'applique au programme de travaux décrit et évalué à l'annexe I. Le propriétaire déclare sous sa responsabilité que ces travaux portent sur des parties classées ou inscrites du monument, ou

sur des parties dont le maintien en bon état est nécessaire à la conservation des parties classées ou inscrites ou qu'ils sont destinés à améliorer l'accès du grand public ou des personnes handicapées au monument.

Le propriétaire s'engage à informer La demeure historique des modifications qui seraient imposées ultérieurement au programme par les autorités administratives.

Si les ressources recueillies par le propriétaire ne permettent pas d'engager la totalité du programme, il le réduira à due concurrence, avec l'accord de La demeure historique.

Les modifications de programme mentionnées aux deux alinéas précédents ne feront pas l'objet d'avenants à la convention. En revanche, les extensions de programme ne résultant pas d'exigences administratives donneront lieu à de tels avenants.

Art. 2. - Le plan de financement figurant à l'annexe II prévoit le concours de plusieurs mécènes, dont un seul est prêt à intervenir dans l'immédiat. Ce plan pourra en tant que de besoin être modifié par le propriétaire, avec l'accord de La demeure historique. Cette modification ne fera pas l'objet d'un avenant à la convention.

Art. 3. - Le propriétaire déclare que le monument n'a pas réalisé de revenus ou de profits nets, sur la période 2006-2008.

Art. 4. - Le propriétaire s'engage :

- à lancer les travaux dès que deux conditions auront été remplies : l'obtention d'un financement par les subventions publiques ou le mécénat de 100 % du montant de chaque tranche ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible (si elle n'est pas déjà complète).

Art. 5. - Compte tenu des empêchements énumérés par la loi et l'instruction administrative pour cause de parenté, d'alliance ou de présence dans certains conseils d'administration, le propriétaire s'engage à

remettre à La demeure historique une attestation d'absence d'empêchement conforme au modèle établi par elle, préalablement à tout don ou promesse de don.

Art. 6. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à conserver le monument pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux.

Cet engagement fait obstacle à la vente de l'immeuble, au démembrement de sa propriété (sauf pour cause de transmission à titre gratuit), à son échange, à son apport en société, à la cession de droits indivis.

Art. 7. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à ouvrir au public, pendant dix ans après l'achèvement des travaux, les parties du monument qui ont fait l'objet de ceux-ci. Le public sera admis à les visiter cinquante jours par an, dont vingt-cinq jours non ouvrables, au cours des mois d'avril à septembre inclus, ou bien quarante jours par an au cours des mois de juillet, août et septembre. Le propriétaire en avisera chaque année avant le 31 janvier la délégation régionale du tourisme, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lorsque les travaux concernent l'accessibilité du monument au grand public ou aux personnes handicapées, l'obligation d'ouverture à la visite porte sur les parties dont l'accès aura été amélioré.

Lorsqu'une ou plusieurs conventions portant sur l'organisation de visites du monument par des groupes d'élèves de l'enseignement primaire ou secondaire, des groupes de mineurs encadrés par des structures d'accueil collectif à caractère éducatif mentionnées à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles, ou des groupes d'étudiants auront été conclues entre le propriétaire et les établissements d'enseignement publics ou privés sous contrat d'association avec l'État ou les structures mentionnées, la durée minimale d'ouverture au public sera réduite. Cette réduction sera égale au nombre de jours au cours desquels le monument aura fait l'objet d'une telle visite, comprenant au moins vingt participants, entre le 1^{er} septembre de l'année précédente et le 31 août ; elle ne pourra excéder dix jours par année civile.

Le propriétaire s'engage à participer, sur demande des services chargés des monuments historiques, aux opérations organisées à l'initiative du ministère chargé de la culture ou coordonnées par lui et destinées à promouvoir le patrimoine auprès du public (Journées du patrimoine, notamment).

Art. 8. - Le propriétaire s'engage pour lui-même et ses ayants droit à informer La demeure historique, au moins un mois à l'avance, de tout événement contraire

à l'article 6, ainsi que de toute réduction des horaires ou de l'étendue des visites.

Il s'engage à informer ses héritiers ou donataires, dès l'entrée en vigueur de la convention, des obligations résultant des articles 6 et 7, et du risque de devoir rembourser l'aide reçue au cas où elles ne seraient pas respectées.

Art. 9. - En cas de succession incluant le monument, les héritiers pourront reprendre collectivement les engagements résultant des articles 6 et 7 pour la durée restant à courir. En cas de donation portant sur le monument, cette faculté de reprise sera ouverte au donataire.

Si ces engagements ne sont pas repris, la convention cessera de s'appliquer et le remboursement prévu à l'article 16 deviendra exigible.

Art. 10. - Le propriétaire s'engage, pour une durée de dix ans à compter de la signature de la convention, à ne pas demander de réduction d'impôt au titre d'un don qu'il effectuerait en faveur d'un autre monument privé ou d'un immeuble labellisé par la Fondation du patrimoine⁽¹⁾.

Art. 11. - La demeure historique et le ou les mécènes n'auront aucune obligation de surveillance des travaux. Ils pourront néanmoins participer, s'ils le souhaitent, en qualité d'observateurs, aux réunions de chantier et à la réunion de réception des travaux. Leur absence de ces réunions ne les privera pas de la possibilité de présenter ultérieurement des observations, notamment s'ils estiment que les travaux ne sont pas conformes au programme, au permis de construire ou à l'autorisation administrative, et de faire valoir leurs droits en conséquence.

Art. 12. - Les demandes d'acomptes et les factures de travaux seront émises par les entrepreneurs au nom du propriétaire et visées par l'architecte, qui attestera de leur conformité au programme et aux devis retenus. Le propriétaire les visera à son tour et attestera de la réalité des prestations effectuées. Il transmettra ces pièces à La demeure historique, qui règlera les entrepreneurs dans la limite de la somme disponible. Le propriétaire n'étant pas assujéti à la TVA, La demeure historique règlera le montant TTC.

En conséquence, le propriétaire ne fera figurer ni les dépenses de travaux ainsi prises en charge ni les règlements correspondants de La demeure historique aux entrepreneurs dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Il n'y fera figurer que la fraction restant à sa charge.

⁽¹⁾ Article destiné à éviter les financements croisés ou circulaires (voir mode d'emploi § 18).

Art. 13. - Avant de régler une facture, La demeure historique s'assurera, au vu du document lui-même ou du devis, qu'il s'agit bien d'une dépense de réparation ou de restauration historique, ou encore, si le programme le prévoit, d'une dépense de sécurité, d'accessibilité du monument ou d'aménagement des locaux destinés au personnel. Les honoraires correspondants d'architectes et de cabinets d'études pourront également être réglés par La demeure historique.

Elle ne sera en aucune manière tenue de contrôler les montants figurant sur les factures, la responsabilité de l'architecte et du propriétaire se trouvant engagée par leurs visas.

Art. 14. - Sans objet.

Art. 15. - Indépendamment de la commission d'ouverture de dossier acquittée de manière définitive par le propriétaire, La demeure historique retiendra pour ses frais de gestion 2 % du montant du ou des dons qu'elle aura reçus.

Art. 16. - En cas d'erreur significative entachant l'une des déclarations mentionnées aux articles 1^{er}, 3 et 5, le propriétaire devra rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Cette obligation incombera également, après lui, à ses ayants droit, même s'ils ne sont pas responsables de l'erreur commise. S'agissant de l'article 1^{er}, le remboursement sera proportionnel à l'incidence de l'erreur. S'agissant des articles 3 et 5, le remboursement sera total.

En cas de manquement aux engagements pris aux articles 6 et 7, le propriétaire et ses ayants droit devront rembourser à La demeure historique le montant des règlements pour travaux qu'elle aura effectués. Ce montant sera toutefois réduit de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements auront été respectés.

Art. 17. - Le propriétaire s'engage, pour le cas où le total des subventions publiques et de l'aide fournie par La demeure historique excéderait le coût des travaux, à reverser l'excédent à cette dernière.

Art. 18. - Si un mécène n'honore pas une promesse irrévocable de don, La demeure historique lui adressera une mise en demeure, sauf renonciation au don par le

propriétaire. Elle pourra subordonner l'engagement d'actions plus contraignantes à la prise en charge, par ce dernier, de tout ou partie des frais d'avocat et de procédure.

Si un mécène exerce un recours contre La demeure historique au sujet des travaux ou de leurs résultats, le propriétaire, seul responsable de ces travaux, devra prendre à sa charge la totalité des frais d'avocat et de procédure.

Art. 19. - La convention sera, dès sa signature, mise en ligne sur le site de La demeure historique (et sur celui du propriétaire), et remise au mécène pressenti. La demeure historique la transmettra au ministère chargé de la culture, qui pourra la mettre en ligne sur son propre site s'il y a convenance. Après l'entrée en vigueur de la convention, La demeure historique la transmettra également au bureau des agréments de la direction générale des finances publiques.

Art. 20. - Si leur importance est significative, les modifications de programme et de plan de financement mentionnées aux articles 1^{er} et 2 donneront lieu aux mêmes publications et transmissions.

Art. 21. - La convention entrera en vigueur lors de la réception, par La demeure historique, d'un don irrévocable d'un mécène ou d'une promesse de don comportant une échéance précise. Lorsque la promesse sera assortie d'une condition suspensive, la convention n'entrera en vigueur que lors de la réalisation de cette condition.

La demeure historique ne sera engagée qu'à concurrence du ou des dons effectivement reçus par elle, et diminués de la retenue prévue à l'article 15.

Art. 22. - En cas de difficulté d'interprétation de clauses de cette convention, la solution sera celle qui figure le cas échéant dans le mode d'emploi de La demeure historique. Un exemplaire à jour de ce guide a été remis au propriétaire. Le tribunal de grande instance de Paris sera seul compétent pour connaître des litiges éventuels.

La demeure historique,
Jean de Lambertye
Les propriétaires,
François Marres et Geneviève Fabre

Annexe I - Programme de travaux

La première phase des travaux consistent en la restauration des toitures du corps de logis principal et des tours, des murs pignon et souches de cheminées, en la récupération des eaux pluviales, et en l'intervention d'urgence sur les planchers intérieurs du château de Caumale. Le coût estimé se décompose comme suit :

Restauration des charpentes et couvertures du château	
Installation de chantier	6 583,60 euros
Échafaudages, manutention et nettoyage de chantier	46 348,20 euros
Toiture du corps de logis central	62 950,62 euros
Plancher combles	22 874,40 euros
Couverture des murs pignons	3 308,84 euros
Récupération des eaux pluviales	9 284,45 euros
Toiture des tours	106 724,14 euros
Travaux complémentaires sur le château	
Reprise des arases et gènoises	23 417,37 euros
Souches de cheminées et réseau eaux pluviales	12 900,45 euros
Travaux intérieurs de reprise	
(planchers, cloisons, plafonds, menuiserie, conduits de fumée, électricité, nettoyage et évacuation des gravats)	107 572,52 euros
Travaux sur les communs	
Toitures des communs	185 899,76 euros
Traitement de la cour	119 153,48 euros
Travaux divers	
Assainissement du château	13 353,80 euros
Sanitaire et accès handicapés	6 850,10 euros
Total	
Total travaux	727 221,73 euros
Honoraires architectes	72 722,17 euros
Total HT	799 943,90 euros
TVA 5,5%	43 996,91 euros
Coordination SPS (TTC)	5 300,00 euros
Total TTC	849 240,81 euros

La deuxième phase consiste en la réhabilitation et remise en état des espaces verts du château de Caumale. Le coût estimé se décompose comme suit :

Remise en état du parc : abattage d'arbres dangereux, évacuation des arbres sinistrés, broyage et évacuation des végétaux, remise en état de prairie, soins de taille d'entretien aux arbres du parc, plantation d'arbres de grande taille le long de l'allée cavalière, arbres de repeuplement pour le parc, plantation d'une haie sur le périmètre total de la propriété	92 710,00 euros
Réfection de l'allée cavalière	36 094,00 euros
Réalisation d'un potager colonial de 400 m² (4 carrés de plantation, clôture en brande, paillote centrale de 20m ²)	15 646,00 euros
Total	
Total HT	144 450,00 euros
TVA 5,5%	7 944,75 euros
Total TTC	152 394,75 euros

Total des travaux prévus (phase 1 et phase 2) : **1 001 635,56 euros TTC.**

Les propriétaires,
François Marres et Geneviève Fabre

Annexe II - Plan de financement

Phase de travaux n° 1 (849 240,81 TTC) concernant la restauration du gros œuvre

Aide espérée d'un mécène (après retenue pour frais de La demeure historique)	85 %	721 854,68 euros
Subventions publiques accordées ou espérées	15 %	127 386,12 euros
Solde à la charge du propriétaire	0 %	0 euros

Phase de travaux n° 2 (152 394,75euros TTC) concernant la restauration de l'espace paysager

Aide espérée d'un mécène (après retenue pour frais de La demeure historique)	85 %	129 535,54 euros
Subventions publiques accordées ou espérées	15 %	22 859,25 euros
Solde à la charge du propriétaire	0 %	0 euros

Les propriétaires,
François Marres et Geneviève Fabre

Annexe III

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux :

Phase de travaux n° 1 concernant la restauration du gros œuvre :

Travaux dont la maîtrise d'œuvre est confiée au cabinet Architecture patrimoine, sous la tutelle de M. Philippe Leblanc, architecte DPLG DESCCMA
16, rue Voltaire
33110 Le Bouscat

Sous son autorité :

- Entreprise Farbos Charpente-Couverture-Zinguerie, 3, avenue de Tontoulon - 33430 Bazas
- Entreprise TMH Restauration du Patrimoine, 29, chemin Richelieu - 33270 Floirac

Phase de travaux n° 2 concernant la restauration de l'espace paysager :

Travaux confiés à l'entreprise Paysagia, créateur d'espaces verts
Quartier le soudan
40390 Biaudos

Échéancier de leur réalisation :

Phase n° 1 : début des travaux : 1^{er} trimestre 2010, pour un délai d'exécution de 7 mois.

Phase n° 2 : début des travaux : 2011.

Calendrier prévisionnel de leur paiement (l'ordre de service n'étant donné qu'après la signature de la convention, l'échéancier pourra être ajouté à l'annexe III après cet événement, à la diligence de la société civile).

Les propriétaires,
François Marres et Geneviève Fabre

Avenant du 5 janvier 2010 à la convention n° 2008/001 A de mécénat passée entre La demeure historique et M. Frédéric Toussaint, propriétaire, pour l'accessibilité du manoir du Catel.

Le présent avenant concerne la convention de mécénat n° 2008/001 A passée entre La demeure historique et M. Frédéric Toussaint, propriétaire, pour l'accessibilité du manoir du Catel (244, rue du Manoir-du-Catel, 76 190 Écretteville-lès-Baons) signée le 29 décembre 2008.

Art. 1^{er}. - L'article 3 de la convention est modifié comme suit :

« Le propriétaire s'engage :

- à lancer les travaux de la tranche A dès que deux conditions auront été remplies : la réception, par La demeure historique, d'un don ou d'une promesse irrévocable de don comportant des échéances précises ; l'obtention du permis de construire ou de l'autorisation de travaux ;
- à lancer les travaux des tranches B, C et D sous réserve de l'obtention d'un financement par le biais de mécénat d'au moins 80 % du montant total du programme ;
- à mener ces travaux à bien dans les meilleurs délais ;
- à remettre à La demeure historique une copie des devis retenus, de l'ordre de service et du procès-verbal de réception des travaux, dès qu'il sera en possession de ces documents ;
- de même, à remettre à la demande du mécène une copie de ces deux derniers documents ;
- à les informer de tout incident grave pouvant affecter la marche des travaux ;
- à compléter l'annexe III dès que possible ».

Art. 2. - Le programme de travaux prévu à l'annexe I de la convention n° 2008/001 A est complété comme suit :

« Tranche D :

- Isolation des toilettes adaptées au public en situation de handicap moteur ;
- Aménagement des sols intérieurs de la partie nord en vue de les adapter aux personnes en situation de handicap ;

Budget prévisionnel : 16 000 euros HT ».

L'annexe I du présent avenant remplace l'annexe I de la convention n° 2008/001 A signée le 29 décembre 2008.

Art. 3. - Le plan de financement prévu à l'annexe II de la convention n° 2008/001 A est complété comme suit :

« Tranche D :

Financement prévisionnel :

- Mécénat : 16 000 euros
- Subventions collectivités publiques : 0 euros

L'annexe II du présent avenant remplace l'annexe II de la convention n° 2008/001 A signée le 29 décembre 2008.

Le président de La demeure historique,
Jean de Lambertye
Le propriétaire,
Frédéric Toussaint

Annexe I - Programme de travaux

Accessibilité au site et accueil des visiteurs en situation de handicap

Descriptif du projet : Le parking du manoir du Catel qui n'est pas encore aménagé ou stabilisé est en emprise sur un champ appartenant au propriétaire et dédié à cet usage. Il est situé derrière le manoir.

Son importance est capitale car il n'existe aucune aire de stationnement à proximité et que ce soit en temps de visite normale ou lors de manifestations spécifiques, il est le seul lieu de stationnement pour les voitures particulières ou les cars.

Le problème d'accessibilité au manoir lui-même est central et pose de nombreuses questions de sécurité. En effet, depuis le parking les visiteurs sont obligés de marcher sur la route qui comporte des virages et des zones de non-visibilité.

Le propriétaire a donc décidé d'acquérir une bande de terre située de l'autre côté de la route afin d'y aménager une contre-allée sécurisée qui servira :

- aux handicapés,
- aux groupes de scolaires et de seniors,
- au grand public.

Le programme de travaux se divise en trois tranches comme suit :

Tranche A :

- le terrassement pour créer la contre-allée et son talus de terre dans l'esprit des clos-masures,
- le passage technique au-dessus des écoulements d'eau pluviale,
- la plantation des hêtres et charmes pour protéger les deux côtés de l'allée avec une haie de haut jet et une haie basse taillée.

Budget prévisionnel : 12 500 euros HT.

Tranche B :

- la création d'une barrière mécanisée et télécommandée conçue sous le contrôle de la DRAC et de l'architecte des Bâtiments de France permettant d'autoriser l'accès « fauteuil roulant » ou « voiture particulière » depuis l'entrée de la propriété,
- le déplacement de la barrière d'accès au parking pour la remettre dans l'axe de l'entrée de la contre-allée et sa réalisation en adéquation esthétique avec la barrière d'accès au manoir.

Budget prévisionnel : 25 000 euros HT.

Tranche C :

- la création de 4 places de parking aux normes « handicapés » contre le mur d'enceinte du manoir en lieu et place d'un hangar agricole à démonter dans le cadre de l'aménagement de l'aile nord du site,
- l'aménagement de l'allée latérale d'accès au manoir et du sol pavé sous le porche.

Budget prévisionnel : 55 000 euros HT.

Tranche D :

- isolation des toilettes adaptées au public en situation de handicap moteur,
- aménagement des sols intérieurs de la partie nord en vue de les adapter aux personnes en situation de handicap.

Budget prévisionnel : 16 000 euros HT.

Le propriétaire,
Frédéric Toussaint

Annexe II - Plan de financement Phase 1

Le plan de financement prévisionnel est présenté en fonction des 3 tranches de travaux envisagés.

Tranche A :

Budget prévisionnel : 12 500 euros

Financement prévisionnel :

- Mécénat : Bernard Toubanc : 10 000 euros
- CAUE : 2 500 euros

Tranche B :

Budget prévisionnel : 25 000 euros

Financement prévisionnel :

- Mécénat : 15 000 euros
- Subventions collectivités publiques : 10 000 euros

Tranche C :

Budget prévisionnel : 55 000 euros

Financement prévisionnel :

- Mécénat : 40 000 euros
- Subventions collectivités publiques : 15 000 euros

Tranche D :

Budget prévisionnel : 16 000 euros

Financement prévisionnel :

- Mécénat : 16 000 euros
- Subventions collectivités publiques : 0 euros

Le propriétaire,
Frédéric Toussaint

Annexe III**Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux de la tranche A :**Terrassement :

Jacques Ropiquet

Entreprise de travaux agricoles

76190 Écretteville-lès-Baons

Fourniture d'arbres et plantations :

Michel Bonmartel

Entreprise de création de jardins et d'espaces verts

76190 Envronville

Les coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux des tranches B et C seront précisées ultérieurement.

Coordonnées des entreprises qui réaliseront les travaux de la tranche D :

Ateliers Benard Christophe

Menuiserie Ébénisterie

Hameau de Neuf-Mesnil

76570 Cideville

Le propriétaire,
Frédéric Toussaint

MUSÉES**Décision DRH/n° 48 du 4 juin 2010 portant nomination des représentants du personnel au comité hygiène et sécurité de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.**

Le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le procès-verbal établi par le bureau de vote en date du 2 avril 2010 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité institués auprès des comités techniques paritaires des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication ;

Sur la proposition des organisations syndicales intéressées,

Décide :

Art. 1^{er}. - Les représentants du personnel désignés par les organisations syndicales pour siéger au comité hygiène et sécurité de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles sont :

*** Titulaires :**

1. M. Damien Bodereau, SCHADOV-CGT
2. M^{me} Sylvana Christians, SCHADOV-CGT
3. M. Hubert Tambon, SCHADOV-CGT
4. M^{me} Catherine Noury, SCHADOV-CGT
5. M. Jan Boersma, CFDT-CULTURE
6. M. Jean-Luc Auge, CFDT-CULTURE
7. M^{me} Laurence Picouleau, CFDT-CULTURE
8. M. Gérard Palmyre, SNAC-FO
9. M^{me} Sylvie Bamde, SUD-CULTURE

*** Suppléants :**

1. M^{me} Micheline Garnier, SCHADOV-CGT
2. M. Kévin van Lichtervelde, SCHADOV-CGT
3. M^{me} Sophia Tambon-Sporny, SCHADOV-CGT
4. M. Gérard Drouin, SCHADOV-CGT
5. M. Didier Lolo, CFDT-CULTURE
6. M. Thorkael Jean, CFDT-CULTURE
7. M^{me} Brigitte Scatollin, CFDT-CULTURE
8. M. Singaravélane Serandia, SNAC-FO
9. M. Alexandre Lecoustre, SUD-CULTURE

Art. 2. - Le mandat des représentants du personnel désignés à l'article 1^{er} est de trois ans à compter du 19 mai 2010.

Art. 3. - En cas de changement du nom d'un des membres titulaires ou suppléants désignés par

l'article 1^{er}, le président de l'établissement nomme son remplaçant sur proposition des organisations syndicales intéressées.

Art. 4. - Le président de l'établissement est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président de l'établissement public du musée
et du domaine national de Versailles,
Jean-Jacques Aillagon

Décision DRH/ n° 49 du 4 juin 2010 portant nomination des représentants du personnel au comité technique paritaire de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles.

Le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-452 du 28 mai 1982 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le décret du 6 juin 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles ;

Vu le procès-verbal établi par le bureau de vote en date du 2 avril 2010 ;

Vu l'arrêté du 9 avril 2010 fixant le nombre de sièges accordés aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication ;

Sur la proposition des organisations syndicales intéressées,

Décide :

Art. 1^{er}. - Les représentants du personnel désignés par les organisations syndicales pour siéger au comité technique paritaire de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles sont :

* Titulaires :

- Damien Bodereau, SCHADOV-CGT
- David Maillard, SCHADOV-CGT
- Sylvana Christians, SCHADOV-CGT
- Sophia Tambon-Sporny, SCHADOV-CGT
- Jan Boersma, CFDT-CULTURE
- Isabelle Charbonnier, CFDT-CULTURE
- Laurence Picouveau, CFDT-CULTURE
- Guillaume Saint-Aubin, SUD CULTURE
- Yann Petit, SUD CULTURE
- Hubert Cerdan, SNAC-FO

* Suppléants :

- Sandra Celestin, SCHADOV-CGT
- Hubert Tambon, SCHADOV-CGT
- Christian Milet, SCHADOV-CGT
- Sandrine Fillet, SCHADOV-CGT
- Marie-Sylvie Tendero, CFDT-CULTURE
- Jean-Luc Auge, CFDT-CULTURE
- Lionel Dequevauviller, CFDT-CULTURE
- Sylvie Bamde, SUD CULTURE
- Bertrand Guerin, SUD CULTURE
- Pierre Monteil, SNAC-FO

Art. 2. - Le mandat des représentants du personnel désignés à l'article 1^{er} est de trois ans à compter du 17 mai 2010.

Art. 3. - En cas de changement du nom d'un des membres titulaires ou suppléants désignés par l'article 1^{er}, le président de l'établissement nomme son remplaçant sur proposition des organisations syndicales intéressées.

Art. 4. - Le président de l'établissement est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le président de l'établissement public du musée
et du domaine national de Versailles,
Jean-Jacques Aillagon

Mesures d'information

Relevé de textes parus au *Journal officiel*

J.O n° 124 du 1^{er} juin 2010

Culture et communication

Texte n° 33 Arrêté du 21 mai 2010 portant institution d'une régie de recettes auprès du service à compétence nationale Centre de recherche et de restauration des musées de France.

Texte n° 34 Arrêté du 25 mai 2010 fixant le calendrier et les modalités du second tour des élections pour la désignation des représentants du personnel au sein des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents contractuels de droit public des services et de certains établissements du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 65 Arrêté du 19 mai 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'Établissement public Sèvres-Cité de la céramique.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 43 Décret du 31 mai 2010 portant nomination du sous-préfet de Dinan (M. Laurent Bernard).

Texte n° 44 Décret du 31 mai 2010 portant nomination du directeur de cabinet de la préfète des Deux-Sèvres (M. Laurent Simplicien).

Texte n° 45 Décret du 31 mai 2010 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Creuse (M. Franck-Philippe Georgin).

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 54 Arrêté du 12 mai 2010 portant nomination (agent comptable du GIP Les Grands Ateliers de L'Isle-d'Abeau : M. Alain Larde).

J.O n° 125 du 2 juin 2010

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 6 Décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre.

Texte n° 9 Arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre.

Santé et sports

Texte n° 70 Arrêté du 17 mai 2010 portant désignation de membres de la commission spécialisée de

terminologie et de néologie du ministère chargé des sports.

Culture et communication

Texte n° 77 Arrêté du 29 mars 2010 portant admission à la retraite (architecte en chef des monuments historiques : M. Bernard Voinchet).

Texte n° 78 Arrêté du 29 mars 2010 portant admission à la retraite (architecte en chef des monuments historiques : M. Philippe Oudin).

Texte n° 79 Arrêté du 31 mai 2010 portant nomination et détachement (administration centrale) (M^{me} Anne Fendt : experte de haut niveau de groupe III auprès du secrétaire général du ministère de la Culture et de la Communication).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 125 Avis de vacance d'un emploi d'inspecteur général des affaires culturelles.

J.O n° 126 du 3 juin 2010

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 15 Arrêté du 17 mai 2010 portant ouverture au titre de l'année 2010 de concours externes pour le recrutement d'ingénieurs de recherche de 1^{re} classe au Centre national de la recherche scientifique (dont 1 ingénieur du patrimoine immobilier et/ou logistique).

Texte n° 16 Arrêté du 17 mai 2010 portant ouverture au titre de l'année 2010 de concours externes pour le recrutement d'ingénieurs de recherche de 2^e classe au Centre national de la recherche scientifique (dont 1 ingénieur de recherche en archéologie et 1 ingénieur de recherche en archéométrie).

Texte n° 17 Arrêté du 17 mai 2010 portant ouverture au titre de l'année 2010 de concours externes pour le recrutement d'ingénieurs d'études de 2^e classe au Centre national de la recherche scientifique (dont 3 chargés de ressources documentaires, 6 chargés de communication et des médias, 1 secrétaire d'édition et 1 designer arts graphiques).

Texte n° 18 Arrêté du 17 mai 2010 portant ouverture au titre de l'année 2010 de concours externes pour le recrutement d'assistants ingénieurs au Centre national de la recherche scientifique (dont 4 assistants de ressources documentaires, 1 assistant archiviste et 3 assistants technique en maintenance et travaux immobiliers).

Texte n° 19 Arrêté du 17 mai 2010 portant ouverture au titre de l'année 2010 de concours externes pour le recrutement de techniciens de classe normale au Centre national de la recherche scientifique (dont 1 technicien d'information documentaire et de collections patrimoniales et 1 technicien des métiers de l'image et du son).

Texte n° 20 Arrêté du 17 mai 2010 portant ouverture au titre de l'année 2010 de concours externes pour le recrutement d'adjoints techniques principaux de 2° classe au Centre national de la recherche scientifique (dont 1 aide d'information documentaire et de collections patrimoniales).

Texte n° 66 Décret du 31 mai 2010 portant nomination de la directrice de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire (enseignements supérieurs) (M^{me} Béatrix Midant-Reynes).

Culture et communication

Texte n° 41 Décret n° 2010-586 du 1^{er} juin 2010 relatif aux conditions d'indemnisation du président du comité d'orientation institué par l'article 4 du décret n° 2009-1379 du 11 novembre 2009 relatif au fonds d'aide au développement des services de presse en ligne.

Texte n° 42 Arrêté du 7 mai 2010 relatif aux conditions d'admission, au régime des études et aux modalités d'attribution du diplôme de créateur industriel et du diplôme de designer textile de l'École nationale supérieure de création industrielle.

Texte n° 43 Arrêté du 20 mai 2010 portant modification d'une régie d'avances et de recettes (direction des Archives de France).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 61 Arrêté du 1^{er} avril 2010 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M^{me} Cécile Sasportes).

Conventions collectives

Texte n° 71 Arrêté du 19 mai 2010 portant extension d'avenants à un accord interbranche conclu dans le secteur du spectacle vivant.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 91 Décision n° 2010-367 du 11 mai 2010 fixant la date de début des émissions des services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique sur le réseau Outre-mer 1.

J.O n° 127 du 4 juin 2010

Travail, solidarité et fonction publique

Texte n° 72 Décret n° 2010-591 du 2 juin 2010 modifiant le décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier du corps des administrateurs civils.

Culture et communication

Texte n° 101 Arrêté du 22 mars 2010 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au

profit d'une collectivité territoriale, en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Rouen).

Texte n° 102 Arrêté du 31 mai 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Arkaim - une cité de l'âge du bronze dans les steppes de l'Oural*, au musée départemental des Merveilles de Tende).

Texte n° 127 Arrêté du 25 mai 2010 portant admission à la retraite (conservateur en chef du patrimoine : M. Jean-François, Marcel, Marius Mejanes).

Écologie, énergie, développement durable et mer, technologies vertes et négociations sur le climat

Texte n° 106 Arrêté du 5 avril 2010 portant nomination à la commission spécialisée de terminologie et de néologie de l'environnement.

Justice et libertés

Texte n° 109 Arrêté du 11 mai 2010 portant nomination à la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (M^{mes} Odette Mitterrand, Murielle Szac, Mathilde Brechet, et M. Miguel Ramis).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 136 Information relative à la désignation d'un président de comité technique radiophonique (M. Hervé Saluden, Rennes).

Avis divers

Texte n° 159 Avis relatif aux certificats électroniques de l'autorité de certification racine de l'État français dits « certificats IGC/A ».

J.O n° 128 du 5 juin 2010

Texte n° 1 Loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris.

Écologie, énergie, développement durable et mer, technologies vertes et négociations sur le climat

Texte n° 14 Arrêté du 2 juin 2010 portant nomination à la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture.

Éducation nationale

Texte n° 28 Arrêté du 19 mai 2010 portant création de la spécialité « métiers d'art - tapissier-tapissière d'ameublement » de brevet d'études professionnelles et fixant ses modalités de délivrance.

Culture et communication

Texte n° 41 Décret n° 2010-601 du 3 juin 2010 modifiant le décret n° 2004-1311 du 26 novembre 2004 relatif au fonds d'aide à la distribution et à la promotion de la presse française à l'étranger.

Texte n° 81 Arrêté du 3 juin 2010 portant nomination (administration centrale) (M. Emmanuel Belluteau, chef du service des affaires financières et générales au secrétariat général).

Conventions collectives

Texte n° 86 Avis relatif à l'extension de trois avenants à un accord, et d'un avenant et un accord conclus dans le cadre de la convention collective nationale des professions de la photographie.

Texte n° 87 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique.

Texte n° 93 Avis relatif à l'extension d'avenants à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'édition phonographique.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 106 Décision n° 2010-389 du 27 avril 2010 fixant la date de début des émissions des services de télévision à vocation locale diffusés par voie hertzienne terrestre en mode numérique dans les départements de la Vendée et de Maine-et-Loire.

Texte n° 117 Information relative à la désignation d'un président de comité technique radiophonique (M. Étienne Quencez, Dijon).

J.O n° 129 du 6 juin 2010**Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 11 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 12 au 16 avril 2010 (Gestion 2010) (pour la culture : Création, Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 12 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 19 au 23 avril 2010 (gestion 2010) (pour la culture : Patrimoines et Transmission des savoirs et démocratisation de la culture).

Avis divers

Texte n° 42 Vocabulaire de l'informatique et de l'Internet.

J.O n° 130 du 8 juin 2010

Texte n° 1 Loi n° 2010-606 du 7 juin 2010 de finances rectificative pour 2010.

Culture et communication

Texte n° 32 Arrêté du 26 mai 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation de l'arrêté du 2 novembre 2009 - NOR : MCCF0924654A).

Texte n° 33 Arrêté du 28 mai 2010 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (tableau attribué à Jean Malouel, *Pietà avec Saint-Jean et deux anges*, peinture sur bois, fin du XIV^e début du XV^e siècle).

Texte n° 34 Arrêté du 28 mai 2010 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du Code du patrimoine (microscope optique, signé « Le Bas aux Galeries du Louvre », époque Régence, bronze doré, laiton, acier, étui en maroquin).

Texte n° 35 Arrêté du 3 juin 2010 modifiant l'arrêté du 19 janvier 2004 relatif aux conditions d'admission des élèves, à la durée des études, aux modalités des examens et d'attribution des diplômes de l'École nationale supérieure des métiers de l'image et du son. [ENSMIS]

Texte n° 51 Arrêté du 19 mai 2010 portant nomination au conseil artistique, scientifique et culturel de l'Établissement public Sèvres - Cité de la céramique.

Texte n° 52 Arrêté du 25 mai 2010 portant admission à la retraite (conservateur en chef du patrimoine : M. Gérard, Charles Guillot-Chêne).

Texte n° 53 Arrêté du 25 mai 2010 portant admission à la retraite (conservateur du patrimoine : M. Alain Paul).

Texte n° 54 Arrêté du 28 mai 2010 portant nomination au Conseil national des parcs et jardins.

Écologie, énergie, développement durable et mer, technologies vertes et négociations sur le climat

Texte n° 36 Arrêté du 31 mai 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée.

Économie, industrie et emploi

Texte n° 43 Arrêté du 21 mai 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public d'aménagement Euroméditerranée.

Avis divers

Texte n° 99 Avis n° 2010-02 de la Commission consultative des trésors nationaux (tableau attribué à Jean Malouel, *Pietà avec Saint-Jean et deux anges*, peinture sur bois, fin du XIV^e-début du XV^e siècle).

Texte n° 100 Avis n° 2010-03 de la Commission consultative des trésors nationaux (microscope optique, signé « Le Bas aux Galeries du Louvre », époque Régence, bronze doré, laiton, acier, étui en maroquin).

J.O n° 131 du 9 juin 2010**Culture et communication**

Texte n° 38 Arrêté du 28 avril 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive d'OA France SAS.

Texte n° 39 Arrêté du 28 avril 2010 portant extension des périodes chronologiques prévues par l'arrêté du 29 octobre 2008 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la conservation départementale d'archéologie de la Moselle.

Texte n° 40 Arrêté du 28 avril 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du centre archéologique du Var.

Texte n° 41 Arrêté du 31 mai 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Le génie romantique russe à l'époque de Pouchkine et de Gogol : trésors de la Galerie Tretiakov, Moscou*, au musée de la Vie romantique, Paris).

Texte n° 75 Arrêté du 11 mai 2010 portant nomination du directeur de l'École nationale supérieure d'art de Cergy (M. Sylvain Lizon).

Avis divers

Texte n° 127 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

Texte n° 128 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Cameleone).

Texte n° 129 Avis relatif au non-renouvellement de l'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Glady's fashion).

J.O n° 132 du 10 juin 2010

Travail, solidarité et fonction publique

Texte n° 55 Décret n° 2010-629 du 9 juin 2010 relatif au fonctionnement de la commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans la fonction publique.

Texte n° 57 Arrêté du 9 juin 2010 fixant le montant des indemnités pouvant être allouées aux collaborateurs de la commission d'accueil des ressortissants de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen dans la fonction publique.

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 66 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 26 au 30 avril 2010 (Gestion 2010) (pour la culture : Création, Patrimoines).

Culture et communication

Texte n° 72 Décret n° 2010-633 du 8 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des affaires culturelles.

Texte n° 73 Arrêté du 8 juin 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Photographie de la nouvelle Russie, 1990-2010*, à la Maison européenne de la photographie de Paris).

Texte n° 74 Arrêté du 8 juin 2010 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Victoire !*, au mémorial de Caen).

Conventions collectives

Texte n° 123 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications.

J.O n° 133 du 11 juin 2010

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 50 Décret du 10 juin 2010 portant nomination d'un ambassadeur, chargé de mission pour l'action culturelle extérieure de la France (M. Xavier Darcos).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 57 Décret du 10 juin 2010 portant nomination du préfet du Territoire de Belfort (M. Benoît Brocart).
Texte n° 58 Décret du 10 juin 2010 portant nomination du préfet, administrateur supérieur des îles Wallis-et-Futuna (M. Michel Jeanjean).

Culture et communication

Texte n° 78 Décret du 10 juin 2010 portant nomination du président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles (M. Jean-Jacques Aillagon).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 107 Décision n° 2010-436 du 18 mai 2010 portant renouvellement d'un membre suppléant du comité technique radiophonique de Clermont-Ferrand (M^{me} Dominique Bru-Maille).

Texte n° 108 Décision n° 2010-437 du 18 mai 2010 portant renouvellement d'un membre titulaire du comité technique radiophonique de Lille (M^{me} Sylvie Merviel).

Texte n° 109 Décision n° 2010-438 du 18 mai 2010 portant renouvellement de membres titulaires du comité technique radiophonique de Nancy (MM. Théophile Hassler, Édmond Marlier et Jean-Noël Ory).

J.O n° 134 du 12 juin 2010

Culture et communication

Texte n° 22 Arrêté du 18 mai 2010 portant application du décret n° 2010-147 du 15 février 2010 fixant les modalités de rétribution des personnels relevant du ministère de la Culture et de la Communication et de ses établissements publics participant à l'organisation de manifestations au profit de tiers.

Texte n° 50 Décret du 10 juin 2010 portant nomination du président de l'établissement public du parc et de la grande halle de La Villette (M. Jacques Martial).

Texte n° 51 Arrêté du 8 juin 2010 portant nomination de la directrice générale du Centre national du livre (M^{me} Catherine Ruggeri).

Conventions collectives

Texte n° 63 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des télécommunications.

J.O n° 135 du 13 juin 2010

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 7 Décret n° 2010-650 du 11 juin 2010 portant publication de l'accord de coproduction cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie (ensemble une annexe), signé à Cannes le 18 mai 2009.

Culture et communication

Texte n° 12 Décret n° 2010-654 du 11 juin 2010 relatif au Centre national du cinéma et de l'image animée.

J.O n° 136 du 15 juin 2010**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 14 Arrêté du 4 juin 2010 autorisant au titre de l'année 2010 l'ouverture d'un concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires, élèves de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques, réservé aux élèves et anciens élèves de l'École nationale des chartes et fixant le nombre de postes offerts à ce concours.

Culture et communication

Texte n° 42 Arrêté du 28 avril 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du centre d'archéologie et du patrimoine Alain Rebourg.
Texte n° 43 Arrêté du 28 avril 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la mission archéologique de la ville de Nantes.

Texte n° 44 Arrêté du 28 avril 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la société Hadès.

Texte n° 45 Arrêté du 28 avril 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service de l'archéologie du département d'Indre-et-Loire.

Texte n° 46 Arrêté du 28 avril 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la société Arkémine.

Texte n° 47 Arrêté du 28 avril 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la société Acter.

Texte n° 48 Arrêté du 7 juin 2010 modifiant l'arrêté du 8 février 1999 portant création du Comité national de l'action sociale du ministère de la Culture et de la Communication.

J.O n° 137 du 16 juin 2010**Culture et communication**

Texte n° 24 Arrêté du 18 mai 2010 fixant le nombre d'emplois de chef de mission du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 25 Arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au sein du comité technique paritaire commun aux écoles nationales supérieures d'architecture relevant du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 26 Arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués à l'issue du second tour de scrutin aux organisations syndicales représentatives au sein des comités techniques paritaires des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 36 Décret du 15 juin 2010 portant nomination du sous-préfet chargé de mission auprès du préfet du Val-de-Marne (M. Olivier Huisman).

Texte n° 37 Décret du 15 juin 2010 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aube (M^{me} Catherine Henuin).

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 44 Arrêté du 7 juin 2010 portant nomination (M^{me} Marie-Pierre Cetre : agent comptable de l'Établissement public de la Porte Dorée-Cité nationale de l'histoire de l'immigration).

Conventions collectives

Texte n° 54 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 55 Arrêté du 7 juin 2010 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Avis divers

Texte n° 93 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

J.O n° 138 du 17 juin 2010**Culture et communication**

Texte n° 30 Arrêté du 4 mars 2010 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service archéologique départemental des Hauts-de-Seine.

Texte n° 31 Arrêté du 20 mai 2010 fixant la liste des personnes morales et des établissements ouverts au public mentionnés au 7° de l'article L. 122-5 du Code de la propriété intellectuelle.

Texte n° 32 Arrêté du 9 juin 2010 complétant la liste des publications périodiques visées au titre 1^{er} du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (*Nos chasses en terre d'Aude*).

Texte n° 33 Arrêté du 9 juin 2010 complétant la liste des publications périodiques visées au titre 1^{er} du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions (*Planète chasse*).

J.O n° 139 du 18 juin 2010**Culture et communication**

Texte n° 53 Décision du 19 mai 2010 de la commission prévue à l'article L. 214-4 du Code de la propriété intellectuelle (rémunération due par les services de télévision).

Texte n° 94 Arrêté du 21 mai 2010 modifiant la composition de la commission de la carte d'identité des journalistes de première instance (M. Stéphane Ledoux est remplacé par M. Jean Desauvois).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 81 Décret du 16 juin 2010 portant nomination du sous-préfet de Torcy (1^{re} catégorie) (M. Frédéric Mac Kain).

Texte n° 82 Décret du 16 juin 2010 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la région Guyane, préfet de la Guyane (M. Philippe Loos).

J.O n° 140 du 19 juin 2010

Premier ministre

Texte n° 3 Décret n° 2010-666 du 18 juin 2010 fixant les conditions dans lesquelles le préfet de la société du Grand Paris peut conclure tout contrat, convention ou marché.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 10 Arrêté du 9 juin 2010 approuvant une modification des statuts portant sur le transfert du siège d'une fondation reconnue d'utilité publique (Fondation Alexandre Varenne et Marguerite Varenne pour la presse et la communication).

Texte n° 51 Décret du 18 juin 2010 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud (1^{re} catégorie) (M. Thierry Rogelet).

Texte n° 52 Décret du 18 juin 2010 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud (1^{re} catégorie) (M. Éric Maire).

Texte n° 54 Décret du 18 juin 2010 portant nomination de la secrétaire générale de la préfecture du Tarn (M^{me} Béatrice Steffan).

Texte n° 55 Décret du 18 juin 2010 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la Seine-Saint-Denis (1^{re} catégorie) (M. Jean-Marc Sénateur).

Texte n° 56 Décret du 18 juin 2010 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la Haute-Corse (M. Denis Mauvais).

Culture et communication

Texte n° 22 Décret n° 2010-669 du 18 juin 2010 portant création de l'établissement public du musée national Picasso - Paris.

Texte n° 23 Arrêté du 7 juin 2010 approuvant une prise de participation financière réalisée par la société Arte-France.

Texte n° 24 Arrêté du 11 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués à l'issue du second tour de scrutin aux organisations syndicales représentatives au sein des comités d'hygiène et de sécurité des établissements publics à caractère administratif sous la tutelle du ministère de la Culture et de la Communication.

J.O n° 141 du 20 juin 2010

Premier ministre

Texte n° 1 Décret n° 2010-670 du 18 juin 2010 relatif à la composition des commissions de transition vers la télévision numérique.

Culture et communication

Texte n° 26 Arrêté du 17 juin 2010 portant nomination au conseil scientifique de l'Institut national d'histoire de l'art.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 27 Avis n° 2010-11 du 11 mai 2010 sur le projet de décret relatif à la composition des commissions départementales de transition vers la télévision numérique.

Avis divers

Texte n° 42 Vocabulaire des transports.

J.O n° 142 du 22 juin 2010

Premier ministre

Texte n° 1 Circulaire du 21 juin 2010 relative à la participation du Parlement national au processus décisionnel européen.

Affaires étrangères et européennes

Texte n° 4 Arrêté du 8 juin 2010 modifiant l'arrêté du 16 juillet 2007 portant institution d'une régie de recettes et d'une régie d'avances auprès de l'Institut français de Bratislava (Slovaquie).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 10 Arrêté du 14 juin 2010 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Société des amis du musée de la Légion d'honneur et des Ordres de chevalerie).

Travail, solidarité et fonction publique

Texte n° 13 Décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Texte n° 14 Décret n° 2010-677 du 21 juin 2010 portant diverses modifications relatives à la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

Éducation nationale

Texte n° 15 Arrêté du 7 juin 2010 fixant les programmes d'enseignement de langues régionales au palier 2 du collège.

Culture et communication

Texte n° 50 Arrêté du 18 juin 2010 portant cessation de fonctions au cabinet du ministre (M. Mathieu Gallet).

Avis divers

Texte n° 85 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Frimousse).

Texte n° 86 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement d'enfants mannequins (Success).

Texte n° 87 Avis relatif à l'attribution d'une licence d'agence de mannequins (M^{me} Cécile Rap, U'think !).

Texte n° 88 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Jean-François Pignard de Marthod, JFPM Representation).

J.O n° 143 du 23 juin 2010**Budget, comptes publics et réforme de l'État**

Texte n° 37 Arrêté du 14 juin 2010 relatif aux modalités d'exercice du contrôle financier sur l'Établissement public Sèvres - Cité de la céramique.

Culture et communication

Texte n° 39 Arrêté du 10 juin 2010 relatif aux taux des bourses et aides attribuées aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture pour l'année 2009-2010.

Texte n° 40 Arrêté du 10 juin 2010 fixant les plafonds de ressources relatifs aux bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux du ministère chargé de la culture pour l'année 2009-2010.

Texte n° 41 Arrêté du 14 juin 2010 fixant le nombre de sièges attribués aux organisations syndicales représentatives au comité technique paritaire ministériel et au comité d'hygiène et de sécurité ministériel du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 73 Décret du 22 juin 2010 portant nomination du président du conseil d'administration de l'Établissement public Sèvres - Cité de la céramique (M. Jean-Marie Fabre).

Texte n° 74 Arrêté du 11 juin 2010 portant nomination à la commission pour l'expansion de la presse française à l'étranger (Titulaire : M^{me} Christiane Fages ; Suppléante : M^{me} Minh-di Tang).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 55 Décret du 22 juin 2010 portant nomination de la sous-préfète chargée de mission auprès de la préfète des Yvelines (M^{me} Corinne Minot).

Texte n° 56 Décret du 22 juin 2010 portant nomination du directeur de cabinet de la préfète de la région Limousin, préfète de la Haute-Vienne (M. Christophe Jean).

Texte n° 57 Décret du 22 juin 2010 portant nomination du directeur de cabinet du préfet des Vosges (M. Yann Drouet).

Conventions collectives

Texte n° 77 Arrêté du 15 juin 2010 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques (n° 184).

Avis divers

Texte n° 114 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

J.O n°144 du 24 juin 2010**Culture et communication**

Texte n° 32 Arrêté du 11 juin 2010 portant réduction du mandat des membres des comités techniques paritaires centraux, spéciaux, régionaux et ministériel et des comités d'hygiène et de sécurité correspondants du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 33 Arrêté du 14 juin 2010 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Mondrian à Paris*, au Centre Pompidou, musée national d'Art moderne).

Texte n° 34 Décision du 1^{er} juin 2010 portant délégation de signature (Centre national du cinéma et de l'image animée).

Texte n° 49 Décret du 23 juin 2010 portant nomination de la présidente du conseil d'administration de l'Établissement public de la Porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration (M^{me} Mercedes Erra).

Texte n° 50 Décret du 23 juin 2010 portant nomination au conseil d'administration de l'Établissement public de la Porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration.

Texte n° 51 Arrêté du 26 mai 2010 portant nomination (administration centrale) (M. Alain Gouzon : chef du département de l'information et de la communication).

Intérieur, outre mer et collectivités territoriales

Texte n° 44 Arrêté du 22 juin 2010 portant nomination du secrétaire général adjoint du haut-commissariat de la République en Nouvelle-Calédonie.

J.O n° 145 du 25 juin 2010**Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales**

Texte n° 10 Décret n° 2010-687 du 24 juin 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'État dans la région et les départements d'Île-de-France.

Texte n° 70 Décret du 24 juin 2010 portant nomination du préfet de la région Basse-Normandie, préfet du Calvados (hors classe) (M. Didier Lallement).

Texte n° 71 Décret du 24 juin 2010 portant nomination du sous-préfet de Gourdon (M. Denis Chabert).

Culture et communication

Texte n° 83 Décret du 23 juin 2010 portant nomination du président du conseil d'administration du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon (M. Yves Rolland).

Texte n° 84 Arrêté du 24 juin 2010 portant nomination au cabinet du ministre (M^{me} Élodie Ziegler-Perthuisot).

Conventions collectives

Texte n° 88 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises de logistique de communication écrite directe.

Texte n° 90 Avis relatif à l'extension d'avenants à la convention collective nationale de l'animation.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 97 Décision n° 2010-452 du 4 mai 2010 relative à l'arrêt de la diffusion analogique du service de télévision privé à caractère local dénommé TV7 Bordeaux diffusé en clair par voie analogique hertzienne terrestre à Bordeaux dans le département de la Gironde.

J.O n° 146 du 26 juin 2010**Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet**

Texte n° 81 Délibération n° 2010-004C du 11 février 2010 relative à la durée du mandat des membres de la commission de protection des droits de la Haute Autorité.

J.O n° 147 du 27 juin 2010**Enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 30 Décret du 25 juin 2010 portant approbation de l'élection à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (M. Manfred Bietak).

Texte n° 31 Décret du 25 juin 2010 portant approbation de l'élection à l'Académie des beaux-arts (M. Patrick de Carolis).

Texte n° 32 Décret du 25 juin 2010 portant approbation de l'élection à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (M^{me} Lellia Cracco-Ruggini).

Texte n° 33 Décret du 25 juin 2010 portant approbation de l'élection à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (M. Max Pfister).

Texte n° 34 Décret du 25 juin 2010 portant approbation de l'élection à l'Académie des inscriptions et belles-lettres (M. Francisco Rico).

Culture et communication

Texte n° 40 Décret du 25 juin 2010 portant nomination du directeur du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (M. Jacques Renard).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 61 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Alsace).

Texte n° 62 Avis de vacance d'emploi de directeurs

régionaux des affaires culturelles (Aquitaine).

Texte n° 63 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Auvergne).

Texte n° 64 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Basse-Normandie).

Texte n° 65 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Haute-Normandie).

Texte n° 66 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Bourgogne).

Texte n° 67 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Bretagne).

Texte n° 68 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Centre).

Texte n° 69 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Languedoc-Roussillon).

Texte n° 70 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Picardie).

Texte n° 71 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Poitou-Charentes).

Texte n° 72 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Rhône-Alpes).

J.O n° 148 du 29 juin 2010**Affaires étrangères et européennes**

Texte n° 17 Arrêté du 25 juin 2010 fixant par pays et par groupe les taux de l'indemnité d'expatriation et de l'indemnité de résidence pour service à l'étranger.

Économie, industrie et emploi

Texte n° 19 Arrêté du 25 mai 2010 portant attribution de licences d'agents artistiques.

Texte n° 63 Arrêté du 25 juin 2010 portant nomination du directeur général par intérim de l'Institut national de la propriété industrielle (M. Philippe Laval).

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 24 Arrêté du 17 juin 2010 approuvant des modifications apportées aux statuts d'une association reconnue d'utilité publique (Société des naturalistes et archéologues de l'Ain).

Budget, comptes publics et réforme de l'État

Texte n° 42 Arrêté du 14 juin 2010 portant désignation des postes comptables des services déconcentrés de la direction générale des finances publiques assurant le recouvrement des taxes d'urbanisme et de la redevance d'archéologie préventive.

Avis divers

Texte n° 105 Avis relatif à la composition de la commission des sanctions de l'Autorité de régulation des jeux en ligne.

J.O n° 149 du 30 juin 2010**Premier ministre**

Texte n° 1 Décret n° 2010-706 du 29 juin 2010 relatif à la compensation financière versée par l'État aux

collectivités territoriales et à leurs groupements ayant mis en œuvre toute solution permettant d'assurer la continuité de la réception des services de télévision en clair après l'extinction de leur diffusion par voie hertzienne terrestre en mode analogique.

Justice et libertés

Texte n° 6 Décret n° 2010-709 du 28 juin 2010 portant application de l'article 42-12 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication.

Économie, industrie et emploi

Texte n° 31 Décret n° 2010-714 du 28 juin 2010 relatif aux obligations déclaratives des entreprises soumises à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux et aux obligations déclaratives de l'établissement public Réseau ferré de France en application des articles 1635-0 *quinquies* et 1649 A *ter* du Code général des impôts.

Texte n° 34 Arrêté du 18 juin 2010 homologuant la décision n° 2010-0537 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 4 mai 2010 précisant les conditions techniques d'utilisation des bandes de fréquences aux installations radioélectriques des services d'amateur.

Texte n° 76 Décret n° 2010-726 du 28 juin 2010 pris en application de l'article L. 49 du Code des postes et des communications électroniques.

Intérieur, outre-mer et collectivités territoriales

Texte n° 36 Décret n° 2010-716 du 29 juin 2010 portant application de l'article 76-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Travail, solidarité et fonction publique

Texte n° 42 Décret n° 2010-718 du 29 juin 2010 modifiant le décret n° 2004-123 du 9 février 2004 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine.

Culture et communication

Texte n° 74 Décision du 25 juin 2010 portant délégation de signature (département de l'information et de la communication).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 116 Avis n° 2010-14 du 27 mai 2010 sur un projet de décret relatif à la compensation financière versée

par l'État aux collectivités territoriales et à leurs groupements ayant mis en œuvre toute solution permettant d'assurer la continuité de la réception des services de télévision en clair après l'extinction de leur diffusion par voie hertzienne terrestre en mode analogique. Texte n° 117 Avis n° 2010-15 du 15 juin 2010 relatif à un projet de décret portant application de l'article 42-12 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée relative à la liberté de communication.

Autorité de régulation des communications électroniques et des postes

Texte n° 118 Décision n° 2010-0537 du 4 mai 2010 précisant les conditions techniques d'utilisation des bandes de fréquences aux installations radioélectriques des services d'amateur.

Texte n° 119 Avis n° 2010-0714 du 15 juin 2010 relatif au projet de décret pris en application de l'article L. 49 du Code des postes et des communications électroniques dans sa rédaction issue de la loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 157 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Pays de la Loire).

Texte n° 158 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Texte n° 159 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Nord - Pas-de-Calais).

Texte n° 160 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Midi-Pyrénées).

Texte n° 161 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Lorraine).

Texte n° 162 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Limousin).

Texte n° 163 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Franche-Comté).

Texte n° 164 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Corse).

Texte n° 165 Avis de vacance d'emploi de directeurs régionaux des affaires culturelles (Champagne-Ardenne).

Texte n° 169 Avis relatif au remplacement de membres élus du Comité national de la recherche scientifique.

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN n° 22 du 1^{er} juin 2010

Réponses aux questions de :

- M. Jean-François Mancel sur la question de la gratuité des musées.
(Question n° 50366-26.05.2009).
- M^{me} Odette Duriez sur la question de la gratuité des musées.
(Question n° 54527-07.07.2009).
- M. Jacques Remiller sur les inquiétudes et interrogations des propriétaires de monuments historiques privés non ouverts au public concernant la baisse de leurs subventions d'État.
(Question n° 57751-01.09.2009).
- M. Bernard Deflesselles sur les attentes des professeurs des écoles relatives au bénéfice de la gratuité des musées et monuments publics.
(Question n° 68327-05.01.2010).
- M. Dominique Tian sur l'utilisation de détecteurs de métaux dans le cadre d'un loisir.
(Question n° 70842-09.02.2010).
- M. Lionel Tardy sur les mesures prises pour moderniser la pratique consultative dans le champ de ses attributions, suite à la circulaire du Premier ministre du 8 décembre 2008.
(Question n° 74103-16.03.2010).
- M. Christian Vanneste sur l'étude qui révèle que le nombre de pirates sur Internet aurait augmenté de 3 % en France depuis l'adoption de la loi Hadopi.
(Question n° 74809-23.03.2010).
- M. François Goulard sur les conséquences financières du passage à la diffusion numérique de la télévision pour un certain nombre de nos compatriotes.
(Question n° 77300-27.04.2010).
- M. Jean Grellier sur la nouvelle imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER).
(Question n° 77455-27.04.2010).

JO AN n° 23 du 8 juin 2010

Réponses aux questions de :

- M. Claude Goasguen sur la diffusion du reportage Gaza-strophe sur France Télévisions.
(Question n° 71169-16.02.2010).

- M. Éric Raoult sur les différentes grèves qui ont atteint divers musées dans notre pays et, plus particulièrement, au centre Beaubourg.
(Question n° 70245-02.02.2010).

JO AN n° 24 du 15 juin 2010

Réponses aux questions de :

- M. Didier Robert sur la promotion du patrimoine culturel de la France à l'étranger.
(Question n° 41319-10.02.2009).
- M. Jean-Claude Flory sur les difficultés que rencontre, en France, la presse écrite nationale, régionale ou locale.
(Question n° 47119-21.04.2009).
- M. Philippe Gosselin sur la proposition de la Fédération française des associations étudiantes en histoire (FFAEH) de mettre en place la gratuité des musées et monuments publics nationaux pour tous les étudiants.
(Question n° 54530-07.07.2009).
- M. Éric Raoult sur l'évaluation de la gratuité d'entrée dans les musées français.
(Question n° 57443-18.08.2009).
- M. Jacques Remiller sur l'évaluation de la gratuité d'entrée dans les musées français.
(Question n° 57752-01.09.2009).
- M. Alfred Almont sur tout l'intérêt que la LCP (La chaîne parlementaire) et public-Sénat soient présents sur le nouveau bouquet TNT qui sera mis en place dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer avant la fin de cette année.
(Question n° 72241-23.02.2010).
- M. Jean-Pierre Balligand sur les vives inquiétudes que rencontrent les petites sociétés musicales concernant la signature de conventions avec la société des éditeurs et auteurs de musique (SEAM).
(Question n° 72310-23.02.2010).
- M^{me} Marguerite Lamour sur les inquiétudes exprimées par les passionnés du nautisme et de la mer de voir disparaître notre patrimoine naval et sur leur souhait d'instaurer rapidement une réglementation pour l'éviter.
(Question n° 74309-16.03.2010).
- M. Jean-Pierre Balligand sur le passage des salles de cinéma à la projection numérique.
(Question n° 77285-27.04.2010).

- M^{me} Maryse Joissains-Masini sur les vives inquiétudes manifestées par les différentes communautés culturelles du sud de la France qui défendent les langues d'oc (question transmise).
(Question n° 77330-27.04.2010).

JO AN n° 25 du 22 juin 2010

Réponses aux questions de :

- M. Yvan Lachaud sur les langues régionales en France.
(Question n° 47311-28.04.2009).

- M. Jacques Remiller sur les langues régionales en France.
(Question n° 48552-12.05.2009).

- M. Éric Diard sur les langues régionales en France.
(Question n° 49342-19.05.2009).

- M. Thierry Mariani sur les langues régionales en France.
(Question n° 52010-16.06.2009).

- M. Jean-Jacques Candelier sur sa politique linguistique, et plus particulièrement sa politique en faveur de la langue française.
(Question n° 53820-30.06.2009).

- M. André Wojciechowski sur la loi linguistique promise en mai 2008.
(Question n° 54210-07.07.2009).

- M^{me} Valérie Boyer sur la reconnaissance du provençal en tant que langue régionale.
(Question n° 54884-14.07.2009).

- M^{me} Françoise Olivier-Coupeau sur l'état d'avancement de la loi sur les langues régionales.
(Question n° 55861-28.07.2009).

- M. Lionel Tardy sur la nécessité de promouvoir la langue française sur Internet, en donnant une bonne visibilité aux contenus en langue française.
(Question n° 56116-28.07.2009).

- M. Pascal Terrasse sur la reconnaissance de la langue provençale.
(Question n° 56555-04.08.2009).

- M. Jean-Marc Roubaud sur la reconnaissance de la langue provençale par la direction générale des langues de France (DGLF).
(Question n° 56556-04.08.2009).

- M. Guy Teissier sur la reconnaissance du provençal en tant que langue régionale.
(Question n° 57905-08.09.2009).

- M. Jean Launay sur les inquiétudes exprimées par les associations occitanes concernant la pratique de l'occitan en milieu scolaire et extrascolaire.
(Question n° 60421-13.10.2009).

- M^{me} Chantal Robin-Rodrigo sur la mise en place de mesures pour favoriser l'essor de la langue d'oc.
(Question n° 60422-13.10.2009).

- M^{me} Chantal Robin-Rodrigo sur la publication de la liste des langues régionales en France.
(Question n° 60423-13.10.2010).

- M. Michel Diefenbacher sur la reconnaissance des langues régionales.
(Question n° 61141-20.10.2009).

- M. Philippe Martin sur la reconnaissance des langues régionales d'oc.
(Question n° 61142-20.10.2009).

- M. Jean-Jacques Urvoas sur les aides apportées par l'État en faveur de la préservation et de la promotion des langues régionales.
(Question n° 61762-27.10.2009).

- M. Jean-Claude Guibal sur la publication de la liste des langues régionales en France.
(Question n° 61763-27.10.2009).

- M. Daniel Spagnou sur la défense de nos langues régionales.
(Question n° 61764-27.10.2009).

- M^{me} Marie-Line Reynaud sur le statut légal des langues régionales.
(Question n° 61765-27.10.2009).

- M^{me} Marie-Lou Marcel sur les inquiétudes exprimées par la Fédération des enseignants de la langue et culture d'oc de l'éducation nationale quant à l'engagement du Gouvernement à préparer une loi-cadre « pour accroître les langues régionales sur notre territoire et garantir à terme leur vitalité ».
(Question n° 63036-10.11.2009).

- M. Pierre Forgues sur la reconnaissance des langues régionales d'oc.
(Question n° 63038-10.11.2009).

- M. Jacques Valax sur la mise en place de nouvelles mesures afin de favoriser l'essor de la langue occitane.
(Question n° 63039-10.11.2009).

- M. Bernard Carayon sur la reconnaissance de l'occitan en tant que langue régionale.
(Question n° 63592-17.11.2009).

- M. Guy Teissier sur la reconnaissance du provençal en tant que langue régionale.
(Question n° 63593-17.11.2009).

- M. Michel Grall sur le statut légal des langues régionales.
(Question n° 63594-17.11.2009).

- M. Éric Raoult sur le non-respect, de plus en plus fréquent, de la loi Bas-Lauriol, sur la défense de la langue française, notamment dans la publicité et la vie quotidienne, et dans l'extension de l'usage de la langue anglaise, dans ces mêmes domaines.
(Question n° 63776-17.11.2009).

- M. William Dumas sur les inquiétudes exprimées par la Fédération des enseignants de la langue et

culture d'oc de l'éducation nationale quant à l'engagement du Gouvernement à préparer une loi-cadre en faveur des langues et cultures régionales. (Question n° 65034-01.12.2009).

- M. Yvan Lachaud sur la nécessité pour l'État de reconnaître, promouvoir et développer les langues régionales dans notre pays. (Question n° 65734-08.12.2009).

- M. Jacques Le Nay sur le statut légal des langues régionales. (Question n° 66399-15.12.2009).

- M. Jean Grenet sur le statut légal des langues régionales. (Question n° 66400-15.12.2009).

- M. André Schneider sur la valorisation des langues régionales. (Question n° 68464-12.01.2010).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la gratuité des musées et des monuments nationaux. (Question n° 48908-12.05.2009).

- M. René Dosière sur les modalités d'attribution des aides au mérite attribuées aux étudiants ayant obtenu la mention « très bien » au baccalauréat et choisissant de poursuivre une formation supérieure. (Question n° 69960-02.02.2010).

- M. Pierre Morel-A-L'Huissier sur la sécurité des jeunes sur Internet. (Question n° 69867-26.01.2010).

- M. René Dosière sur le coût du grand spectacle gratuit, avec comme tête d'affiche le chanteur Johnny Hallyday, qui a été organisé à Paris sur l'esplanade du Champ-de-mars le 14 juillet 2009. (Question n° 74343-23.03.2010).

- M^{me} Marie-Lou Marcel sur l'avenir de l'Agence France Presse (AFP). (Question n° 75237-30.03.2010).

- M. Louis Guédon sur la liste des édifices classés monuments historiques dans le département de la Vendée. (Question n° 76420-13.04.2010).

- M. Bernard Carayon sur les difficultés que rencontrent les personnes sourdes et malentendantes pour accéder aux programmes de télévision, notamment à la diffusion de programmes à vocation citoyenne, comme les débats politiques. (Question n° 78398-11.05.2010).

- M^{me} Monique Boulestin sur l'instauration d'une « taxe à l'émetteur » pour les radios indépendantes, introduite par l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) de la loi de finances rectificative pour 2010. (Question n° 78415-11.05.2010).

- M. Germinal Peiro sur l'accès aux archives des registres d'état civil et paroissiaux en ligne avec un péage symbolique de 2 euros par jour. (Question n° 78722-18.05.2010).

- M^{me} Marguerite Lamour sur les inquiétudes des généalogistes concernant les nouvelles difficultés qu'ils rencontrent pour consulter les archives publiques. (Question n° 78723-18.05.2010).

- M^{me} Delphine Batho sur les inquiétudes des généalogistes face à la possibilité de mettre en place des licences payantes pour la réutilisation des données d'archives publiques. (Question n° 78865-18.05.2010).

JO AN n° 26 du 29 juin 2010

Réponses aux questions de :

- M. Michel Sainte-Marie sur la situation des « petits » cinémas. (Question n° 47753-05.05.2009).

- M. Christian Vanneste sur le fait que certains conseils généraux envisagent d'instaurer une redevance pour pouvoir consulter les fichiers et les bases de données informatiques des archives départementales. (Question n° 63609-17.11.2009).

- M. Denis Jacquat sur l'inscription dans un texte normatif d'une définition officielle des métiers d'art, proposée dans le rapport intitulé « Les métiers d'art, d'excellence et du luxe et les savoir-faire traditionnels : l'avenir entre nos mains ». (Question n° 67740-29.12.2009).

- M. Denis Jacquat sur les propositions exprimées dans le rapport intitulé « Les métiers d'art, d'excellence et du luxe et les savoir-faire traditionnels : l'avenir entre nos mains » concernant l'art culinaire. (Question n° 67741-29.12.2009).

- M. Denis Jacquat sur la proposition exprimée dans le rapport intitulé « Les métiers d'art, d'excellence et du luxe et les savoir-faire traditionnels : l'avenir entre nos mains » d'inclure le design dans la définition de l'innovation prise en compte pour bénéficier des aides d'Oseo. (Question n° 67742-29.12.2009).

- M. Denis Jacquat sur la proposition exprimée dans le rapport intitulé « Les métiers d'art, d'excellence et du luxe et les savoir-faire traditionnels : l'avenir entre nos mains » de recenser l'ensemble des manifestations existantes, similaires à la journée des métiers d'art, et de fédérer l'ensemble des réseaux professionnels autour de l'organisation annuelle d'une journée nationale et unique de promotion des métiers d'art. (Question n° 67743-29.12.2009).

- M. Denis Jacquat sur la proposition exprimée dans le rapport intitulé « Les métiers d'art, d'excellence et

du luxe et les savoir-faire traditionnels : l'avenir entre nos mains » de lancer une campagne nationale de promotion des métiers d'art auprès des jeunes.

(Question n° 67744-29.12.2009).

- M. Denis Jacquat sur la proposition exprimée dans le rapport intitulé « Les métiers d'art, d'excellence et du luxe et les savoir-faire traditionnels : l'avenir entre nos mains » de mettre en place une labellisation commune des produits d'art pour promouvoir l'image des métiers d'art français dans le monde.

(Question n° 67745-29.12.2009).

- M. Denis Jacquat sur les propositions exprimées dans le rapport intitulé « Les métiers d'art, d'excellence et du luxe et les savoir-faire traditionnels : l'avenir entre nos mains » de redynamiser la mission métiers d'art, en réaffirmant son caractère transversal et d'instituer un poste de chargé de mission spécifiquement affecté aux métiers d'art au sein de chaque direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

(Question n° 67746-29.12.2009).

- M. Denis Jacquat sur les propositions exprimées dans le rapport intitulé « Les métiers d'art, d'excellence et du luxe et les savoir-faire traditionnels : l'avenir entre nos mains » de doubler le nombre de maîtres d'art, pour atteindre environ 200, et d'étendre ce titre à d'autres disciplines, peut-être plus tournées vers la création contemporaine.

(Question n° 67747-29.12.2009).

- M. Denis Jacquat sur les propositions exprimées dans le rapport intitulé « Les métiers d'art, d'excellence et du luxe et les savoir-faire traditionnels : l'avenir entre nos mains » de permettre aux maîtres d'art de former plusieurs élèves successivement.

(Question n° 67748-29.12.2009).

- M. Denis Jacquat sur les propositions exprimées dans le rapport intitulé « Les métiers d'art, d'excellence et du luxe et les savoir-faire traditionnels : l'avenir entre nos mains » de créer un Conservatoire national des outils mettant en relation les artisans désirant arrêter leur activité et ceux qui souhaitent s'installer ou s'équiper.

(Question n° 67749-29.12.2009).

- M. Germinal Peiro sur la nécessité de favoriser le développement des langues et cultures régionales.

(Question n° 68465-12.01.2010).

- M. Maxime Gremetz sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques (RGPP) et

de la réforme des collectivités territoriales pour les politiques publiques culturelles.

(Question n° 72546-02.03.2010).

- M^{me} Marie-Renée Oget sur le financement des opérations archéologiques préventives.

(Question n° 72995-02.03.2010).

- M. Bruno Bourg-Broc sur les nombreux dégâts et pillages que vient de subir un important site de fouilles archéologiques préventives, notamment sur des constructions et des sépultures mérovingiennes.

(Question n° 72996-02.03.2010).

- M^{me} Danielle Bousquet sur la situation de Radio France international (RFI).

(Question n° 73290-09.03.2010).

- M^{me} Joëlle Ceccaldi-Raynaud sur la démocratisation de l'accès aux grandes écoles de la culture.

(Question n° 73492-09.03.2010).

- M. Frédéric Reiss sur le soutien apporté par l'État aux initiatives visant à développer le chant choral.

(Question n° 74887-30.03.2010).

- M. Étienne Blanc sur la remise en question des dispositions de la loi de 1977 relative au recours à un architecte avec un seuil fixé à 170 m².

(Question n° 78683-18.05.2010).

- M. Jean-Claude Leroy sur l'avenir des petites et moyennes salles de cinéma dans le contexte actuel du passage à la projection numérique.

(Question n° 79059-25.05.2010).

- M. Jean-Claude Flory sur les difficultés économiques que rencontrent les salles de cinéma pour effectuer le passage au numérique qui devient désormais la norme, notamment avec l'arrivée de la projection de films en trois dimensions.

(Question n° 79060-25.05.2010).

- M. Philippe Cochet sur les inquiétudes de généalogistes amateurs concernant un possible accès payant pour consulter les archives publiques.

(Question n° 79758-01.06.2010).

- M. Jean-Marc Roubaud sur la réutilisation des données d'archives publiques qui feraient l'objet de licences payantes.

(Question n° 79759-01.06.2010).

- M. François Calvet sur la réutilisation des données d'archives publiques qui feraient l'objet de licences payantes.

(Question n° 79760-01.06.2010).

SÉNAT

JO S n° 22 du 3 juin 2010

Réponses aux questions de :

- M. Bernard Piras sur la gratuité des musées et monuments publics.

(Question n° 9299-25.06.2009).

- M. Gérard Dériot sur la mise en place de la gratuité dans les musées pour les jeunes de moins de 26 ans de l'Union européenne.

(Question n° 11048-26.11.2009).

JO S n° 23 du 10 juin 2010

Réponses aux questions de :

- M. François Rebsamen sur l'avenir des petites et moyennes salles de cinéma dans le contexte actuel de la numérisation.

(Question n° 13189-29.04.2010).

- M. Gérard Miquel sur la nouvelle imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER).

(Question n° 13384-06.05.2010).

JO S n° 24 du 17 juin 2010

Réponses aux questions de :

- M^{me} Bernadette Bourzai sur le projet de loi relatif aux langues régionales que le Gouvernement s'était engagé à soumettre rapidement au Parlement en mai 2008.

(Question n° 9723-23.07.2009).

- M. Roland Courteau sur les mesures concrètes prévues pour permettre à la langue occitane de se développer et d'occuper une vraie place dans l'enseignement, dans les médias et dans la vie publique.

(Question n° 10217-24.09.2009).

- M. Ivan Renar sur l'avenir des cinémas indépendants confrontés au nécessaire passage de leurs salles à la projection numérique.

(Question n° 12738-25.03.2010).

- M. Jean-Pierre Plancade sur l'avenir des petites salles de cinéma dans le contexte du passage à la projection numérique.

(Question n° 12835-01.04.2010).

Divers

Modification de la liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG, parue au *Journal officiel* du 15 mars 2008.

La liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG, parue au *Journal officiel* du 15 mars 2008 est modifiée ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

5 juillet 2007	M ^{me} MALIC Sanja, épouse FORNASARI	Paris-Val de Seine
----------------	---	--------------------

Lire :

5 juillet 2007	M ^{me} MALIC Sanja	Paris-Val de Seine
----------------	-----------------------------	--------------------

Modification de la liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10A), parue au *Bulletin officiel* n° 182 (janvier 2010).

La liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10A), parue au *Bulletin officiel* n° 182 (janvier 2010) est modifiée ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

12 février 2009	M ^{lle} LEPRON milie	Versailles
-----------------	-------------------------------	------------

Lire :

12 février 2009	M ^{lle} LEPRON Emilie	Versailles
-----------------	--------------------------------	------------

Modification de la liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10D), parue au *Bulletin officiel* n° 184 (mars 2010).

La liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10D), parue au *Bulletin officiel* n° 184 (mars 2010) est modifiée ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

10 février 2010	M. AMEIL Jacques-Henry	Clermont-Ferrand
10 février 2010	M. AMIRJANIANS Vaheh	Clermont-Ferrand
10 février 2010	M. ANAYA ZUBIETA Vladimir Mauricio	Clermont-Ferrand
11 octobre 2006	M ^{lle} BONNEFOUS Elodie	Clermont-Ferrand
2 février 2010	M ^{lle} CARTERON Sarah	Clermont-Ferrand

Lire :

21 octobre 2008	M. AMEIL Jacques-Henry	Clermont-Ferrand
21 octobre 2008	M. AMIRJANIANS Vaheh	Clermont-Ferrand
28 septembre 2007	M. ANAYA ZUBIETA Vladimir Mauricio	Clermont-Ferrand
10 octobre 2006	M ^{lle} BONNEFOUS Elodie	Clermont-Ferrand
10 octobre 2006	M ^{lle} CARTERON Sarah	Clermont-Ferrand

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 10K).

Octobre 2007

2 octobre 2007	M. ESPERT Thomas	Bordeaux
2 octobre 2007	M. GOMARD Xavier	Bordeaux
2 octobre 2007	M ^{lle} LACOMBE Virginie	Bordeaux
2 octobre 2007	M. LENA Erjon	Bordeaux
2 octobre 2007	M. PEYREBRUNE Julien	Bordeaux
2 octobre 2007	M. POUPEAU Sébastien	Bordeaux
2 octobre 2007	M. REN Rui	Bordeaux
2 octobre 2007	M. ROCHE Bruno	Bordeaux

Juillet 2008

10 juillet 2008	M ^{lle} ALVES DA ROCHA E SILVA Tatiana	Bordeaux
10 juillet 2008	M. BACQUEY Sébastien	Bordeaux
10 juillet 2008	M. BOURON Jeremie	Bordeaux
10 juillet 2008	M. CHAMPION Yann	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} CHAULIAC Sabrina	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} CLAUDEL Sophie	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} CRETTE Cécilia	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} DUCOURNAU Mailys	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} DUROURE Anne	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} GARREC Lucie	Bordeaux
10 juillet 2008	M. HONORAT Mathieu	Bordeaux
10 juillet 2008	M. LAURET Vincent	Bordeaux
10 juillet 2008	M. LAUWICK Clément	Bordeaux
10 juillet 2008	M. LEROY Alain	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} LUGUET Mathilde	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} MARTINEZ Olivia	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} MIRAMON Estelle	Bordeaux
10 juillet 2008	M. NIXON Joseph	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} PARESY Lucille	Bordeaux
10 juillet 2008	M. PARIN Maxime	Bordeaux
10 juillet 2008	M. PERES Damien	Bordeaux
10 juillet 2008	M. PICHELIN Kim-Son	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} RENOUF Elsa	Bordeaux
10 juillet 2008	M. ROCHER Julien	Bordeaux
10 juillet 2008	M. ROUARD Christophe	Bordeaux
10 juillet 2008	M. ROUGER Julien	Bordeaux
10 juillet 2008	M ^{lle} THOMAS Anne-Gaelle	Bordeaux
10 juillet 2008	M. TRARIEUX Vincent	Bordeaux
10 juillet 2008	M. VEERABADREN Selven	Bordeaux
17 juillet 2008	M. GILLOT Vincent	Paris-Belleville

Juillet 2009

2 juillet 2009	M ^{lle} CHAMPIGNEUX Aurélie	Versailles
3 juillet 2009	M. BAY Yann	Lyon
3 juillet 2009	M ^{me} COMTE Estelle (ép. DUPORT)	Lyon
3 juillet 2009	M. COUPÉ Eric	Lyon
3 juillet 2009	M. FAURE Sébastien	Lyon
3 juillet 2009	M ^{lle} FOUILLOT Séverine	Lyon
3 juillet 2009	M. GOURBIÈRE Cédric	Lyon
3 juillet 2009	M ^{lle} LABBE Clotilde	Versailles
3 juillet 2009	M. LEFEVRE Luc	Lyon
3 juillet 2009	M. MICCO Joseph	Lyon
3 juillet 2009	M. MOUTON Christophe	Lyon
3 juillet 2009	M. NEGRE Pierre	Lyon
3 juillet 2009	M ^{lle} QUAY Pauline	Lyon
3 juillet 2009	M. SABOT Eric	Lyon
3 juillet 2009	M ^{lle} SERIEYS Natacha	Lyon
3 juillet 2009	M ^{me} SIMON Céline (ép. ABOURA)	Lyon
3 juillet 2009	M ^{lle} STASTNY Carene	Lyon
3 juillet 2009	M ^{me} THUMM Vera (ép. DELIGIANNIDIS)	Lyon
3 juillet 2009	M. VINCENT Alain	Lyon
6 juillet 2009	M. BAKARY Joachim	Lyon
6 juillet 2009	M. BATOZ Bertrand	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} BLANC Lya	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} BOTHIER Gabrielle	Lyon
6 juillet 2009	M. COLAS Alexandre	Lyon
6 juillet 2009	M. COLLIEZ Olivier	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} DEKKIL Laetitia	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} DEREURE Laura	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} DOUARD Annabelle	Lyon
6 juillet 2009	M. DOUSSAU DE BAZIGNAN Sixte	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} DUREU Emeline	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} DURIEZ Elise	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} DUTILLEUL Mathilde	Lyon
6 juillet 2009	M. ESMILAIRE Laurent	Lyon
6 juillet 2009	M. EVAIN Guillaume	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} EYMARD Pauline	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} GALLIOT Claire	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} GUERREIRO Sandra	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} GUICHARD Julie Lucie	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} HUSTACHE Corinne	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} IMBERNON Naïs	Lyon
6 juillet 2009	M. JOYEUX Anthony	Lyon
6 juillet 2009	M ^{me} KOVALCHUK Lyudmyla (ép. LANDIVIER)	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} LEGRAIN Lucie	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} LOPEZ Béatrice	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} MASS Elena	Lyon

6 juillet 2009	M ^{lle} MERCUSOT Laurie	Lyon
6 juillet 2009	M. RIEGEL Baptiste	Lyon
6 juillet 2009	M. RODERE Guillaume	Lyon
6 juillet 2009	M. SEGHERS Ludovic	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} SEVENO Elisabeth Marie	Lyon
6 juillet 2009	M. SEW KIAT Ke Wei	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} THIRY Claire	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} THOUNY Amandine	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} TOURNIER Claire	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} TRONCHET Lauren	Lyon
6 juillet 2009	M. USO Vincent	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} VANEL Lauriane	Lyon
6 juillet 2009	M ^{lle} VIGNERON Lucile	Lyon
10 juillet 2009	M. GUENEGAN Jean-Baptiste	Bordeaux
10 juillet 2009	M. KAWICH Awich-Walter	Bordeaux
10 juillet 2009	M. NOUVIAN Benjamin	Bordeaux

Septembre 2009

4 septembre 2009	M. BURGAUD Iwan	Paris-la Villette
11 septembre 2009	M. COZIER Stéphane	Paris-la Villette
11 septembre 2009	M ^{lle} DE BOISSIEU Aurélie	Lyon
15 septembre 2009	M ^{lle} SASIADEK Jolanta	Paris-la Villette
18 septembre 2009	M. GUIDETTI Florian	Lyon
18 septembre 2009	M ^{lle} METIVIER Christelle	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} BENYOUB Nassima	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} BOGGIO Noémie	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} CANARD Géraldine	Lyon
22 septembre 2009	M. CHEN Mo	Lyon
22 septembre 2009	M. D'HAUTEVILLE Barnabé	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} DALMAZ Pauline	Lyon
22 septembre 2009	M. DIJOUX Nicolas	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} FARGERES Emilie	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} FAYETTE Audrey	Lyon
22 septembre 2009	M. FONTALIVE Aurélien	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} FRANCERIES Clémentine	Lyon
22 septembre 2009	M. GENTIAL Oscar	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} GONZALEZ ARAUJO Carmen Sofia	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} GOUTAGNY Aurélie	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} HUGUET Marion	Lyon
22 septembre 2009	M. JANAKOWSKI Maciej	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} JEDRZYCHOWSKA Kalina	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} KNEZEVIC Marina	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} KOVALCIKOVA Lenka	Lyon
22 septembre 2009	M. LAMOTTE Mathieu	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} LAURENT Elodie	Lyon
22 septembre 2009	M. LEGOUT Aloïs	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} MARECHAL Stéphanie	Lyon

22 septembre 2009	M ^{me} MOKHNACHI Chahinez (ép. AZZIZI)	Lyon
22 septembre 2009	M. PEDERGNANA Matthieu	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} PETIT Florence	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} PICHON Emmanuelle	Lyon
22 septembre 2009	M. QUAGLIA Adrien	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} REYDET Clara	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} ROUX Frédérique	Lyon
22 septembre 2009	M. SOUCHKO Nicolas	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} TIMSIT Rebecca	Lyon
22 septembre 2009	M ^{lle} VIERIN Marie-Charlotte	Lyon
22 septembre 2009	M. VIGUIER Thomas	Lyon
23 septembre 2009	M ^{lle} GEORGIEVA Dragomira	Paris-Belleville
30 septembre 2009	M. ABDELLI Salim	Lyon
30 septembre 2009	M ^{lle} BAURENS Amélie	Lyon
30 septembre 2009	M ^{lle} BILLIONNET Laurence	Lyon
30 septembre 2009	M. BOUYER Jean-Baptiste	Lyon
30 septembre 2009	M. DE VIMAL DU BOUCHET Edouard	Lyon
30 septembre 2009	M. GUIBOURT Alexandre	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M. NAAMANI Julien	Lyon
30 septembre 2009	M. SAVARY-PILASTRE Baptiste	Paris-la Villette
30 septembre 2009	M. STATEV Evgeny	Lyon
30 septembre 2009	M. WESTPHAL Clément	Lyon
30 septembre 2009	M ^{lle} WOOD Sydné	Paris-la Villette
Février 2010		
12 février 2010	M. LE BARBIER DE BLIGNIERES Kévin	Paris-la Villette
15 février 2010	M. CAMPEDEL Simon	Paris-Belleville
15 février 2010	M ^{lle} CHATELLIER Alice	Paris-Belleville
15 février 2010	M. GIL Maxime	Paris-Belleville
15 février 2010	M. HANNOUF Faouzi	Paris-Belleville
15 février 2010	M. JIANG Yuan	Paris-Belleville
15 février 2010	M. MEDDOUR Damien	Paris-Belleville
15 février 2010	M. MURZEAU Charles	Paris-Belleville
15 février 2010	M. PAILLARD Jean	Paris-Belleville
15 février 2010	M ^{lle} PANETTA Laetitia	Paris-Belleville
15 février 2010	M ^{lle} PICHET Clémence	Paris-Belleville
15 février 2010	M. PRADEAU Antoine	Paris-Belleville
15 février 2010	M. SIMONUTTI Louis	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} BENOIT Julie	Paris-Belleville
16 février 2010	M. DE BONDUWE Erwan	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} DEFOURNEAUX Julie	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} EMBERGER Florence	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} GALANTE Irene	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} GANNE DE BEAUCOUDREY-GUÉRIF Camille	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} LAINE Benedicte	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} MARCHAND SANTANA Laure	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} MARTINVALET Patty	Paris-Belleville

16 février 2010	M ^{lle} MAURIN Sophie	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} PARENTI Natacha	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} PAUPHILET Aleth	Paris-Belleville
16 février 2010	M. PHILIPPON Etienne	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} POINSOT Clémence	Paris-Belleville
16 février 2010	M. SABLLOT Eric	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} SITTHISO Somanad	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} SOUBRIER Melanie	Paris-Belleville
16 février 2010	M ^{lle} ZAHAG Ghizlane	Paris-Belleville
17 février 2010	M ^{lle} ABITBOL Sarah	Paris-Belleville
17 février 2010	M ^{lle} AHMED OMAR Nasteho	Paris-Belleville
17 février 2010	M. ANTONI Damien	Paris-Belleville
17 février 2010	M. AUBINAIS Antoine	Paris-Belleville
17 février 2010	M. BACHRI Ismael	Paris-Belleville
17 février 2010	M. BOCQUET Florent	Paris-Belleville
17 février 2010	M. BOURDON Achille	Paris-Belleville
17 février 2010	M. BRONIATOWSKI Simon	Paris-Belleville
17 février 2010	M. COLLAZOS Walmir	Paris-Belleville
17 février 2010	M ^{lle} CORIAT Sarah	Paris-Belleville
17 février 2010	M ^{lle} CREPIN Camille	Paris-Belleville
17 février 2010	M ^{lle} DEPARIS Maeva	Paris-Belleville
17 février 2010	M ^{lle} HORELLE Magali	Paris-Belleville
17 février 2010	M ^{me} PIERRET Laura	Paris-Belleville
17 février 2010	M ^{lle} VARGAS ENRIQUEZ épouse CHUNG CHE Karen	Paris-Belleville
17 février 2010	M ^{lle} WINCKLER Marine	Paris-Belleville
18 février 2010	M. DEMING Julien	Paris-Belleville
18 février 2010	M. FURIC Baptiste	Paris-Belleville
18 février 2010	M. GRATTERY Thomas	Paris-Belleville
18 février 2010	M ^{lle} PION Marie Emmanuelle	Paris-Belleville
18 février 2010	M ^{lle} RIBAUD CHEVREY Geraldine	Paris-Belleville
18 février 2010	M. TIGNON Pierre	Paris-Belleville
18 février 2010	M. VILLOUTREIX Emmanuel	Paris-Belleville

Mars 2010

5 mars 2010	M ^{lle} WYNN-SOIFER Josephine	Paris-la Villette
30 mars 2010	M ^{lle} ENTITA Lavinia Flavia Francesca	Paris-Belleville
30 mars 2010	M ^{me} LE CLAIRE Anne	Paris-Belleville
30 mars 2010	M. MARMIER Damien	Paris-Belleville
31 mars 2010	M. BONNEAU-CATTIER Eudes	Paris-Belleville
31 mars 2010	M ^{lle} BOULAY Natacha	Paris-Belleville
31 mars 2010	M. KUDLACIK Maciej	Paris-Belleville
31 mars 2010	M. LAMBERT Paul Emmanuel	Paris-Belleville
31 mars 2010	M ^{lle} PELOVSKA Miroslava	Paris-Belleville
31 mars 2010	M ^{lle} VIDOVIC Vera	Paris-Belleville

Mai 2010

12 mai 2010	M ^{lle} STOEVA Stanislava	Paris-la Villette
13 mai 2010	M ^{lle} SENIANI Naila	Paris-la Villette
25 mai 2010	M ^{lle} ROLLET Valérie	Paris-la Villette
27 mai 2010	M. VAN VLAENDEREN Yohann	Paris-la Villette

Juin 2010

9 juin 2010	M. MARINO Maxime	Paris-la Villette
-------------	------------------	-------------------

Liste des élèves ayant obtenu l'habilitation de l'architecte diplômé d'État à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre (Lot 10L).

Juin 2009

17 juin 2009	M ^{lle} ANICET Axelle	Lyon
17 juin 2009	M. BELLEMIN Sullivan	Lyon
17 juin 2009	M. BENOIT Franck	Lyon
17 juin 2009	M ^{lle} BONNARD Claire	Lyon
17 juin 2009	M ^{lle} GRESSANI Pauline	Lyon
17 juin 2009	M. MACRI Pascal	Lyon
17 juin 2009	M ^{lle} REPPELIN Marine	Lyon
17 juin 2009	M ^{lle} ROUX Gaetane	Lyon
18 juin 2009	M. BOUCQ Jérôme	Lyon
18 juin 2009	M. BRUNON Paul-Henri	Lyon
18 juin 2009	M ^{lle} CANSELIER Diane	Lyon
18 juin 2009	M ^{me} COLOMB Orane (ép. LAVEUR)	Lyon
18 juin 2009	M. DEJOS Jean-Paul	Lyon
18 juin 2009	M. DUNAND Alain	Lyon
18 juin 2009	M ^{me} FREMONT Dorothée (ép. TOCHON)	Lyon
18 juin 2009	M. GUILLAUME Gérald	Lyon
18 juin 2009	M. HANNEQUAU Julien	Lyon
18 juin 2009	M. HILAIRE Sylvain	Lyon
18 juin 2009	M ^{lle} JUNCKER Clara	Lyon
18 juin 2009	M. LOEUL Pierre	Lyon
18 juin 2009	M. MARCHAND Antoine	Lyon
18 juin 2009	M ^{lle} MARTIN Emilie	Lyon
18 juin 2009	M ^{lle} MERIEL Clarisse	Lyon
18 juin 2009	M ^{lle} MOLLE Sarah	Lyon
18 juin 2009	M. POCOBENE Bruno	Lyon
18 juin 2009	M. SOUCHE Christophe	Lyon
18 juin 2009	M ^{me} VILLEMAIN Sarah (ép. VALENTE)	Lyon
19 juin 2009	M. BOTTURI Arnaud	Lyon
19 juin 2009	M. CHAGNY Florent	Lyon
19 juin 2009	M. CHAPELA Modeste	Lyon
19 juin 2009	M ^{lle} CHARNOUD Florine	Lyon
19 juin 2009	M ^{lle} CHARRETON Béatrice	Lyon
19 juin 2009	M. CLAVEYROLAT Sébastien	Lyon
19 juin 2009	M ^{lle} DOHEN Fanny	Lyon

19 juin 2009	M. FRIANT Jérôme	Lyon
19 juin 2009	M. GIUNTA David	Lyon
19 juin 2009	M ^{lle} MERCKEL Julie	Lyon
19 juin 2009	M. MONCEAU Vincent	Lyon
19 juin 2009	M. NAUD-PASSAJON Emmanuel	Lyon
19 juin 2009	M. PETITJEAN Antoine	Lyon
19 juin 2009	M ^{lle} POILPRE Emilie	Lyon
19 juin 2009	M. POULET Benjamin	Lyon
19 juin 2009	M. TAILLANDIER Jérôme	Lyon
Septembre 2009		
25 septembre 2009	M. AGOUF Guillaume	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} AVINAIN Catherine	Lyon
25 septembre 2009	M. CLOTEAU Stéphane	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} DEMILLY Estelle	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} DEMONTROND Alix	Lyon
25 septembre 2009	M. FOURNET-FAYARD Didier	Lyon
25 septembre 2009	M. HWANG Jung-Woong	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} JUGAND Sarah	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} MANIN Melanie	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} MASSOT Elodie	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} PAVLOVA Nikolina-Kirilova	Lyon
25 septembre 2009	M. PORTE Fabien	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} PRABEL Aurélie	Lyon
25 septembre 2009	M. PRATLONG Adrien	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} ROMEAS Julie	Lyon
25 septembre 2009	M. SAHRAOUI Lazari	Lyon
25 septembre 2009	M. SAINERO Eric	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} SAMPAIO Sabrina	Lyon
25 septembre 2009	M. SY SAVANE Thierno-Aguibou	Lyon
25 septembre 2009	M. TEZIER Jérôme	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} THEVENET Marilyne	Lyon
25 septembre 2009	M ^{lle} THIMON Amandine	Lyon
Octobre 2009		
2 octobre 2009	M. GILLOT Vincent	Paris-Belleville
Juin 2010		
7 juin 2010	M. BALAS Arnaud	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} BAUDRIMONT Marine	Bordeaux
7 juin 2010	M. BENAIS Germain	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} BOUILLE Odile	Bordeaux
7 juin 2010	M. BOURON Jeremie	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} CLAUDEL Sophie	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} COMPAIN Perrine	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} COUREAU Anaïs	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} ENCAUSSE Marine	Bordeaux
7 juin 2010	M. GLENEAU Florent	Bordeaux

7 juin 2010	M ^{lle} LASSERRE Claire	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} LE TOUZÉ Marie	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} MARTIN Lucie	Bordeaux
7 juin 2010	M. MARTIN Mickaël	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} MOREL Hélène	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} NOBLE Delphine	Bordeaux
7 juin 2010	M. PARIN Maxime	Bordeaux
7 juin 2010	M. PICHELIN Kim-Son	Bordeaux
7 juin 2010	M. ROCHE Bruno	Bordeaux
7 juin 2010	M. ROLLAND Paul	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} SIMON Marion	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} SOURGENS Carole	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} TANNIERE Anne	Bordeaux
7 juin 2010	M. TASTET Benoit	Bordeaux
7 juin 2010	M ^{lle} THOMAS Anne-Gaelle	Bordeaux
7 juin 2010	M. TRARIEUX Vincent	Bordeaux
7 juin 2010	M. ZIELINSKI Boris	Bordeaux
8 juin 2010	M ^{lle} BOUSQUET Mélanie	Bordeaux
8 juin 2010	M. CHAMPION Yann	Bordeaux
8 juin 2010	M ^{lle} CRETTE Cécilia	Bordeaux
8 juin 2010	M. ESPERT Thomas	Bordeaux
8 juin 2010	M. FOONDUN Muhammad-Fadil	Bordeaux
8 juin 2010	M. FOUCHE Ludovic	Bordeaux
8 juin 2010	M. GONZALEZ Adrien	Bordeaux
8 juin 2010	M ^{lle} GUILLEMIN Alexandra	Bordeaux
8 juin 2010	M. KESTER Brice	Bordeaux
8 juin 2010	M. LAUWICK Clément	Bordeaux
8 juin 2010	M ^{lle} LESAFFRE Dorothée	Bordeaux
8 juin 2010	M ^{lle} MIRAMON Estelle	Bordeaux
8 juin 2010	M. NATHOO Akshaye	Bordeaux
8 juin 2010	M. NOUVIAN Benjamin	Bordeaux
8 juin 2010	M. PAQUET Julien	Bordeaux
8 juin 2010	M. ROUGER Julien	Bordeaux
8 juin 2010	M ^{lle} SALAGNAC Marion	Bordeaux
8 juin 2010	M ^{lle} SHAKIBA Saloomeh	Bordeaux

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte diplômé par le gouvernement (Lot 10M).

Janvier 1999

4 janvier 1999	M. NAMBRUIDE Hervé	Paris-la Villette
----------------	--------------------	-------------------

Septembre 2000

26 septembre 2000	M. AGENOR Fabryce	Paris-la Villette
-------------------	-------------------	-------------------

Annexe de l'arrêté du 22 mars 2010 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *J.O* n° 127 du 4 juin 2010).

Liste des biens transférés à la ville de Rouen

Service des musées de France :

Envois du Consulat et de l'Empire

INV. MUSÉE	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
D 803-3	Anonyme (école flamande)	Portrait d'homme tenant un bâton ; Noble Vénitien	peinture à l'huile, toile	H. : 127 ; L. : 111	1803	récolé-vu
D 803-20	Badalocchio Sisto (dit Rosa Sisto)	Mars et Vénus	peinture à l'huile, toile	H. : 84 ; L. : 167	1803	récolé-vu
D 803-12	Bassano Jacopo, Da Ponte (dit)	Intérieur d'une ferme	peinture à l'huile, toile	H. : 79 ; L. : 116	1803	récolé-vu
D 803-25	Busi Giovanni de, (dit Cariani)	Concert champêtre	peinture à l'huile, toile	H. : 152 ; L. : 180	1803	récolé-vu
D 803-32	Caron Antoine	Le Triomphe de l'Église	peinture à l'huile, toile	H. : 117; L. : 180	1803	récolé-vu
D 803-11	Casanova François, Joseph	Une Halte	peinture à l'huile, toile	H. : 21 ; L. : 31	1803	récolé-vu
D 803-10	Casanova François-Joseph	Une Escarmouche	peinture à l'huile, toile	H. : 21 ; L. : 31	1803	récolé-vu
D 803-9	Champaigne Philippe de	Concert d'anges	peinture à l'huile, toile	H. : 179 ; L. : 227	1803	récolé-vu
D 803.8	Corneille Jean-Baptiste (dit le Jeune)	La Résurrection de Lazare	peinture à l'huile, toile	H. : 355; L. : 250	1803	récolé-vu
D 803-4	David Gérard	La Vierge entre les vierges	peinture à l'huile, bois	H. : 118 ; L. : 212	1803	récolé-vu
D 803-13	Dyck Antoon van (d'après)	La Charité	peinture à l'huile, toile	H. : 140 ; L. : 115	1803	récolé-vu
D 803-2	Honthorst Gerrit van	Jésus devant Caïphe	peinture à l'huile, toile	H. : 234 ; L. : 195	1803	récolé-vu
D 803-35	Il Perugino, Vannucci Pietro (dit)	Le Baptême du Christ	peinture à l'huile, bois	H. : 31 ; L. : 59	1803	récolé-vu
D 803-36	Il Perugino, Vannucci Pietro (dit)	La Résurrection du Christ	peinture à l'huile, bois	H. : 31 ; L. : 59	1803	récolé-vu
D 803-34	Il Perugino, Vannucci Pietro (dit)	L'Adoration des mages	peinture à l'huile, bois	H. : 31 ; L. : 59	1803	récolé-vu
D 803-15	La Hyre Laurent de	L'Adoration des bergers	peinture à l'huile, toile	H. : 451 ; L. : 282	1803	récolé-vu
D 811-31	Lavallée-Poussin Étienne de	La Multiplication des huiles	peinture à l'huile, toile	H. : 114 ; L. : 146	1811	récolé-vu
D 803-16	Le Guerchin	La Visitation	peinture à l'huile, toile	H. : 320 ; L. : 214	1803	récolé-vu
D 803-26	Lemonnier Anicet, Charles, Gabriel	Mort de Niobé et de ses enfants	peinture à l'huile, toile	H. : 146 ; L. : 122	1803	récolé-vu
803-7	Lemonnier Anicet, Charles, Gabriel	La Mission des apôtres	peinture à l'huile, toile	H. : 460 ; L. : 274	1803	récolé-vu
D 803-18	Mignard Pierre	Le Christ entre les soldats	peinture à l'huile, toile	H. : 138 ; L. : 163	1803	récolé-vu
D 803-36	Mol Pieter van	Générosité de Scipion l'Africain	peinture à l'huile, bois	H. : 52 ; L. : 74	1803	récolé-vu
D 803-1	Orley Barend van (d'après)	Les Deux Marie	peinture à l'huile, bois	H. : 55 ; L. : 42	1803	récolé-vu
D 803-19	Palma Giovane, Jacopo Palma (dit)	Le Couronnement d'épines	peinture à l'huile, bois	H. : 135 ; L. : 105	1803	récolé-vu
D 803.14	Poussin Nicolas (attribué à)	Saint-Denis	peinture à l'huile, toile	H. : 177 ; L. : 110	1803	récolé-vu
D 803-6	Rubens Petrus-Paulus (et son atelier)	L'Adoration des bergers	peinture à l'huile, toile	H. : 340 ; L. : 248	1803	récolé-vu
D 803-27	Stella Jacques	Sainte-Anne conduisant la Vierge au Temple	peinture à l'huile, toile	H. : 136 ; L. : 102	1803	récolé-vu
D 803-30	Tiersonnier Louis, Simon	Le Riche dont parle Saint-Luc	peinture à l'huile, toile	H. : 114 ; L. : 146	1803	récolé-vu
D 803-28	Troy François de	Anne-Marie de Beuzelin de Bosmelet, duchesse de La Force ?	peinture à l'huile, toile	H. : 144 ; L. : 111	1803	récolé-vu
D 803-55	Veen Otto van, dit Vaenius ou Venius	Une Madeleine	peinture à l'huile, toile	H. : 65; L. : 43	1803	récolé-vu
D 803-17	Veronese, Caliari Paolo (dit)	Saint-Barnabé guérissant un malade	peinture à l'huile, toile	H. : 260 ; L. : 193	1803	récolé-vu
D 803-22	Veronese, Caliari Paolo, (dit)	Le Christ arrêtant la peste à la prière de la Vierge, de Saint-Jean-Baptiste, de Saint-Roch et de Saint-Sébastien	peinture à l'huile, toile	H. : 340 ; L. : 220	1803	récolé-vu
D 803-23	Vouet Aubin	La Mort de Saphire et d'Ananie	peinture à l'huile, toile	H. : 318 ; L. : 234	1803	récolé-vu
D 803-21	Vouet Simon	Le Ravissement de Saint-Louis	peinture à l'huile, toile	H. : 297 ; L. : 177	1803	récolé-vu

Concessions de la Restauration

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
MR 5017 ; B 418	Boullongne Louis de (dit le Jeune) ; anc. attribué à Blanchard	Cérès : Allégorie du mois d'août	peinture à l'huile, toile	H. : 235 ; L. : 180	1819	récolé-vu
MR 4895 ; B 24	Carrache Annibal (d'après)	Le Triomphe de Bacchus et d'Ariane	peinture à l'huile, toile	H. : 310 ; L. : 249	1819	récolé-vu
MR 4893 ; B 22	Carrache Annibal (d'après)	Pan offrant à Diane la toison d'une brebis	peinture à l'huile, toile	H. : 310 ; L. : 247	1819	récolé-vu
MR 4894	Carrache Annibal (d'après)	Polyphème et Galatée	peinture à l'huile, toile	H. : 310 ; L. : 247	1819	récolé-vu
MR 4892	Carrache Annibal (d'après)	Hercule et Omphale	peinture à l'huile, toile	H. : 250 ; L. : 302	1819	récolé-vu
MR 5064 (a) ; B 651	Hennequin Philippe-Auguste	Le Triomphe du Peuple français ou Allégorie du 10 août : La Philosophie et la Vérité (fragment)	peinture à l'huile, toile	H. : 224 ; L. : 175	1819	récolé-vu
MR 5075 ; B 672	Jouvenet Jean-Baptiste	Le Départ de Phaéon	peinture à l'huile, toile	H. : 250 ; L. : 167	1819	récolé-vu
MR 5121 ; B. 911	Oudry Jean-Baptiste	Chevreuil poursuivi par des chiens	peinture à l'huile, toile	H. : 171 ; L. : 156	1819	récolé-vu
MR 4910	Reni Guido (dit Le Guide) (d'après)	Enfant jouant avec deux pigeons	peinture à l'huile, toile	H. : 55 ; L. : 45	1819	récolé-vu
MR 5116 ; B.834	Stiemart François-Albert ; Rigaud Hyacinthe (d'après)	Louis XV	peinture à l'huile, toile	H. : 190 ; L. : 142	1822	récolé-vu

Collection Campana, peintures, envoi de 1863

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
478 (Cornu)	Bronzino, Di Cosimo Angelo (dit)	Portrait de femme	peinture à l'huile, bois	H. : 56 ; L. : 44	1863	récolé-vu
291 (Cornu)	Pennacchi Gerolamo (Gerolamo da Treviso le Vieux)	Isaac bénissant Jacob	peinture à l'huile, toile	H. : 54 ; L. : 72	1863	récolé-vu
290 (Cornu)	Pennacchi Gerolamo (Gerolamo da Treviso le Vieux)	Agar et Ismaël	peinture à l'huile, toile	H. : 54 ; L. : 72	1863	récolé-vu
454 (n° Cornu) ?	Raphael (d'après)	La Vierge au chardonneret	peinture à l'huile, bois	H. : 50 ; L. : 42	1863	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 2176	Anonyme, (Flandres, XVII ^e s.)	Fête flamande à l'occasion d'un mariage	peinture à l'huile, bois	H. : 74 ; L. : 106	1872	récolé-vu
INV 3992 ; B 1125 ; MR 3935	Boel Pieter	Chat et deux canards	peinture à l'huile, toile	H. : 75 ; L. : 82	1892	récolé-vu
INV 3968 ; B 1097 ; MR 3909	Boel Pieter	Aigle terrassant un coq	peinture à l'huile, toile	H. : 69 ; L. : 68	1892	récolé-vu
INV 3991 ; B 1174 ; MR 3986	Boel Pieter	Tête de chats et d'ours	peinture à l'huile, toile	H. : 61 ; L. : 79,5	1892	récolé-vu
MI 545	Boticelli (école de)	La Vestale Tuccia	peinture à l'huile, bois	H. : 51 ; L. : 169,5	1876	récolé-vu
INV 2833	Bouton Charles-Marie	Chapelle du Calvaire, église Saint-Roch à Paris	peinture à l'huile, toile	H. : 147 ; L. : 114	1872	récolé-vu
INV 446	Fontana Lavinia	Vénus et l'Amour	peinture à l'huile, toile	H. : 72, 5 ; L. : 60	1872 ou 74	récolé-vu
INV 5286	Haudebourt Antoinette Cécile Hortense, Lescot (née)	La Confirmation par un évêque grec dans la basilique Sainte-Agnès-hors-les-murs de Rome	peinture à l'huile, toile	H. : 1150 ; L. : 201	1872	récolé-vu
INV 6771 ; MR 3639	Monsiaux Nicolas, André	Alexandre et Diogène	peinture à l'huile, toile	H. : 150 ; L. : 180	1872	récolé-vu
INV 7310	Poussin Nicolas (d'après)	Moïse faisant jaillir l'eau du rocher	peinture à l'huile, toile	H. : 332 ; L. : 162	1872	récolé-vu
INV 7705 ; L 3657	Romny Guillaume-Frédéric	Henri IV faisant entrer des vivres dans Paris	peinture à l'huile, toile	H. : 190 ; L. : 280	1876	récolé-vu
INV 7900	Schnetz Jean-Victor	Scène d'inondation	peinture à l'huile, toile	H. : 295 ; L. : 247	1891	récolé-vu
INV 8074	Suvée Joseph-Benoît	L'Offrande à Palès ou L'Été	peinture à l'huile, toile	H. : 325 ; L. : 325	1872	récolé-vu
INV 3997 ; B 1128	Van der Meulen Adam Frans	Deux têtes de chevaux	peinture à l'huile, toile	H. : 44,5 ; L. : 44,5	1892	récolé-vu
INV 1525	Van der Meulen Adam-Frans	Étude de cinq chevaux	peinture à l'huile, toile	H. : 41 ; L. : 66	1896	récolé-vu

Musée du Louvre, département des objets d'art

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
MR 2217 ; G 286 ; N 36	Castel Durante, fin du ^{xvi} ^e s.	Coupe avec une scène de sacrifice peinte en esquisse	faïence	D. : 26	1895	récolé-vu
MR 2232 ; G 287 ; N 50	Castel Durante, fin du ^{xvi} ^e s.	Assiette à larges bords avec Moïse et le Buisson Ardent	faïence	D. : 21	1895	récolé-vu
MR 2314 ; H 97 ; N 202	Suite de Palissy, ^{xvi} ^e s.	Plat circulaire à pied en forme de corbeille	terre vernissée	D. : 29	1895	récolé-vu
MR 2321	Suite de Palissy, ^{xvi} ^e s.	Plat circulaire découpé à jour	terre vernissée	D. : 26	1895	récolé-vu
MR 2322	École de Palissy	Plat avec berger et bergère	terre vernissée	D. : 24,6	1895	récolé-vu
MR 2323 ; H 76 ; M 102 ; N 214	Suite de Palissy, ^{xvi} ^e s. ?	Plat circulaire avec Persée et Andromède	terre vernissée	D. : 24	1895	récolé-vu
OA 1519	Urbino, 1539	Coupe avec Neptune créant le cheval	majolique	D. : 24,5	1895	récolé-vu
OA 1552	École de Xanto, Urbino, ^{xvi} ^e s.	Coupe à large bords avec Vénus demandant à Vulcain de forger des traits pour l'Amour	faïence	D. : 22	1895	récolé-vu
OA 1553 ; G 638	Pesaro, milieu du ^{xvi} ^e s.	Assiette avec la naissance d'Adonis	faïence	D. : 29,5	1895	récolé-vu
OA 1835 ; G 256	Castel Durante, ^{xvi} ^e s.	Plat avec Marcus Curtius	faïence	D. : 43	1895	récolé-vu

Musée d'Orsay

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
RF 1041 ; FNAC 627	Binet Victor Jean Baptiste Barthélémy	Au Pâturage ; Vaches au soleil	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 100	1902	récolé-vu
RF 681 ; FNAC 1734	Bréauté Albert	L'Ouvrière	peinture à l'huile ; toile	H. : 118 ; L. : 155	1896	récolé-vu
RF 503 ; FNAC 503	Cormon Fernand	Les Vainqueurs de Salamine	peinture à l'huile ; toile	H. : 465 ; L. : 767	1893	récolé-vu
RF 75 ; LUX 62	Daubigny Charles-François	Écluse dans la vallée d'Optevoz	peinture à l'huile ; toile	H. : 92 ; L. : 162	1885	récolé-vu
RF 1078 ; FNAC PFH-251	Laugée Désiré-François	Le Cierge à la Madone, ^{xiii} ^e siècle	peinture à l'huile ; toile	H. : 147 ; L. : 192	1897	récolé-vu
RF 845	Marioton Eugène	Chactas	marbre	H. : 146 ; L. : 81,5 ; P. : 72,5	1897	récolé-vu

Service des arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 1191	Agache Alfred	Énigme	peinture à l'huile ; toile	H. : 280 ; L. : 170	1889	récolé-vu
FNAC 372 ; FNAC 807	Allouard Henri	Héloïse au Paraclet	plâtre ; bois ; stuc	H. : 170 ; L. : 66 ; P. : 90	1889	récolé-vu
FNAC 228	Auvray Louis	Louis-Henri Brévière, graveur	marbre	H. : 61 ; L. : 46 ; P. : 33	1879	récolé-vu
FNAC PFH-3491	Barre Jean-Auguste	L'Empereur Napoléon III	marbre		1853	récolé-vu
FNAC PFH-267	Bellange Hippolyte	La Charge de la cavalerie de Kellermann à Marengo	peinture à l'huile ; toile	H. : 195 ; L. : 292	1848	récolé-vu
FNAC PFH-2139	Belle Augustin-Louis	Allégorie à la paix	peinture à l'huile ; toile	H. : 248 ; L. : 186	1817	récolé-vu
FNAC FH 864-30	Bellé Jean, Joseph	Souvenir du Dauphiné	peinture à l'huile ; toile	H. : 35 ; L. : 56	1865	récolé-vu
FNAC 122	Bellé Jean Joseph ; Flandrin Paul (?)	Le Hérion	peinture à l'huile ; toile	H. : 330 ; L. : 170	1885	récolé-vu
FNAC 1468	Bergeret Denis, Pierre	Homard entouré de crevettes	peinture à l'huile ; toile	H. : 66 ; L. : 86	1903	récolé-vu
FNAC 2562	Berton Armand	Femme peignant sa chevelure	peinture à l'huile ; toile	H. : 142 ; L. : 102	1909	récolé-vu
FNAC 410	Besson Jules, Gustave	Le Christ consolateur	peinture à l'huile ; toile	H. : 182 ; L. : 150	1897	récolé-vu
FNAC 761	Binet Victor Barthélémy	Matinée de septembre à Saint-Aubin près Quilleboeuf (Eure)	peinture à l'huile ; toile	H. : 170 ; L. : 300	1886	récolé-vu
FNAC 499	Blanche Jacques-Émile	Petite fille au chapeau de paille	peinture à l'huile ; toile	H. : 138 ; L. : 65	1897	récolé-vu
FNAC 2528	Bouchor Joseph-Félix	La Maison de Maria à Freneuse	pastel	H. : 55 ; L. : 70	1909	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 987	Bouchor Joseph-Félix	Aurore de mai	peinture à l'huile ; toile	H. : 181 ; L. : 301	1902	récolé-vu
FNAC PFH-252	Boulanger de Boisfremont Charles	Jésus et la Samaritaine	peinture à l'huile ; toile	H. : 310 ; L. : 240	1825	récolé-vu
FNAC PFH-269	Boulanger Marie Élisabeth, née Blavot	Le Sommeil de la Vierge	peinture à l'huile ; bois	H. : 27 ; L. : 35	1849	récolé-vu
FNAC PFH-270	Boulanger Marie Élisabeth, née Blavot	Les Anges envoyés à la Vierge	peinture à l'huile ; bois	H. : 27 ; L. : 35	1849	récolé-vu
FNAC 1173	Breslau Louise	L'Enfant songeur	peinture à l'huile ; bois	H. : 65 ; L. : 52	1903	récolé-vu
FNAC 1958	Breslau Louise	L'Amateur de tympanum (portrait de M. Fernando)	peinture à l'huile ; toile	H. : 110 ; L. : 110	1907	récolé-vu
FNAC PFH-268	Bruyère Élise	Fleurs dans une corbeille	peinture à l'huile ; toile	H. : 105 ; L. : 80	1836	récolé-vu
FNAC PFH-253	Cabasson Guillaume	Saint-Romain domptant la gargouille à Rouen	peinture à l'huile ; toile	H. : 328 ; L. : 244	1855	récolé-vu
FNAC 596	Cavelier Pierre, Jules	Buste d'Émile Perrin	plâtre patiné	H. : 84 ; L. : 55 ; P. : 27	1891	récolé-vu
FNAC FH 865-55	Chaplin Charles	La Partie de loto	peinture à l'huile ; toile	H. : 120 ; L. : 96	1865	récolé-vu
FNAC 63	Chassevent-Bacques Gustave ; Le Brun Charles (d'après)	Portrait de Pierre Corneille	peinture à l'huile ; toile	H. : 78 ; L. : 59	1880	récolé-vu
FNAC PFH-234	Clairin Georges	Le Massacre des Abencérages	peinture à l'huile ; toile	H. : 452 ; L. : 320	1875	récolé-vu
FNAC PFH-248	Collin Raphaël	Sommeil	peinture à l'huile ; toile	H. : 119 ; L. : 202	1874	récolé-vu
FNAC 136	Courant Maurice	La Barque à Goddebi	peinture à l'huile ; toile	H. : 148 ; L. : 198	1884	récolé-vu
FNAC PFH-254	Court Joseph-Désiré	Boissy d'Anglas à la Convention Nationale	peinture à l'huile ; toile	H. : 492 ; L. : 813	1863	récolé-vu
FNAC 8 ; FNAC 186	Court Joseph-Désiré	Martyre de Sainte-Agnès au forum romain	peinture à l'huile ; toile	H. : 498 ; L. : 815	1897	récolé-vu
FNAC 1241	Dameron Émile	Matinée d'automne, le petit bras de la Seine à Villennes	peinture à l'huile ; toile	H. : 188 ; L. : 246	1889	récolé-vu
FNAC PFH-266	Delacroix Eugène	La Justice de Trajan	peinture à l'huile ; toile	H. : 490 ; L. : 390	1844	récolé-vu
FNAC 1626	Delaistre André	Automne	peinture à l'huile ; toile	H. : 112 ; L. : 146	1906	récolé-vu
FNAC 947	Delasalle Angèle	La Forge	peinture à l'huile ; toile	H. : 165 ; L. : 145	1902	récolé-vu
FNAC 1632	Desch Auguste-Théodore	Après-midi d'octobre	peinture à l'huile ; toile	H. : 155 ; L. : 125	1906	récolé-vu
FNAC PFH-4294	Desprez Louis ; Michel-Ange (d'après, réduction)	Moïse	bronze	H. : 97 ; L. : 53 ; P. : 54	1835	récolé-vu
FNAC PFH-4295	Desprez Louis ; Puget Pierre (d'après, réduction)	Milon de Crotone	bronze	H. : 98 ; L. : 40 ; P. : 61	1835	récolé-vu
FNAC 187	Dieterle Charles	Devant les reliques de Saint-Georges	peinture à l'huile ; toile	H. : 204 ; L. : 131	1879	récolé-vu
FNAC 128	Dubufe Guillaume	Étude	peinture à l'huile ; toile	H. : 195 ; L. : 103	1879	récolé-vu
FNAC 313	Duez Ernest	L'Heure du bain	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 105	1896	récolé-vu
FNAC 1705	Dupré Julien	Chemin au Mesnil	peinture à l'huile ; toile	H. : 146 ; L. : 113,5	1892	récolé-vu
FNAC PFH-3494	Duval-Lecamus Jules-Alexandre	Michel Anguier, sculpteur	peinture à l'huile ; toile	H. : 216 ; L. : 130	1862	récolé-vu
FNAC 192	Ferrier Gabriel	Sainte-Agnès	peinture à l'huile ; toile	H. : 445 ; L. : 298	1879	récolé-vu
FNAC PFH-299	Feuchère Jean-Jacques	Raphaël	marbre	H. : 100 ; L. : 50 ; P. : 42	1838	récolé-vu
FNAC FH 868-133	Fichel Eugène	Corps de garde	peinture à l'huile ; bois	H. : 27 ; L. : 21	1868	récolé-vu
FNAC 143	Flameng François	Les Vainqueurs de la Bastille, 14 Juillet 1789	peinture à l'huile ; toile	H. : 508 ; L. : 650	1881	récolé-vu
FNAC 292	Flandrin Paul-Hippolyte	Fra Angelico	peinture à l'huile ; toile	H. : 250 ; L. : 202	1895	récolé-vu
FNAC 125	Flandrin Paul-Jean	La Statue	peinture à l'huile ; toile	H. : 330 ; L. : 170	1885	récolé-vu
FNAC 1143	Fourié Albert	Repas de noces à Yport	peinture à l'huile ; toile	H. : 245 ; L. : 350	1889	récolé-vu
FNAC PFH-3493	Fourié Albert	Madame Bovary	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 203	1890	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC FH 869-176	Giraud Charles	Jeu de boules à Pont-Aven, Bretagne	peinture à l'huile ; toile	H. : 105 ; L. : 170	1869	récolé-vu
FNAC 441	Grandin Léon	Buste de Corneille	plâtre	H. : 85 ; L. : 64 ; P. : 35	1891	récolé-vu
FNAC PFH-250	Groisilliez Marcelin de	Le Printemps	peinture à l'huile ; toile	H. : 72,5 ; L. : 120	1874	récolé-vu
FNAC PFH-255	Guignet Jean-Adrien	Joseph expliquant le songe de Pharaon	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 199	1848	récolé-vu
FNAC 839	Guilloux Albert	Ève retrouvant le corps d'Abel	plâtre	H. : 100 ; L. : 170 ; P. : 100	1903	récolé-vu
FNAC FH 861-102	Hadarnard Auguste ; Winterhalter (d'ap.)	Portrait en pied de l'Impératrice Eugénie	peinture à l'huile ; toile	H. : 237 ; L. : 158	1861	récolé-vu
FNAC 724	Hebert Pierre-Eugène-Émile	Buste d'Émile Perrin	plâtre		1891	récolé-vu
FNAC 1400	Hem Louise de	L'Encensoir	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 56	1890	récolé-vu
FNAC FH 866-165	Héreau Jules	La Ronde du berger	peinture à l'huile ; toile	H. : 111 ; L. : 182	1866	récolé-vu
FNAC 852	Hoffbauer Charles	Les Gueux	peinture à l'huile ; toile	H. : 227 ; L. : 272	1902	récolé-vu
FNAC FH 864-158	Hugrel Pierre, Honoré	Une Bacchante	peinture à l'huile ; toile	H. : 139 ; L. : 206	1864	récolé-vu
FNAC 2182	Jacquier Henry	Lincoln d'un héros	peinture à l'huile ; toile	H. : 330 ; L. : 476	1908	récolé-vu
FNAC 1252	Jolyet Philippe	Indiscrétion	peinture à l'huile ; toile	H. : 55 ; L. : 48	1904	récolé-vu
FNAC 1292	Jourdain Francis	Paris, le soir	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 81	1904	récolé-vu
FNAC 678	Joy George, William	Jeanne d'Arc	peinture à l'huile ; toile	H. : 110 ; L. : 208	1898	récolé-vu
FNAC PFH-3490	Lafond Charles, Nicolas, Raphaël	Énée au Mont Ida	peinture à l'huile ; toile	H. : 354 ; L. : 486	1817	récolé-vu
FNAC PFH-247	Laugée Désiré-François	La Pia dei Tolomei	peinture à l'huile ; toile	H. : 114 ; L. : 149	1869	récolé-vu
FNAC PFH-235	Laurens Jules, Joseph	Jardins abandonnés à Aschref	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 111	1874	récolé-vu
FNAC 1403	Laurent-Desrousseaux Henri, Alphonse	La Veille de la première communion	peinture à l'huile ; toile	H. : 161 ; L. : 207	1889	récolé-vu
FNAC PFH-256	Lecomte Hippolyte	Le Départ du jeune Tobie	peinture à l'huile ; toile	H. : 147 ; L. : 195	1833	récolé-vu
FNAC PFH-297	Lefebvre-Deumier Marie-Louise	L'Étoile du matin	marbre	H. : 171 ; L. : 59 ; P. : 58	1863	récolé-vu
FNAC PFH-237	Legrip Frédéric	Le Supplice de Jeanne d'Arc	peinture à l'huile ; toile	H. : 185 ; L. : 131	1862	récolé-vu
FNAC PFH-296	Leharivel-Durocher Victor, Édmond	La Jeune fille et l'Amour	marbre	H. : 180 ; L. : 75 ; P. : 98	1871	récolé-vu
FNAC PFH-259	Leman Jacques, Édmond	Michel-Ange au lit de mort de Vittoria Colonna	peinture à l'huile ; toile	H. : 265 ; L. : 320	1858	récolé-vu
FNAC PFH-295	Leroux Frédéric-Étienne	Rachel	marbre	H. : 140 ; L. : 72	1882	récolé-vu
FNAC 282	Leroy Paul	Jésus chez Marthe et Marie	peinture à l'huile ; toile	H. : 210 ; L. : 261	1882	récolé-vu
FNAC PFH-3732	Luminais Évariste, Vital	Retour de chasse	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 210	1881	récolé-vu
FNAC 347	Merson Luc-Olivier	Saint-Isidore, le laboureur	peinture à l'huile ; toile	H. : 240 ; L. : 300	1880	récolé-vu
FNAC PFH-260	Morel-Fatio Antoine-Léon	Le Combat du Vengeur	peinture à l'huile ; toile	H. : 260 ; L. : 389,5	1840	récolé-vu
FNAC PFH-246	Patrois Isidore	Jeanne d'Arc allant au supplice	peinture à l'huile ; toile	H. : 101 ; L. : 203	1867	récolé-vu
FNAC 1417	Pézieux Jean, Alexandre	Jeanne d'Arc	marbre	H. : 251 ; L. : 100 P. : 75	1890	récolé-vu
FNAC PFH-301	Pollet Joseph, Michel-Ange	Éloa sœur des anges	bronze	H. : 152 ; L. : 102 ; P. : 58	1867	récolé-vu
FNAC PFH-307	Pollet Joseph, Michel-Ange	Bacchante	marbre	H. : 50 ; L. : 39 ; P. : 24	1891	récolé-vu
FNAC PFH-261	Régner Auguste, Jacques	Forêt, vue de la forêt de Compiègne	peinture à l'huile ; toile	H. : 124 ; L. : 173	1835	récolé-vu
FNAC 447	Renouf Émile	Le Bateau-pilote	peinture à l'huile ; toile	H. : 485 ; L. : 615	1885	récolé-vu
FNAC 466	Rochegeosse Georges	Andromaque	peinture à l'huile ; toile	H. : 479 ; L. : 335	1884	récolé-vu
FNAC PFH-262	Rouget Georges	Œdipe et Antigone sur le Mont Cithéron	peinture à l'huile ; toile	H. : 276 ; L. : 213	1821	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-263	Saint-Jean Simon	Fleurs dans un chapeau	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 122	1834	récolé-vu
FNAC PFH-233	Sebron Hippolyte, Victor, Valentin	Intérieur de l'église Saint-Marc, à Venise	peinture à l'huile ; toile	H. : 186 ; L. : 152	1864	récolé-vu
FNAC PFH-302	Simart Charles	Oreste réfugié à l'autel de Pallas	marbre	H. : 128 ; L. : 197 ; P. : 81	1841	récolé-vu
FNAC PFH-271	Sivel Joseph ; Winterhalter (d'ap.)	Portrait en pied de l'empereur Napoléon III	peinture à l'huile ; toile		1862	récolé-vu
FNAC 683	Steck Paul, Albert	Tendre automne	peinture à l'huile ; toile	H. : 301 ; L. : 448	1909	récolé-vu
FNAC PFH-265	Tabar François-Germain, Léopold	Le Supplice de Brunehaut	peinture à l'huile ; toile	H. : 452 ; L. : 345	1854	récolé-vu
FNAC PFH-236	Viollet-le-Duc Adolphe, Étienne	La Vallée de Jouy, effet du matin	peinture à l'huile ; toile	H. : 154 ; L. : 200	1871	récolé-vu
FNAC 912	Zacharie Ernest, Philippe	Tentation	peinture à l'huile ; toile	H. : 151 ; L. : 201	1894	récolé-vu

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication est à envoyer au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, **M^{me} Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.